

## Le général Aoun brouillé avec les Etats-Unis

**Le départ des diplomates américains de Beyrouth-Est consacre une double faillite : celle de la politique des Etats-Unis au Liban ; qui se souvient qu'en 1958 un débarquement de « marines » avait mis fin, sans qu'ils aient eu un coup de fusil à tirer, à la guerre civile qui, déjà, déchirait ce pays ? Et celle des efforts du général Aoun pour obtenir le soutien de la Maison Blanche à la « guerre de libération » qu'il a déclenchée en mars dernier contre l'occupant syrien : la guerre a déjà fait plus de huit cents tués et trois mille blessés. Mais le Gôlath syrien est plus que jamais là, même si le David maronite, abondamment approvisionné en armes par l'Irak, continue de lui tenir tête.**

C'est en vain, jusqu'à présent, que le Comité de médiation de la Ligue arabe a cherché à mettre fin au carnage. Il a eu le mérite de dénoncer les évidentes ambitions de Damas : mais cette condamnation n'a eu ni effet ni lendemain. Les gesticulations « humanitaires » de la flotte française n'ont apparemment pas servi à grand-chose. Une tentative de médiation soviétique a tourné court.

**E**n déclenchant les hostilités contre le régime de Damas, le général Aoun avait certainement conscience du caractère quasiment désespéré de son initiative. Mais il pensait qu'il laisserait la Syrie sans régner le Liban chrétien mourrait à petit feu. Et sans doute se dit-il qu'en attirant l'attention du monde entier sur la tragédie subie par son peuple il déclencherait un courant de sympathie et de solidarité qui entraînerait les pays chrétiens, à commencer par les Etats-Unis, à modifier leur politique au Proche-Orient.

Or il se trouve que depuis de longues années les Etats-Unis s'efforcent de ménager la Syrie, pièce maîtresse, à leurs yeux, d'un éventuel règlement du conflit israélo-arabe. Ils ne croient pas davantage possible d'écarter Damas d'une solution de la crise libanaise. Un haut fonctionnaire américain vient de réaffirmer que « la Syrie est un facteur dans toute équation » visant à un règlement du conflit.

**L**es Etats-Unis n'ont donc aucune envie de modifier le fragile équilibre régional dont tout changement pourrait conduire à une situation incontrôlable. Echaudée par l'attentat qui avait coûté la vie en 1983, à Beyrouth, à deux cents quarante soldats, l'Amérique souhaite avant tout ne pas compromettre son dialogue, permanent mais discret, avec Damas — et ne veut surtout pas remettre en cause le rôle que la Syrie pourrait jouer dans un éventuel règlement de la crise des otages. Les objectifs du département d'Etat sont donc modestes, comme son porte-parole l'a réaffirmé mercredi : appuyer les efforts de paix de la Ligue arabe, sans s'engager directement, et éventuellement demander, à l'URSS, d'amener Damas à une attitude plus conciliante.

En ridiculisant et en vilipendant publiquement le géant américain, le général Aoun a certes pu obtenir un regain de popularité parmi des chrétiens libanais dont certains sont exaspérés par le manque de résultats de sa croisade anti-syrienne. Mais sa brouille avec Washington réduit encore les appuis dont il peut espérer disposer à l'extérieur.

(Lire nos informations page 4.)

M 0147 - 0909 D - 4,50 F  
3790147004500 09090

## La formation du gouvernement de coalition Solidarité assumera la responsabilité de la politique économique en Pologne

**Le premier ministre polonais, M. Tadeusz Mazowiecki, parachevait, vendredi 8 septembre, la formation de son gouvernement de coalition. Selon la liste provisoire, présentée la veille, le Parti communiste se voit attribuer quatre portefeuilles, le Parti paysan et le Parti démocratique respectivement quatre et deux,**

VARSOVIE  
de notre envoyée spéciale

Tard dans la nuit de jeudi à vendredi, les discussions se sont poursuivies au siège du conseil des ministres pour remplir les derniers « blancs » laissés sur la liste du gouvernement que le premier ministre, M. Tadeusz Mazowiecki, avait soumise, jeudi après-midi 7 septembre, à la direction de Solidarité. Jusqu'au dernier moment, la délicate opération de

formation de ce gouvernement historique, le premier depuis quarante ans à être dirigé par un homme politique non communiste, aura eu des allures de drame avec ses retournements de situation inattendus et ses ultimes blocages.

Prudent comme à son habitude, M. Mazowiecki a donc jugé prématuré de fournir à la presse une quelconque liste officielle de son gouvernement, mais les listes officielles qui circulaient jeudi soir parmi les parlementaires permet-

tant déjà de se faire une idée assez nette des grandes lignes d'action envisagées par le premier ministre. L'innovation la plus marquante de ce gouvernement, qui ressemble à un cabinet d'experts, devrait être sa politique économique confiée à une solide équipe de spécialistes, proches de Solidarité et chers aux partisans du libéralisme et de l'économie de marché.

**Le vote de confiance de la Diète sur l'ensemble de ce gouvernement, qui comprend de nombreux experts, devrait se dérouler mardi 12 septembre.**

SYLVIE KAUFFMANN.  
(Lire la suite page 4.)

## De la réconciliation au malentendu Jean-Paul II et les juifs

**Après la proposition de « reprise des pourparlers » faite par l'épiscopat polonais (le Monde du 8 septembre), les réactions se multiplient, contre la présence de cardinaux à Auschwitz et contre l'attitude du cardinal Glemp, primate de Pologne. Jeudi 7 septembre au cours d'un débat sur Antenne 2, M. Elie Wiesel a reproché au pape son « silence » et son « attitude ambiguë ». Le cardinal Lustiger lui a répondu que « les soupçons qui pèsent actuellement sur le pape sont tout à fait injustes » et que « Jean-Paul II a fait avancer les choses pour une compréhension plus équitable des juifs ».**

A la veille du dernier concile, en 1961, Jules Isaac rend visite à Jean XXIII. « Puis-je avoir de l'espoir ? », demande au pape l'historien français. « Vous avez droit, s'entend-il répondre par le vieux pontife, à plus que de l'espoir ! ».

Pionnier de la réconciliation entre les juifs et les chrétiens, Jules Isaac mourra avant de voir la réalisation de son vœu et de pouvoir lire l'un des textes les plus révolutionnaires du concile Vatican II.

**Notre Aetate** (1) — le nom de cette déclaration conciliaire — tourne en effet l'une des pages les plus sombres de l'histoire du christianisme, celle des expulsions, des conversions forcées et des persécutions de juifs, illustrée par l'armée des croisés et des

inquisiteurs. L'accusation millénaire de peuple déicide tombe. Condamnant tout antisémitisme, l'Eglise souligne, pour la première fois de son histoire, la nature spirituelle du lien qui unit les juifs et les chrétiens, le peuple de l'Ancienne et celui de la Nouvelle Alliance. Après des siècles d'ignorance, s'ouvre la porte du dialogue. Après l'« enseignement du mépris », voici celui du « respect ».

Le grand rabbin de Rome assiste, en 1963, aux obsèques de Jean XXIII. Un an après, la première visite à l'étranger du nouveau pape, Paul VI, sera pour Jérusalem. C'est l'âge d'or des relations judéo-catholiques, celui des gestes d'amitié symboliques,

des contritions mutuelles, des éditions expurgées et des nouveaux manuels.

L'état de grâce, dont ont pu bénéficier au sein de la communauté juive internationale des papes comme Jean XXIII et Paul VI — après Pie XII, accusé de s'être tu pendant la deuxième guerre mondiale — est épuisé depuis longtemps. La flamme est éteinte et le dialogue au point mort.

HENRI TINCO.

(Lire la suite page 11.)

(1) La déclaration *Notre Aetate* (A notre époque), promulguée le 28 octobre 1965, traite des relations de l'Eglise catholique avec les religions non chrétiennes.

## 290 millions de francs pour l'agriculture L'ardoise de la sécheresse

Alors que la sécheresse continue de sévir dans plusieurs régions du sud de la France, le ministre de l'Agriculture, M. Henri Nallet, s'apprête à faire distribuer dans les prochains jours 290 millions de francs aux exploitants les plus touchés, soit la moitié de l'enveloppe globale prévue de 580 millions de francs. Plusieurs satellites américains et français mesurent depuis le début de l'été l'intensité de la sécheresse, en particulier dans les zones où des demandes de subvention ou d'indemnisation ont été formulées.

Préoccupé par les incendies de forêts, qui ont détruit plus de 68 000 hectares, M. Nallet prépare, en outre, un plan de mobilisation destiné à rendre obligatoire le débroussaillage des espaces boisés.

(Lire nos informations page 28.)

## Grève à l'usine Peugeot de Mulhouse

## Le réveil des salariés modèles

**Malgré l'annonce, vendredi 8 septembre, d'une hausse générale de 1,5 % des salaires accordée par la direction à l'ensemble des personnels (57 000 salariés) des Automobiles Peugeot, les grévistes de l'usine de Mulhouse (Haut-Rhin) ont décidé de poursuivre leur mouvement.**

MULHOUSE  
de notre envoyé spécial

« Mulhouse ? Une usine à part, dans une région à part. » Les dirigeants de Peugeot SA ont beau insister sur les évidentes spécificités de l'établissement alsacien, affecté, depuis le 5 septembre, par une grève annoncée par les syndicats CGT, CFDT, FO et CFTC, il apparaît tout aussi clairement que

ce conflit met en cause l'ensemble de la politique salariale du groupe automobile français.

« A force de tirer sur la corde, elle a cassé », estiment les syndicalistes de cet établissement réputé calme (la dernière grève d'envergure remonte à 1972), voire privilégié. Grâce au succès de la 205, on n'a pas connu, en Alsace, les semaines de chômage technique imposées au début des années 80 à Sochaux et à Poissy. Il est vrai qu'en matière de rémunérations la firme de Sochaux a été en ne peut plus stricte. En 1988, les augmentations générales n'ont pas dépassé 2 %, après 0,5 % en 1987 et 0,7 % en 1986.

JEAN-MICHEL NORMAND.

(Lire la suite page 29.)



## JEAN VAUTRIN Un grand pas vers le Bon Dieu

« Un roman impétueux où le torrent verbal de Céline fertilise le terreau sudiste de Faulkner. Un grand pas vers le chef-d'œuvre. » Pierre Billard / Le Point

« Vautrin appartient à ces romanciers pour qui l'écriture est d'abord une fête verbale. » Pierre Démon / Marie Claire

ROMAN

GRASSET



## Les protestations après les déclarations de M. Claude Autant-Lara

Lire les réactions et l'article d'Olivier Biffaud  
« L'offensive antisémite de l'extrême droite »

Page 7.

## Fusion entre Daimler-Benz et MBB

Le ministre ouest-allemand de l'économie a donné son autorisation sous condition  
PAGE 32

## Répression en Afrique du Sud

Les émeutes du Cap ont fait de nombreuses victimes parmi les Noirs et les métis  
PAGE 3

## Sommet des non-alignés

Victoire des modérés à la réunion de Belgrade  
PAGE 6

## Les réfugiés est-allemands

L'afflux de population en provenance de RDA permettrait de compenser la pénurie de main-d'œuvre en RFA  
PAGE 27

## Marcel Pagnol au cinéma

Yves Robert tourne « la Gloire de mon père » et « le Château de ma mère »  
PAGE 19

## Le Monde SANS VISA

Le Moscovite d'un Moscovite  
■ Gastronomie. ■ Jeux  
PAGES 15 à 18

## SPORTS

■ L'Open de tennis des Etats-Unis. ■ La Coupe du monde d'athlétisme à Barcelone. ■ Les salaires dans le cyclisme.  
PAGE 13

Le sommaire complet se trouve page 32



# Débats

ENSEIGNEMENT

## Les dessous d'une rentrée réussie

par GUY COQ (\*)

La cérémonie de la rentrée scolaire a été parfaite. Ce n'est pas comme naguère, on sait désormais maîtriser cette échéance. Les dirigeants ont chacun délivré leur message d'autocongratulation : l'avenir radieux des 80 % de bacheliers programmés, critère de la justice scolaire enfin réalisée, est à nos portes. Dans ce beau concert, y aura-t-il place pour quelques dissonances ? On voudrait avancer deux ou trois réflexions appelant à un regard plus lucide sur l'état de notre système scolaire.

La première réflexion prendra pour thème le pédagogue. Est-il déplacé de rappeler aujourd'hui

quelle crise de confiance sans précédent perturbe l'an passé les relations entre les enseignants et un gouvernement de gauche ? Opportunément, la fin de l'année scolaire, l'effet d'annonce des mesures nouvelles, le vote de la loi d'orientation en juin, occultèrent cette situation. La cause du malaise demeure ; c'est un problème de société. On peut l'exprimer simplement.

Pourquoi, dans cette société, dans cette civilisation, de moins en moins de gens désirent, par idéal, s'engager dans la fonction d'enseignant ? Posez la question à des jeunes : si le salaire était exac-

tement le même dans les deux métiers, préféreriez-vous enseigner ou bien exercer une fonction dans le commerce ou la publicité ? On sait d'avance la réponse. Voilà bien le problème de fond. Un bon enseignant doit, certes, avoir des compétences, mais on ne fait pas bien ce métier sans une forme spécifique d'engagement social et humain. Que doit-on faire évoluer, dans le rapport que notre société tisse avec elle-même pour que redevienne désirable et donc possible la fonction d'enseignant, ce médiateur social décisif ?

ou assimilés résoudra enfin le problème des inégalités sociales dans ce pays ? Qui est assez naïf pour ignorer qu'il s'agit là d'une vulgaire manipulation d'étiquette ? Michel Rocard refuse de mettre en circulation des assignats ! Mais à la japonaise qu'on annonce soit autre chose qu'un assignat ? Bien des innovations lancées et encouragées du temps d'Alain Savary, lui qui misa sur le dynamisme des enseignants, sont en crise. Essaiera-t-on, Rue de Grenelle, de comprendre pourquoi ? La motivation pédagogique sera remplacée bientôt par la course aux super échelons de salaire ! On promet un maximum de trente-cinq élèves par classe dans quatre ans, mais les rentrées se suivent et cette situation s'aggrave !

Renouer avec les enseignants, ce serait aussi retrouver la parole juste sur cette fonction décisive qui consiste à faire entrer la génération nouvelle dans la culture. Il me plaît, ce vieux mot d'instituteur promis à la casse. Il dit quelque chose d'essentiel dans notre fonction d'enseignant. Qu'il soit question de l'école, du collège, du lycée, il s'agit bien d'instituer quelque chose de l'humanité en ces enfants et ces jeunes, en les introduisant — malgré les obstacles — dans l'ordre humain de la culture.

### Eux autres culturels

Une seconde réflexion visera le débat sur les « contenus », qui est déjà biaisé de deux façons. D'une part, parce qu'on s'intéresse moins aux enjeux fondamentaux de la culture scolaire qu'à la recherche de justifications pour augmenter le nombre d'élèves dont chaque pédagogue sera globalement chargé ; le but devient ainsi d'alléger le besoin d'enseignants pour l'an 2000. (Voir sur ce point l'éditorial de Jean-Michel Croissant dans Le Monde de l'éducation, septembre 1989.)

D'autre part, l'ensemble des rapports sur les contenus se trouve coiffé d'une déclaration dite : « Principes pour une réflexion sur les contenus de l'enseignement » (par P. Bourdieu et F. Gros) dont il est désastreux qu'elle n'ait pas été débattue. Elle prolonge certains défauts déjà présents dans le rapport du Collège de France à François Mitterrand (1985). L'argument d'autorité (ce sont de grands savants), qu'utilise Lionel Jospin, ne justifie rien du tout. Car comment poser en principe général de la culture scolaire, l'année même du bicentenaire des droits de l'homme, que LA science est le seul lien d'universalité ? Comment définir cette culture scolaire, en n'abordant la notion de culture que négativement, comme une réalité à relativiser ? Comment justifier la réduction de la culture littéraire ? Comment n'a-t-on pas vu qu'une représentation sociologique de la culture la détruit ? Et qu'elle disparaît aussi quand on ne parle plus que de contenus d'un côté et, de l'autre, de méthodes ?

Plus encore, la question cruciale des enjeux symboliques de la culture scolaire, là où elle peut aider les individus à s'approprier ce qui est en débat dans les religions et les philosophies, est complètement ignorée. Le mot éducation, si l'on adopte ces principes, n'a plus aucun sens dans l'école, ni l'éthique ni le civisme. Le gouvernement des savants, c'est le scientisme au pouvoir !

Ce n'est là qu'un symptôme. Car on a tant martelé l'opinion avec ces formules convenues qui méprisent les enjeux culturels quand même encore assumés au lycée ! Citons-les : l'école ne serait qu'encyclopédisme ; amas de connaissances ; les disciplines, on n'en parle que négativement, comme

(\*) Professeur de philosophie, membre du comité de rédaction de la revue Esprit.

y voir la source des échecs. Le résultat de ces discours est que parler de culture scolaire paraîtra probablement désuet à beaucoup !

### Langue de bois

Mais il est temps d'engager aussi une réflexion centrée, celle-ci, sur la naissance d'une langue de bois commune à la classe politique, à propos de la question scolaire. L'universelle générosité des propos, le désir de donner le bonjour garanti à chacun, les mêmes critiques stéréotypées, méconnaissance, dans la bonne conscience qu'ils expriment, la dualité du système scolaire. Et Lionel Jospin, questionné par Bruno Frappat, fuyait encore devant cette réalité, lundi à « L'heure de vérité ». On promet un enseignement de masse merveilleux (et on a raison d'affirmer le droit de chaque enfant à l'éducation), mais on veut taire, et d'abord dans la loi d'orientation, que dans le système méritocratique où nous sommes, devant le très inégal attrait qu'exercent métiers et fonctions sociales, l'école assure une essentielle fonction de sélection : elle intervient dans la compétition sociale.

Le silence pudique ou hypocrite sur ce rôle incontournable de l'école dans la société démocratique rend suspectes les belles intentions affichées partout. La rigueur intellectuelle imposerait de décrire les contradictions de l'école. Car il y a, d'un côté, les beaux discours sur la justice et l'égalité, il y a, d'autre part, les pratiques institutionnelles réelles et dont on ne parle pas. D'un côté, on a l'idéal, de l'autre, la pugnacité avec laquelle le même bel orateur se débrouille pour faire entrer ses rejetons dans le bon collège et le lycée excellent.

Il n'y a pas, officiellement, de filière au collège, mais il y a en pratique les collèges supérieurs... et les autres de bas étage. On promet à tous le bac, sous-entendant aussi qu'il sera une formation de paratissant le travail... mais le bac C est plus qu'autrefois la chose de la classe sociale supérieure. Le peuple ira à des sous-bacs... trompé comme du temps de René Haby où il put croire que la 6<sup>e</sup> unique, c'était enfin la démocratie réalisée par l'école ! On annonce beaucoup de bacheliers, mais on se résigne à un taux d'échec aux examens des universités qui anéantit l'espoir créé par

la démocratisation des bacs. Et cette université demeure l'une des plus pauvres du monde (0,4 % du PIB, alors que l'Etat paie 1,17 % du PIB aux Etats-Unis, 0,6 % en RFA, chiffres donnés dans le bilan toujours actuel de Frédéric Gausson, Le Monde, 8 janvier 1987). On prétend fléchir le niveau de recrutement de l'ensemble des enseignants ; mais comment fera-t-on dans trois ans pour recruter, comme on le prétend, vingt-trois mille jeunes licenciés par an pour l'enseignement, quand l'université actuelle, toutes disciplines additionnées, en produit un peu plus du double ! Hélas, l'analyse de cette face cachée des belles intentions pourrait être largement poursuivie.

### Projets pimpants

Une politique de vérité et de rigueur dans la pensée devrait assurer la dualité conflictuelle de l'école : veiller à ce que le droit de chaque enfant à une culture commune de base soit respecté, mais, en même temps, édicter des règles avouées et les moins injustes possibles pour la compétition sociale à travers l'école. Ignorer cette dualité de l'école fut la faiblesse de certains conseillers d'Alain Savary. Les socialistes ont du mal à rejoindre un certain parti verbi.

Avec la manie des grands projets conçus au détriment de mesures concrètes, modestes, mais bien pensées et bien suivies, on touche à un commun défaut de la politique éducative. Ajoutons aussi la surdité à ce qui se passe réellement dans les établissements, et l'impulsion néfaste maintenant donnée aux projets pimpants, médiatisables, c'est-à-dire à la dernière nouveauté en vogue, la pédagogie du semblant et de l'apparence. Citons un dernier défaut commun très répandu : à propos de l'école, on répète à l'envi les défauts, on ne dit pas assez qu'elle accomplit une grande tâche, que l'école a, en France, de grandes qualités, de grandes capacités d'évolution, pour le meilleur et pour le pire. Mais il est commode de rejeter sur l'école la responsabilité de problèmes, comme le chômage, que la société ne veut pas assumer. En général, une part de la solution passe par l'école. Mais cessons de faire croire qu'on peut, par l'école, supprimer tous les échecs, toutes les injustices de la société.

## Au courrier du Monde

### RECONNAISSANCE

#### La Syrie et le Liban

Selon M. Michel Debré (« Le Monde » du 23 août), « la Syrie n'a jamais reconnu le Liban ».

Or la Syrie figure parmi les Etats arabes signataires du pacte d'Alexandrie (7 octobre 1944), dont une annexe garantit formellement l'indépendance et l'intégrité du Liban.

D'autre part, Syrie et Liban sont, le 23 mars 1945, cofondateurs de la Ligue arabe, dont le pacte est expressément conclu entre « pays indépendants ».

PIERRE RONDOT, ancien directeur du Centre de hautes études sur l'Afrique et l'Asie modernes.

### FAUTE

#### La Moldavie plus vaste que l'Arménie

Qu'un immigré tel que moi fasse des fautes d'orthographe, c'est grave, mais pardonnable.

Qu'un journal aussi prestigieux que le vôtre, qui se targue à juste titre de posséder le service socratique (M. Tatu) le plus pointu de la planète, laisse passer un article « Moldavie, l'ancienne Bessarabie », page 3 du 30 août 1989, avec pour première phrase « La Moldavie est la plus petite république de l'URSS », cela est inexcusable.

En effet, tous les journaux, même le vôtre, ont écrit depuis les évé-

nements du Karabakh, et surtout après le séisme du 7 décembre 1988, que l'Arménie est la plus petite république de l'URSS : 29 800 km<sup>2</sup>, alors que la superficie de la Moldavie est de 33 700 km<sup>2</sup>.

A moins que M. Gorbatchev n'ait secrètement informé l'auteur anonyme du rattachement imminent du Karabakh (4 400 km<sup>2</sup>) à l'Arménie : qu'il en soit alors ici remercié !

RAPHAËL MUSSALIAN (Paris).

[Nous ne pouvons que donner raison à M. Mussaliam et demander à nos lecteurs leur indulgence pour cette erreur effectivement « hexamétrale ».]

### AUSCHWITZ

#### Le silence du pape

Que vous cherchiez, dans votre article du 6 septembre, à expliquer — sinon à excuser — le silence du pape au sujet du carnal d'Auschwitz... c'est votre rôle. Mais que vous représentiez sans commentaire les affirmations des « meilleurs exégètes de [sa] pensée... » selon lesquels il n'a pas pour habitude de « braver les Eglises locales... » c'est une façon de l'excuser et ce n'est pas de l'information objective. Le pape n'a-t-il pas, en effet, bravé à plusieurs reprises les Eglises hollandaise, autrichienne et allemande, en nommant des évêques contre leur gré ? S'il ne fallait que cet exemple, il suffirait à faire la preuve qu'il pourrait, s'il le voulait, être facilement « braver » Mgr Glomp et régler cette question sans difficulté.

FRANCIS BOURGUET (Lassale (Gard)).

## Le Monde

Edité par la SARL Le Monde  
Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969) Jacques Faure (1969-1982) André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wouts

Rédacteur en chef : Daniel Vernet

Cofondateur en chef : Claude Sales

Le Monde PUBLICITE  
5, rue de Montmaury, 75007 PARIS  
Tél : (1) 45-55-91-52 ou 45-55-91-71  
Téléx MONDOPUB 286 136 F

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57437  
ISSN : 0395-2037  
Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 42-47-98-81

Le Monde  
TÉLÉMATIQUE  
Composés 36-15 - Taper LEMONDE ou 36-15 - Taper LM

ABONNEMENTS  
BP 507 09 75422 PARIS CEDEX 09 Tél. : (1) 42-47-98-72

TARIF	FRANCE	BENELUX	SUISSE	AUTRES PAYS
3 mois	365 F	399 F	504 F	700 F
6 mois	720 F	762 F	972 F	1 400 F
9 mois	1 030 F	1 089 F	1 484 F	2 040 F
1 an	1 380 F	1 380 F	1 800 F	2 650 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, Renvoyer CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessous

ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

PORTAGE : pour tous renseignements Tél. : 05-04-83-21 (numéro vert)

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐ 6 mois ☐ 9 mois ☐ 1 an ☐

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_ Pays : \_\_\_\_\_

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

821 MONOS

صلى الله عليه وسلم



# Etranger

Le Monde • Samedi 9 septembre 1989 3

AFRIQUE DU SUD : protestations contre les élections « blanches »

## Les émeutes dans les cités noires et métisses du Cap ont fait de nombreux morts

JOHANNESBURG  
de notre correspondant

Mais ils étaient là tous les deux hier ! », s'exclament, stupéfaits, les deux gardiens du musée en découvrant, au petit matin, la Vénus de Klerk emportée de ses deux bras. Le gascien et le droït ont disparu dans la nuit, emportés par les électeurs qui trouvent le Parti national beaucoup plus beau comme cela. Le dessinateur du quotidien anglophone, le Star, a tout résumé en un croquis.

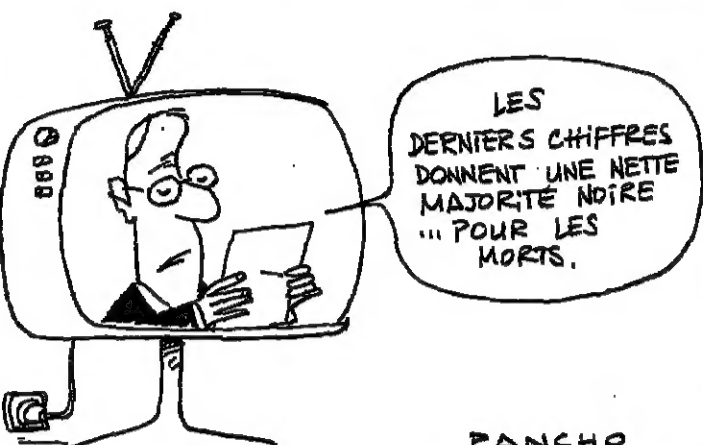
Après quarante et une années au pouvoir, le Parti national est toujours là, mais sa majorité ne tient plus qu'à 9 sièges avec 93 élus. Les conservateurs leur ont ravi 17 circonscriptions (39 députés) et les démocrates, 13. Une perte sèche de trente parlementaires, alors que les suffrages n'ont pu départager un candidat conservateur et un nationaliste, arrivés ex aequo. Il faudra donc voter à nouveau dans cette circonscription de l'Etat libre d'Orange, qui pourrait bien aller au Parti conservateur si celui-ci bénéficie des reports de voix d'une formation d'extrême droite, le Herstigte Nasionale Party (HNP).

André des comptes, le lendemain du scrutin a été marqué par une polémique sur le nombre et les causes de la mort de manifestants à la périphérie du Cap. Selon Mgr Desmond Tutu, au moins vingt-trois personnes ont été tuées au cours de violences qui ont eu lieu mercredi dans plusieurs townships métisses. La police a tiré sur des bandes de jeunes qui avaient mis le feu à des barricades et qui jetaient des pierres sur les véhicules.

M. De Klerk est désormais assis sur un trône, mais aussi dans une mare de sang », a déclaré l'archevêque anglican, qui a laissé entendre que le nombre des morts pourrait être beaucoup plus élevé.

Pour sa part, le ministre de la loi et de l'ordre a fait état de douze vic-

Les Etats-Unis ont félicité M. Frederick De Klerk, le président par intérim, pour la victoire du Parti national (PN) aux élections législatives du mercredi 6 septembre. Dans une déclaration lue par M<sup>me</sup> Margaret Tutwiler, son porte-parole, le département d'Etat a appelé le régime de Pretoria à « agir au plus vite pour créer les conditions d'un dialogue ». « L'apartheid doit cesser, a-t-il ajouté. Les élections elles-mêmes ont souligné une fois de plus le déni systématique de ses droits politiques à la majorité de la population d'Afrique du Sud. Des affrontements violents ont eu lieu, mercredi soir, dans la région du Cap. Selon Mgr Desmond Tutu, ils auraient fait vingt-trois morts.



PANCHO

times, dont sept au cours de l'interdiction de la violence. Les cinq autres auraient succombé à des blessures par balles dans des circonstances inconnues. Le porte-parole du ministre a demandé au Prix Nobel de la paix d'étayer ses allégations.

Plusieurs témoignages recueillis dans les hôpitaux font état d'au moins une centaine de blessés, dont de jeunes enfants. Des incidents sporadiques se sont aussi produits dans la journée et la soirée du jeudi 7 septembre, aucun bilan officiel n'a encore été publié. Depuis plus de trois semaines, des heurts violents

ont lieu dans les cités noires et surtout métisses des environs du Cap. Cette agitation larvée a déjà fait une dizaine de victimes. A chaque fois, les petits groupes d'émeutiers sont dispersés par les forces de l'ordre au moyen de gaz lacrimogènes, de balles de plomb et de plomb.

Message d'espoir

Dans un communiqué, le Mouvement démocratique de masse (MDM), a qualifié le scrutin du 6 septembre de « farce ». Faisant référence au large pourcentage

apartheid a estimé que ces deux communautés avaient rejeté le Parlement tricaméral et appelé le gouvernement à accepter les propositions du Congrès national africain (ANC).

Le mouvement en exil, par l'intermédiaire de M. James Stuart, membre du comité exécutif, a, pour sa part, estimé, dans une déclaration faite au correspondant de l'AFP à Lusaka, que les résultats indiquaient « un désir clair » de l'électorat blanc d'abolir le système de l'apartheid. « Puisque M. De Klerk parle de mettre fin à la domination blanche, a-t-il ajouté, ceux-ci (les Blancs) ont montré qu'ils voulaient le voir y procéder. » S'ils veulent la paix, a conclu M. Stuart, nous sommes prêts. S'ils veulent la guerre, nous continuerons la lutte armée.

S'exprimant à la radio, le chef de l'Etat a appelé de ses vœux la participation de la communauté noire au « futur de l'Afrique du Sud ». Il a souhaité « une participation juste et équitable dans toutes les phases et à tous les niveaux ». M. De Klerk a interprété les résultats comme « un message d'espoir », se prononçant, une fois encore, très clairement en faveur du dialogue. « Les cinq années à venir seront les plus importantes pour l'Afrique du Sud », a-t-il affirmé, tout en faisant remarquer que les progrès ne dépendaient pas que du gouvernement, mais de la volonté d'entreprendre les pourparlers par la majorité noire.

MICHEL BOLE-RICHARD.

ETHIOPIE : alors qu'Addis-Abeba entame des négociations avec les rebelles érythréens

## Cuba annonce le retrait de ses troupes

Les derniers militaires cubains envoyés en Ethiopie pour soutenir le président Mengistu Haile Mariam quitteront Addis-Abeba à partir du samedi 9 septembre, a annoncé le ministère cubain des forces armées. Des dizaines de milliers de barbus ont combattu en Ethiopie à partir d'avril 1977 et ont alors joué un rôle fondamental dans la bataille de l'Ogaden face aux troupes somaliennes. En janvier 1984, Cuba avait réduit sa présence en ramenant le nombre de ses soldats de 10 500 à 3 000.

Aujourd'hui, selon La Havane, il ne reste plus dans le pays qu'un contingent réduit de troupes cubaines bien préparé et fortement équipé pour apporter un appui à l'Ethiopie en cas de nouvelles agressions extérieures.

La rencontre d'Atlanta

Le communiqué de La Havane souligne que les « conditions d'agression et de menaces extérieures qui avaient justifié la présence » des soldats cubains en Ethiopie « ont évolué favorablement », permettant aux deux gouvernements de décider le retrait des dernières troupes cubaines.

Cuba poursuit ainsi son retrait militaire d'Afrique, engagé en janvier dernier avec le retour échelonné de son contingent militaire d'Angola (50 000 hommes) dans le cadre des accords de paix en Afrique du Sud-Ouest signés en décembre 1988 à New-York.

Cette annonce coïncide avec le début des négociations entre le gouvernement d'Addis-Abeba et les rebelles du Front populaire de libération de l'Erythrée (FPL) qui ont commencé, jeudi 7 septembre, à Atlanta, aux Etats-Unis, sous le patronage de M. Jimmy Carter, l'ancien président américain, pour mettre fin à un conflit vieux de vingt-huit ans.

A l'ouverture des négociations, le chef de la délégation éthiopienne, un membre important du comité central du parti au pouvoir, M. Yiglela Ashagor, a qualifié l'Erythrée de « berceau de notre civilisation » et ajouté que le gouvernement d'Addis-Abeba travaillerait « sans relâche et avec la plus grande patience » pour mettre fin à cette « guerre fratricide ». Le chef de la délégation rebelle, M. Alamin Mohamed Saïyed, a déclaré qu'une « solution pacifique du conflit érythréen [...] était considérée aussi essentielle à la vie que la nourriture et la boisson pour les affamés et les assoiffés ».

Ces pourparlers de paix qualifiés de « préliminaires » sont les premiers à avoir lieu en public entre le FPL et le gouvernement d'Addis-Abeba. Le clergé de l'Eglise orthodoxe éthiopienne a organisé des prières dans tous les lieux de culte du pays, après que les cloches eurent sonné pendant un quart d'heure à 6 heures du matin. Dans la capitale, les prières ont été conduites, à la cathédrale de la Trinité, par le patriarche Abune Merkorios, en présence de centaines de membres de l'Eglise et de fidèles. — (AFP.)

MADAGASCAR : créé à l'initiative des Eglises chrétiennes

## Le comité d'éducation des citoyens demande « une refonte complète des institutions »

A l'initiative du Conseil chrétien des Eglises, un Comité national d'observation des élections et d'éducation des citoyens (CNOE/KMF) vient d'être créé à Madagascar. « Beaucoup de citoyens ne se sentent plus partie prenante à la vie du pays, quand ils ne s'estiment pas victimes d'une situation à bien des égards injuste et fautive », constatent les responsables de cette organisation.

Dans un texte adopté lors de sa première assemblée générale, le CNOE/KMF estime que « le pluralisme des opinions et le droit de libre association politique exigent une refonte complète des institutions du pays ». A son avis, cette refonte passe par « l'abolition du

Front national pour la défense de la République (FNDR), dont les excès ou abus (régionalisme, fascisme, apologie de la violence, etc.) peuvent être aisément cernés et bannis ». A l'heure actuelle, seuls les partis membres du « Front » sont autorisés à présenter des candidats aux élections.

Le Comité national dénonce, en outre, « le lien organique qui existe entre la Constitution et la Charte de la révolution socialiste ». Il propose donc de « dissocier totalement la Constitution du Livre rouge », car « ce dernier est l'idéologie d'un parti et ne saurait être celle de l'Etat ni de l'ensemble des citoyens ».

MAROC

## Le désespoir des grévistes de la faim

Bien que le ministre marocain de l'Intérieur, M. Driss Bassi, ait exprimé publiquement sa « tristesse » au sujet de cet événement, le ministre des Eglises, Abdelhak Chibada, après une grève de la faim de cinquante-quatre jours, n'a pas débloqué une situation dramatique engendrée par une véritable épreuve de force entre l'administration pénitentiaire et certains militants incarcérés.

Trois camarades du mort refusent de s'alimenter à l'hôpital Avicenne de Rabat, où ils ont été transférés en raison de leur état de santé. Deux ou trois autres — il y a incertitude quant au sort actuel de l'un d'entre eux — poursuivent à l'hôpital Averroès de Casablanca un mouvement de protestation analogue. D'autres détenus seraient prêts à les imiter qu'il faudra alimenter avec une perfusion ou sonde gastrique.

Exécution protestataire

De prime abord, la détermination dont font preuve les autorités et les grévistes est difficilement compréhensible. Abdelhak Chibada, condamné pour des délits mineurs, devait être libéré en novembre. Ses camarades purgent de plus longues peines, mais aucun d'eux ne s'est livré à des actions terroristes. Ils sont généralement condamnés pour des manifestations ou des distributions de tracts.

Dès lors, comment expliquer qu'ils se lancent dans ces grèves de la faim, véritable pile ou face avec la mort, vu leur état de santé souvent précaire et la possibilité d'erreurs de la part du personnel qui les maintient en survie ?

Selon M. Daniel Voguet, du barreau de Paris, qui s'est rendu récemment au Maroc à la demande de plusieurs associations, en compagnie d'un médecin néerlandais, le docteur Anne-Marie Reat, la décision des protestataires est liée à leur état de désespoir et de révolte devant leurs conditions de détention. Les grèves de la faim sont une réalité déjà ancienne dans les prisons marocaines. Bien qu'on ait

fait état de décès il y a quelques années, elles étaient généralement arrêtées à temps, souvent pour reprendre ultérieurement (les promesses faites aux détenus n'ayant pas été tenues) ce qui explique les communiqués d'associations d'opposants parlant de grèves de la faim commandées « il y a quatre ans ».

Si le mouvement prend actuellement une allure suicidaire, c'est, semble-t-il, à cause de la détérioration des conditions de vie faites à certains détenus, notamment dans la prison de Rabat, dont le directeur, un ancien militaire, est particulièrement critique. Une soignée d'insubordination semble s'être créée entre protestataires à bout de nerfs.

Face à ce problème, les autorités marocaines s'en tiennent à une attitude déconcentrée. Elles restent apparemment sourdes à tous les appels lancés de l'étranger mais sans bloquer totalement l'information. M. Voguet et le docteur Reat ont pu quitter le royaume sans encombre après avoir rencontré les familles des grévistes de la faim, d'anciens détenus, des avocats et des médecins marocains et même le directeur de l'hôpital Avicenne.

Pour autant qu'ils acceptent d'en parler, les dirigeants de Rabat laissent entendre que, comme M<sup>me</sup> Thatcher avec les membres de l'IRA, ils ne peuvent céder au « chantage ». Le contact, à commencer par la gravité des faits reprochés aux détenus, est pourtant bien différent. Le cas de l'affaire réside apparemment dans la bêtise et l'incompétence d'une administration pénitentiaire que le pouvoir ne veut pas prendre le risque de décevoir.

Comment « sauver la face » de part et d'autre ? Les différentes organisations de défense des droits de l'homme ayant pignon sur rue au Maroc sont saines de l'affaire.

Même si le pouvoir supporte mal leurs activités, singulièrement amplifiées depuis quelques mois, il pourrait bénéficier de leur existence pour la recherche d'un compromis satisfaisant avec les grévistes de la faim.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

A TRAVERS LE MONDE

Hongrie

## Le chef de file des réformateurs désavoué à Debrecen

La cellule du PSOH (Parti communiste hongrois) de Debrecen — à l'est du pays — a rejeté, mercredi 6 septembre, la candidature du ministre d'Etat, M. Imre Pozsgay, chef de file des réformateurs du parti, comme délégué au Congrès au cours duquel « durs » et « libéraux » devraient s'opposer, le 6 octobre. M. Pozsgay, qui participera néanmoins au Congrès pour avoir été élu délégué par la cellule de Kecskemet — sud de la Hongrie — a affirmé avoir été surpris de figurer parmi les candidats à Debrecen. « Les électeurs ont mis mon nom sur la liste sans mon consentement, j'ai donc été victime d'une campagne », a-t-il affirmé à la télévision hongroise. — (AFP, UPL.)

Tchad

## Allègement du dispositif « Epervier »

La France a pris des dispositions pour ramener son dispositif militaire au Tchad de 1 500 à 1 300 hommes, en repliant le détachement qui se trouvait à Faya-Largeau, a annoncé jeudi 7 septembre, le ministre de la Défense, M. Jean-Pierre Chevènement.

Interrogé à l'issue de la réunion de la commission de la défense de l'Assemblée nationale, le ministre a indiqué que le nombre d'avions de combat déployés dans le cadre du dispositif « Epervier » a pu être diminué de moitié.

Les 1 300 hommes maintenus « pour le moment » au Tchad resteront stationnés dans la capitale, N'Djamena, et dans l'est, à Abéché. « Tout remodelage ultérieur se fera en concertation étroite avec nos amis tchadiens », a ajouté M. Chevènement. Les premières mesures interviennent après la signature d'un accord, le 31 août, par le Tchad et la Libye pour régler pacifiquement leur contentieux territorial. Déployé le 15 février 1986, pour mettre un terme à la troisième offensive libyenne au Tchad, le dispositif « Epervier » a compté jusqu'à 2 700 hommes en février 1987.

## Le « ballon d'oxygène » des banques suisses

Des banques helvétiques ont prêtées quelque 5 milliards de francs suisses à Pretoria depuis 1988 et ont ainsi « fourni à l'économie sud-africaine le ballon d'oxygène dont elle avait besoin à des moments particulièrement critiques », révèle un rapport des Nations unies sur le rôle des banques transnationales en Afrique du Sud, cité mercredi 6 septembre par l'Agence télégraphique suisse (ATS). Des banques multinationales françaises et britanniques ont aussi augmenté leurs prêts à l'Afrique du Sud, ajoute le document.

Les crédits helvétiques dans le pays se montaient fin 1987 à 1,85 milliard de francs suisses sous forme de « prêts classiques ». Mais, depuis 1985, quelque 3,1 milliards de francs suisses supplémentaires ont été accordés à Pretoria à titre de « prêts hors bilan », comme peuvent légalement en consentir les banques helvétiques. — (Reuters.)

## A QUI PROFITENT LES MANUELS SCOLAIRES ?

Hélène Huot

Dans la jungle des manuels scolaires

Un livre qui va faire grand bruit, sauf s'il était étouffé... Bernard Pivot / Apostrophes

Une remarquable enquête. Paul Corentin / Télérama

Un pamphlet très documenté. Le Canard enchaîné

Seuil

85F

Editions du Seuil



## Europe

## POLOGNE : la formation du gouvernement de coalition

## Solidarité assumera la responsabilité de la politique économique

(Suite de la première page.)

Le maître d'œuvre de la politique économique sera un jeune spécialiste de quarante-deux ans, M. Leszek Balcerowicz, ancien membre du Parti communiste, qu'il quitta en 1982 pour protester contre l'instauration de l'état de guerre. M. Balcerowicz, qui a complété ses études universitaires aux États-Unis, est d'avis que le système socialiste n'est pas réformable. Il avait élaboré en 1979-1980 un projet sur les aménagements possibles de ce système qui ne fut jamais pris en compte par les autorités.

Signe de la priorité accordée à ce secteur par M. Mazowiecki, M. Balcerowicz a rang de vice-premier ministre, qu'il cumule avec le portefeuille des finances. Il sera assisté de M. Witold Trzeciakowski, soixante-trois ans, économiste catholique, membre de longue date de Solidarité, au ministère de l'économie, et de deux grands défenseurs de l'entreprise privée, M. Tadeusz Syryjczyk à l'industrie et M. Aleksander Paszyski au logement — un secteur primordial en Pologne.

L'important Office central du Plan n'a pas encore de titulaire, mais, selon plusieurs parlementaires, il devrait être attribué au même courant politique : M. Jacek Kuroń, l'une des grandes figures de Solidarité, devient pour sa part ministre du travail.

Solidarité détient donc là une équipe homogène aux postes-clés de l'économie. C'est un atout et en même temps un risque puisque le mouvement de M. Walesa va ainsi devoir endosser l'entière responsabilité des décisions économiques, qui seront sans doute les plus impopulaires. Le POUF conserve seulement dans ce secteur le ministère relativement neutre du commerce extérieur et le ministère des transports, tandis que celui du commerce intérieur est attribué à un membre du petit Parti

démocrate (SD) et le portefeuille de l'agriculture à une personnalité du Parti paysan (ZSL).

## Une seule femme

La répartition politique des portefeuilles accorde la plus grande part des postes à des proches de Solidarité. Chacune des quatre formations participant au gouvernement dispose d'un poste de vice-premier ministre. Sur vingt-deux postes ministériels, selon les listes provisoires, le POUF en obtient au moins quatre (intérieur, défense, transports, commerce extérieur), le ZSL quatre (agriculture, justice, santé, environnement), le SD deux ou trois (commerce intérieur, Office central de la technologie et peut-être le ministère des postes et télécommunications), le reste étant attribué à Solidarité, qui s'emparera notamment de postes politiquement importants comme l'éducation et la culture. L'éducation serait confiée à M. Henryk Samsonowicz, ancien recteur de l'université de Varsovie, dont il fut chassé dès le début de l'état de guerre, et la culture à la seule femme du gouvernement, M<sup>me</sup> Isabella Cywinska, metteuse en scène de théâtre, qui fut internée pendant l'état de guerre.

Autre nouveauté et surprise du gouvernement Mazowiecki, le POUF a finalement renoncé au ministère des affaires étrangères, auquel il tenait particulièrement.

Selon M. Geremek, chef du groupe parlementaire du syndicat, les affaires étrangères et le commerce extérieur ont fait l'objet d'un marchandage de dernière heure entre le POUF et M. Mazowiecki qui s'est soldé par un compromis : Solidarité prend le ministère des affaires étrangères et place un vice-ministre au commerce extérieur, tandis que le POUF prend le com-

merce extérieur et place un vice-ministre aux affaires étrangères. Le nouveau chef de la diplomatie polonaise dont la nomination semblait acquise jeudi soir est une personnalité tout à fait inconnue en dehors de la Pologne, M. Skubiszewski. Agé de soixante-trois ans, cet universitaire catholique de Poznań, conseiller du primat, est un spécialiste de droit international, qu'il a notamment étudié aux États-Unis, à Oxford et à Genève.

On relèvera par ailleurs que ce nouveau gouvernement a supprimé deux portefeuilles traditionnels des régimes communistes, l'Office des affaires religieuses (ou ministère des cultes) et le ministère de l'information. La présidence de la radio-télévision, qui a, elle aussi, fait l'objet d'une lutte entre le POUF et Solidarité, n'a pas encore été pourvue mais devait être, selon M. Geremek, attribuée à une personnalité indépendante.

## Le général Kiszczak numéro deux du gouvernement ?

Très minoritaire numériquement dans ce gouvernement, le Parti communiste garde tout de même d'importants leviers de pouvoir. Les négociations au final sur les affaires étrangères et la radio-télévision ont provoqué, ces deux derniers jours, deux réunions extraordinaires du bureau politique ainsi que des consultations, jeudi au petit matin, au comité central, selon l'agence officielle PAP. Le groupe parlementaire communiste a, pour sa part, interrogé pendant quatre heures, jeudi, les généraux Kiszczak et Siwicki, avant de leur accorder son soutien aux postes respectifs de ministre de l'intérieur et de ministre de la défense — postes qu'ils occupaient déjà dans le gouvernement précédent.

Au cours de cette séance, le général Kiszczak s'est pratiquement présenté comme le numéro deux du gouvernement puisqu'il aura rang de vice-premier ministre chargé, a-t-il précisé, « de coordonner le travail des affaires intérieures, de la défense, des transports et des communications ». Après avoir été présenté successivement ces deux derniers mois comme président de la République puis comme premier ministre — « je pensais à soixante-quatre ans prendre ma retraite et j'ai donc d'abord refusé l'offre de M. Mazowiecki », a-t-il dit aux députés, — le général Kiszczak s'est finalement laissé convaincre par le général Jaruzelski et par « l'insistance » de M. Mazowiecki.

Il y a fort à parier que ce rôle confié au général Kiszczak ne sera pas du goût de tous les électeurs de Solidarité, mais dans l'immédiat M. Mazowiecki a un problème plus urgent à régler : celui des paysans à la fois du ZSL et de Solidarité rurale, les deux frustrés par la composition du gouvernement.

Le chef de Solidarité rurale, le sénateur Jozef Sliż, a amèrement reproché au premier ministre de ne pas avoir cédé à sa formation un poste de vice-premier ministre et a donc refusé toute autre proposition. Il a également contrarié la direction du ZSL à changer de candidat pour le ministère de l'agriculture, trouvant M. Oleski, initialement proposé, par trop « compromis » dans le précédent gouvernement communiste.

Cette exigence a provoqué l'ire des députés de base du ZSL, qui entendaient protester, dès vendredi, lors du passage des candidats ministres devant les commissions parlementaires. « Nous avons un gros problème avec les paysans », résumait, jeudi en fin de soirée, le professeur Geremek.

SYLVIE KAUFFMANN.

## Le président des syndicats officiels joue les prophètes de malheur

VARSOVIE de notre envoyée spéciale

Il y a au moins un homme politique polonais qui ose déclarer en ce moment que la composition du nouveau gouvernement « ne l'intéresse pas » : M. Alfred Miodowicz, le président de la Confédération syndicale officielle (OPZZ), démissionnaire du bureau politique du POUF en juillet dernier mais toujours membre du comité central et considéré comme l'un des « durs » du parti. « Je regrette que le POUF prenne part à ces tractations », nous déclarait-il, mercredi 6 septembre, alors que M. Mazowiecki négociait pied à pied les derniers portefeuilles avec les dirigeants communistes. « Le parti aurait dû accepter sa défaite dignement et passer à l'opposition sans réclamer un seul poste. »

Grand perdant de la nouvelle donne politique des six derniers mois en Pologne, Alfred Miodowicz, qui faillit, pas son intransigeance, faire capoter le table ronde le jour même de sa clôture solennelle, le 5 avril, tient aujourd'hui le langage d'un désespéré. « Dès le début, prévenait-il, ce gouvernement va rencontrer de telles difficultés que personne ne pourra le soutenir, ni nous, ni Lech Walesa, ni l'église. Le moment de six mois sur les grèves proposé par Walesa est une utopie. Nous, bien sûr, nous appuierons les grèves. »

## Un nouveau Pilsudski

Un désespéré que certains, dans les rangs de Solidarité, jugent dangereux par ces temps de grande misère économique, même si les sept millions de membres que revendique généralement l'OPZZ, créée en 1982 pendant l'état de guerre, ne sont sans doute pas prêts à le suivre comme un seul homme. « Mais il sait que l'OPZZ est finie et il va chercher une sortie politique, dit un député de Solidarité. C'est là qu'il peut être dangereux. Un responsable réforma-

teur communiste n'hésite pas à dire de lui qu'il « veut se faire passer pour un messie ».

Pour l'heure, Alfred Miodowicz, soixante ans, joue les prophètes de malheur : « C'est dans la rue que tout va se jouer, pas dans les grèves. Ça, c'est le drame. Si le gouvernement de Solidarité doit faire appel aux zones (1) contre les travailleurs, ce sera l'échec et on y va tout droit. A moins que des événements extraordinaires ne se produisent — je ne parle pas de l'aide occidentale qui est une utopie car nous allons l'absorber tout de suite, notre économie est faite pour ça — je pense plutôt au renforcement de l'autorité du parti par un homme. » Quel homme ? Une sorte de Pilsudski moderne (2) ? « Pilsudski n'était ni un démocrate ni un libéral mais c'était une personnalité qui avait de l'autorité (...) peut-être allons-nous en trouver un. » A en croire M. Miodowicz, ce ne sera certainement pas parmi les dirigeants actuels, qu'il ne tient manifestement pas en haute estime. Il accuse notamment « l'élite au pouvoir au parti » d'être responsable du désastre électoral de juin.

Quant à Solidarité, c'est un « super-parti » qui ne se préoccupe guère de la défense des droits des travailleurs, « il faut maintenant nous ôter l'étiquette insultante de syndicat gouvernemental pour l'attribuer à Solidarité », dit-il.

On prête à Alfred Miodowicz la volonté de prendre la tête, en cas de scission du POUF, d'un parti qui regrouperait les « vrais » communistes. Lui-même n'avoue pas ouvertement de telles intentions. Mais, relève-t-il, le POUF doit être « un parti de gauche qui rassemble toute la gauche polonaise » ; s'il est impossible d'avoir un seul parti, eh bien, qu'il en existe deux ou trois, la gauche n'y perd pas pour autant.

S. K.

(1) Unités de la police chargées du maintien de l'ordre.  
(2) Chef des armées polonaises et chef d'Etat provisoire au moment de la restauration de l'indépendance en 1918, vainqueur de la guerre contre l'URSS en 1920, le maréchal Pilsudski prit le pouvoir en 1926 grâce à un coup d'Etat et exerça la dictature jusqu'à sa mort en 1935.

## Proche-Orient

## LIBAN

## Damas aurait permis d'aider « vraiment » le triumvirat arabe à obtenir un cessez-le-feu

BEYROUTH de notre correspondant

On suppose à Beyrouth que si le triumvirat arabe — Algérie, Maroc, Arabie saoudite — reprend ses travaux, c'est qu'il a de bonnes raisons de croire qu'il ne se retrouvera pas dans l'impasse. Mais on ne sait rien de plus. Et, pour commencer, on ignore si des assurances effectives de Damas lui permettent, a priori, d'être sûr d'obtenir un cessez-le-feu qui ne soit pas, une fois de plus, une simple farce de quelques jours. On en sait encore moins concernant la levée du blocus maritime du réduit chiite aux Syriens n'a apparemment pas de raison de concéder. C'est, en tout cas, pas à Beyrouth, ni d'un côté ni de l'autre de la ligne de démarcation, qu'il a obtenu de telles assurances et qu'il pouvait, d'ailleurs, les obtenir.

Selon des sources bien informées du secteur musulman pro-syrien de Beyrouth, Damas aurait promis d'aider « vraiment » le triumvirat, mais à la condition expresse qu'on cesse de parler du retrait de ses

troupes du Liban et qu'on n'y fasse plus allusion dans aucune résolution ou rapport. Quant au rapport litigieux du triumvirat lui-même, mettant en cause la Syrie pour obstructionnisme, on l'aurait comme s'il n'existait pas, sans qu'il soit formellement renié.

On note — premier signe que rien n'est acquis — la mise au point du ministre marocain des affaires étrangères, M. Filali. Celui-ci a précisé que le triumvirat allait procéder, le 13 septembre, à une « réévaluation » de la situation au Liban, sur la base de laquelle il décidera de reprendre ou de ne pas reprendre sa mission.

Mais son collègue algérien est plus optimiste et, à Bagdad, le troisième triumvir, le ministre saoudien des affaires étrangères, a rencontré le vice-président syrien, M. Khaddam. A cela s'ajoutent les encouragements et appuis au triumvirat qui affluent de toutes parts : de l'ONU, de Paris, de Moscou, de Washington, malgré son désengagement sur place, du Caire et d'Amman.

Une certaine détente règne donc à Beyrouth où l'on espère qu'au moins pour les prochains jours le « calme » (un mot, dix blessés par bombardements au cours des dernières 24 heures, à peu près autant durant les précédents) se maintiendra vaillamment.

Parallèlement les démentis du général Michel Aoun, premier ministre en secteur chrétien, avec Washington, qui ont abouti à la fermeture de l'ambassade des États-Unis, se poursuivent. Tandis qu'un fonctionnaire américain soulignait que « le camp chrétien est à la persécution mais refuse le compromis », lui conseillant de « composer avec Damas », le général Aoun demandait, dans une conférence de presse, des excuses au département d'État, l'ustigeant « à la complexité syro-arabique », mais rappelant que les diplomates américains n'avaient rien à craindre à Beyrouth-Est, où le maximum était fait pour leur sécurité, et précisant qu'il ne rappellerait pas l'ambassadeur du Liban à Washington.

LUCIEN GEORGE.

## ISRAËL

## M. Shamir appelle la Jordanie à éviter les incidents frontaliers

JÉRUSALEM de notre correspondant

La Jordanie est responsable, mais Israël n'entend pas faire monter la tension en grossissant l'affaire : telle était la réaction à Jérusalem au lendemain d'un nouvel incident, cette fois un tir de roquettes, le long de la frontière orientale de l'État hébreu.

Il a eu lieu aux premières heures du jeudi 7 septembre. Plusieurs roquettes de kaloucha de 107 mm, tirées depuis la rive est du Jourdain, sont venues atterrir au bord d'une route israélienne, sans faire ni dégât ni victime, à quelques kilomètres au sud du lac de Tibériade, face aux frontières jordanienne et syrienne. Il y a bien longtemps que pareille agression ne s'était produite, réveillant chez les résidents locaux des souvenirs de la fin des années 60. Ils manifestèrent leur inquiétude avec autant plus de vigueur que ces roquettes ont été tirées quatre jours après qu'un individu, infiltré de Jordanie — à peu près au même endroit, — eut ouvert le feu sur une

patrouille et tué deux soldats israéliens.

Depuis le début de l'année, c'est le cinquième incident le long d'une frontière réputée pour être la plus sûre du pays grâce au contrôle à poigne que le régime hachémite exerce sur les organisations palestiniennes qu'il héberge. Dans une intervention au journal en arabe de la télévision israélienne, émission suivie à Amman, le premier ministre a lancé une mise en garde à la Jordanie, le ton et le propos restant mesurés : « Il est de la responsabilité des autorités jordanaises de prévenir de tels incidents », a dit M. Itzhak Shamir. Pour autant, nous ne pensons pas qu'ils signifient que la Jordanie ait renoncé à maintenir la tranquillité à la frontière.

L'armée a indiqué que cette série d'accrochages frontaliers lui paraissent encore relever de l'exception et qu'elle n'entendait pas modifier son dispositif le long du Jourdain. Des sources militaires excluaient toute participation jordanienne à ce tir de roquettes que l'on

imputait plutôt à un commando palestinien venu de Syrie et reparti après avoir installé un mécanisme de mise à feu à retardement. Impression corroborée avec la revendication de l'incident par le Front populaire de libération de la Palestine (le FPLP de M. Georges Habbache), dans un communiqué diffusé à Damas. Certains experts y voyaient un avertissement indirect adressé à Amman par la Syrie pour mettre en garde contre le rapprochement jordanien-iraquien.

D'autre part, une bagarre entre l'armée et des jeunes lanceurs de pierres dans un village de la région de Tulkarm, en Cisjordanie, s'est soldée, jeudi, par la mort d'un Palestinien de quatorze ans. Il a été tué de plusieurs balles par les tirés des soldats. Ailleurs, dans les territoires occupés, on signalait une vingtaine de blessés, cependant que la ville de Naplouse était toujours sous couvre-feu après les graves incidents du week-end.

ALAIN FRACHON.

## M. Roland Dumas : le départ de l'ambassadeur américain de Beyrouth est « un mauvais coup porté au général Aoun »

L'action diplomatique de la France, au cours des derniers mois, ne suscite pas de critiques de la part de l'opposition, simplement parfois quelques questions. M. Roland Dumas a pu le vérifier lors d'une réunion de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale le jeudi 7 septembre, réunion qualifiée par le président de la commission, M. Valéry Giscard d'Estaing, de « fort intéressante ».

C'est le Liban, bien entendu, qui a retenu le plus longtemps l'attention des députés présents, M. Giscard d'Estaing a trouvé qu'il y a « un sentiment d'approbation quasi général » de l'action que mène la France. Seule M. Georges Gorse (RPR, Hauts-de-Seine) a qualifié de « gestation » le mouvement de la marine française : le ministre des affaires étrangères lui a répondu qu'il s'agit d'une « démonstration ».

M. Durieux, d'autre part, déclarait que le départ de l'ambassadeur américain de Beyrouth « était un mauvais coup porté au général Aoun », dans la droite ligne de la « doctrine Kissinger », qui privilégie l'alliance avec la Syrie.

## Selon son épouse

## L'otage britannique Jack Mann est mort

Londres (AFP). — L'épouse de l'otage britannique Jack Mann a déclaré jeudi soir 7 septembre à l'ITV, la chaîne britannique commerciale de télévision, qu'elle avait été informée « par des sources dignes de foi » de la mort de son mari. M<sup>me</sup> Mann a indiqué à l'ITV, qu'un contact libanais lui avait appris la nouvelle au cours d'une entrevue à la demande de ce dernier, au début de la semaine. M<sup>me</sup> Sunny Mann a déclaré que, après avoir rencontré dans le centre de Beyrouth cet homme, paraissant « un respectable homme d'affaires », elle était maintenant persuadée que son mari, le quatrième otage britannique au Liban, était décédé.

L'homme ne lui a pas dit d'où il tenait cette information, mais M<sup>me</sup> Mann a déclaré qu'elle pensait qu'il s'agit d'une « démonstration ». Un journaliste d'ITV à Beyrouth n'a obtenu aucun élément permettant de confirmer ou d'infirmer cette information. Jack Mann, ancien pilote de la Royal Air Force, âgé de soixante-seize ans, avait été enlevé en mai dernier à Beyrouth.

## La visite de M. Lech Walesa en RFA

## Dialogue facile avec les syndicalistes et difficile avec les industriels

BONN de notre correspondant

« Vous, les Allemands, vous faites tout lentement, lentement... » Sans jamais perdre sa jovialité et usant adroitement de son sens de la répartie, Lech Walesa a pris la mesure, au cours d'une visite de quatre jours en République fédérale, des réticences des industriels et financiers allemands à répondre à ses appels à s'engager dans le sauvetage et le renouveau de l'économie polonaise. « Politiquement, nous avons atteint le maximum pour le moment, mais cette victoire ressemble à un château de cartes si nous ne pouvons pas la consolider économiquement avec votre aide », avait déclaré le leader de Solidarité dès son arrivée, mardi 5 septembre.

Il faut dire que, contrairement à ce qui s'est passé il y a tout juste cinquante ans, les Allemands ne se précipitent pas sur la Pologne, et attendent de voir l'évolution de la situation politique et économique pour répondre aux demandes pressantes d'aide des nouveaux dirigeants de Varsovie. « Ce n'est pas tant d'argent que de conseils dont la Pologne a besoin aujourd'hui », a rétorqué M. Otto Wolf von Amerongen, président de la commission des échanges avec l'Est du patronat ouest-allemand. Les entrepreneurs de la République fédérale sont encore traumatisés par l'expérience de coopération avec la Pologne, tentée il y a dix ans dans le cadre du crédit de 3 milliards de deutschemarks accordé par Helmut Schmidt à la Pologne d'Edward Giersek, qui avaient en fait été engloutis dans le maelstrom bureaucratique.

Dans le bilan qu'il a tiré jeudi de sa visite en RFA, Lech Walesa a classé les résultats par ordre de satisfaction : « En premier lieu les résultats syndicaux, puis les résultats politiques, et enfin les résultats économiques. » D'ailleurs, c'est avec les dirigeants du DGB, la fédération ouest-allemande des syndicats qui l'avaient invité, que le chef de Solidarité s'est senti le plus à l'aise. Devant les ouvriers métallurgistes de Bochum il a pu faire usage de sa faconde populiste, conseillant aux travailleurs de lutter afin « d'obtenir le plus possible pour

vous et pour votre famille ». Mais il a ajouté : « Comportez-vous comme des baccariens intelligents et ne décrivez pas ce qui vous nourrit ! »

Le courant est visiblement passé entre l'élitisme de Gdansk et les réalités de la Ruhr, parmi lesquels se trouvent d'ailleurs beaucoup de descendants d'émigrants polonais, et on a vite oublié la légère irritation suscitée par son exigence de pouvoir assister, au cours de sa visite, à une messe tous les matins, ce qui avait plongé les dirigeants syndicaux ouest-allemands dans une certaine perplexité. Cela ne correspondait pas au programme-type qu'ils organisent lorsqu'ils reçoivent des syndicalistes étrangers.

Le volet politique du voyage de Lech Walesa comportait des rencontres au plus haut niveau. Avec le président fédéral, M. Richard von Weizsäcker, l'ambiance était au beau fixe. On a apprécié en Pologne le message du président ouest-allemand à son homologue polonais, Wojciech Jaruzelski, qui insistait sur le fait que la République fédérale n'avait pas de revendications territoriales vis-à-vis de la Pologne. Lech Walesa a invité M. von Weizsäcker en Pologne, et ce dernier a accepté l'invitation avec un grand sourire.

Le ton des échanges avec le chancelier Kohl fut moins enjoué : il reflétait l'état des divergences qui empêchent, pour l'instant, le voyage du chef du gouvernement à Varsovie. Ces divergences portent essentiellement sur la question des droits réclamés par Bonn pour la minorité allemande vivant en Pologne. Sur ce point, Lech Walesa s'est montré très ferme. Il a critiqué ceux « qui réclament à cor et à cri des droits pour cette minorité, qui regardent vers le passé au lieu de tourner les yeux vers l'avenir ». Les négociations entre le conseiller du chancelier, M. Horst Teltschik, chargé de la préparation de la visite de Helmut Kohl en Pologne, et ses nouveaux interlocuteurs polonais vont reprendre incessamment, mais les propos tenus à Bonn par Lech Walesa indiquent qu'elles ne seront pas moins après qu'au temps où les communistes détenaient la totalité du pouvoir.

LUC ROSENZWEIG.

سكنا من الامم







## Diplomatie

Sous l'influence de la Yougoslavie

### Les modérés l'emportent au sommet des non-alignés à Belgrade

BELGRADE  
de notre envoyé spécial

La déclaration finale, adoptée jeudi 7 septembre par les cent deux chefs d'Etat ou de gouvernement réunis dans la capitale yougoslave à l'occasion du neuvième sommet des pays non alignés, est caractérisée par sa modération et par sa concision.

Ce texte tranché, en effet, dans la forme et sur le fond, sur celui mis au point lors du sommet de Harare (Zimbabwe), en 1986, alors que sur ceux qui l'avaient précédé. Le document final de Harare n'était pas seulement un « pavé » indigeste de plusieurs centaines de pages, imprégné de véhémence anti-impérialiste et parsemé d'accusations nominales (contre les Etats-Unis et Israël tout particulièrement), il appartenait encore, par bien des côtés, au temps de la guerre froide et du manichéisme politique.

La déclaration de Belgrade ne fait plus, elle, directement référence, ni à Israël, ni aux Etats-Unis, ni même à l'Afrique du Sud ; même si elle condamne par ailleurs certains aspects de leur politique, à commencer par l'apartheid. Dans le pays qui vit naître le non-alignement il y a près de trente ans, elle témoigne solennellement d'une volonté de changer de langage.

En dix pages, du jamais vu ! — le ton est donné, le tournant est pris. Les signataires constatent en premier lieu que l'amélioration du climat politique mondial « constitue un cadre favorable au lancement d'initiatives nouvelles ». Ils ajoutent : « Dans un monde multipolaire et de plus en plus intégré, nos intérêts fondamentaux et le besoin de renforcer l'efficacité du mouvement exigent que nous assumions un rôle actif et direct dans la gestion des affaires du monde. » Nous ne devons pas nous enliser dans des préjugés et de dogmes. Les pays non alignés, poursuit la déclaration,

« préconisent l'entente plutôt que la confrontation » pour résoudre les problèmes globaux et régionaux.

Les objectifs qui résultent de la nouvelle stratégie du mouvement sont au nombre de six. La « tâche primordiale » reste, comme par le passé, « les efforts en faveur de la paix, du désarmement et du règlement pacifique des différends ». Viennent ensuite la « recherche commune de solutions efficaces et acceptables à tous les problèmes majeurs dans les rapports économiques internationaux », et la « volonté de nouer avec le monde développé un dialogue constructif et productif » sur ces questions. Au passage, les signataires affirment être conscients de leur « propre responsabilité pour le fonctionnement efficace » des économies de leurs pays respectifs. Le troisième objectif porte sur la réaffirmation du soutien « au droit de tous les peuples vivant sous la domination coloniale ou étrangère à l'autodétermination et à l'indépendance ». Le quatrième concerne la protection de l'environnement (pour laquelle M. Rajiv Gandhi, premier ministre indien, a proposé à Belgrade la création d'un fonds international sous l'égide des Nations unies). Le cinquième point fait de la promotion des droits et libertés de l'homme un des objectifs fondamentaux du mouvement (le Monde du 7 septembre). Le sixième porte sur le soutien renforcé à l'Organisation des Nations unies.

Ainsi le pragmatisme et la main tendue font désormais place au poing levé, à l'anathème anti-impérialiste et au tiers-mondisme militant, longtemps personnifiés par Fidel Castro. Finies les sommations adressées à tout bout de champ à l'Occident. Feu le maréchal Tito, le père fondateur dont le buste fleuri orne la tribune d'honneur, semble savoir une revanche posthume que ses héritiers jugent bien méritée.

Si la déclaration finale consacre la victoire des « modérés » (plus ou

moins pro-occidentaux) sur les « alliés durs » de Moscou, qui, sous la conduite de Fidel Castro, avaient confisqué le mouvement depuis longtemps, c'est avant tout aux Yougoslaves qu'on le doit. Certes, ils ont été fortement aidés dans leur entreprise de reconquête, par l'Inde, l'Egypte, l'Indonésie, le Venezuela, l'Algérie, l'Argentine, la Tunisie, la Nigeria, et d'autres encore. Certes, dans le « camp » opposé, la détenté, la perestroïka, l'état de santé des économies planifiées et les tensions au sein du camp socialiste rendaient le terrain glissant. Certes, le poids de la dette et d'autres problèmes incitaient au réalisme. Mais c'est Belgrade qui, du début jusqu'à la fin, a pris les choses en main et fait prévaloir ses vues.

« Nous allons continuer »

Cela n'est pas allé sans opposition ni compromis. Sur la plupart des questions, les radicaux (Cuba, Ghana, Libye, Nicaragua, Syrie, Vietnam, Corée du Nord, Ethiopie) sont montés au créneau. Le discours de Raul Castro, chef de la délégation cubaine, fut à cet égard un modèle du genre. Dénonciation des « agressions » américaines en Amérique centrale, demande d'un nouvel ordre économique international, soutien à toutes les causes révolutionnaires : le frère du « leader maximo » a paru s'opposer point par point, région par région, au pragmatisme et à l'optimisme des tenants de la concertation. Face à un « impérialisme qui exerce aujourd'hui une euphorie triomphaliste par chaque pore », il ne semblait pas donner cher de la peau des modérés.

« C'est un discours dépassé, destiné en partie à sauver la face et à ne changer rien à la philosophie ni à la stratégie de notre évolution », remarque un Yougoslave. « Cette papérasse, ce verbiage, ces tergiversations : ce n'était plus possible ! Nous avons fait le premier pas.

Nous allons continuer. Nous avons la présidence du mouvement pour trois ans et le feu vert pour continuer. C'est cela qui la marginalisation. Les autres finiront pas entendre raison. »

Reste que les modérés ont cependant dû faire place dans la déclaration à un certain nombre de thèmes « progressistes » qu'ils avaient préféré laisser initialement de côté. Et que le mouvement est toujours divisé, même si le rapport de forces a changé. Et les oppositions ne sont pas toutes idéologiques. Toutes sortes de questions, parfois anciennes, souvent paralysantes, continuent à dresser certains de ses membres les uns contre les autres. On l'a vu une fois de plus lors de la rédaction de certains documents spéciaux sur les questions politiques. Le Liban, l'Afghanistan, le conflit Iran-Irak, la question du Proche-Orient, etc., ont une fois encore donné lieu à des affrontements. Mais ils sont d'autant plus difficiles à gérer que, là encore, la détente supprimant le recours à la logique des blocs laisse à découvert certains membres du mouvement, avec leurs ambitions, leurs mensonges et, souvent, leurs agissements contraires aux principes.

Reste également à savoir quelle réponse l'Occident (le Nord) donnera à ces développements. Et surtout, sur quoi peut déboucher, concrètement, cet agglomérat très médiatisé, une fois passé le sommet.

Quoi qu'il en soit, ce sommet de Belgrade apparaît comme une bonne affaire pour la Yougoslavie. Cent deux pays membres, dix observateurs et vingt invités (parmi lesquels des membres de l'OTAN et du pacte de Varsovie) étaient présents, ce qui constitue un record absolu. Le mouvement, « remis sur les rails du non-alignement », paraît bien vivant. L'image et le crédit des dirigeants yougoslaves devraient en sortir renforcés.

ROLAND-PIERRE PARINGAUX.

## Amériques

COLOMBIE : après l'extradition aux Etats-Unis d'un trafiquant de drogue

### Le gouvernement s'attend à une nouvelle vague de violences

Le trésorier présumé du cartel de Medellín, Eduardo Martínez Romero, a été remis jeudi 7 septembre à la justice américaine à Atlanta (Géorgie). Le geste de la Colombie, qui coïncide avec le lancement du plan antidrogue du président George Bush, a été immédiatement salué à Washington comme une preuve de la résolution de Bogota dans la lutte contre les trafiquants de drogue.

Cette décision illustre avec force le courage et la détermination du président Virgilio Barco et du gouvernement, devait déclarer le président Bush lors d'un discours à Baltimore (Maryland).

Eduardo Martínez Romero a été transporté depuis la Colombie dans un petit avion de la DEA (Drug Enforcement Administration) qui a atterri sur un aéroport secondaire d'Atlanta. Transféré par hélicoptère et amené en voiture au tribunal de la ville, il devait être entendu le jour même. Il avait été inculpé avec cent vingt-six autres personnes dans le cadre de « l'opération calotte polaire », qui avait démantelé un réseau de blanchiment de l'argent de la drogue connu sous le nom « La Mina ». Le jour de l'inculpation, il avait pu bizarrement s'échapper d'une banque à Panama, où il était encerclé par les forces panaméennes. Il devait être finalement arrêté en Colombie, le 21 août, dans sa propriété de Tolu, dans le département de Sucre (nord-est du pays).

Un porte-parole du FBI à New York a annoncé jeudi que la sécurité de certains magistrats américains — notamment à New York — avait été renforcée à la suite d'une menace censée émaner d'un membre d'un cartel de la drogue colombienne.

La dernière extradition aux Etats-Unis d'un Colombien lié au trafic de drogue avait été, au début 1987, celle de Carlos Lehder, l'un des chefs du cartel de Medellín. Il a

depuis été condamné à la détention à vie. Un responsable d'un autre cartel colombien de la drogue, celui de Cali, le Hondurien Juan Ramon Matta Ballesteros, a quant à lui, été reconnu coupable mercredi par un tribunal de Los Angeles. Le jugement, sera prononcé le 3 octobre. Par ailleurs, Washington est en train de mettre la dernière main aux demandes d'extradition des douze plus importants trafiquants colombiens poursuivis par la justice américaine. Six sont du cartel de Medellín, six du cartel de Cali.

Réaction  
anti-américaine

L'extradition vers les Etats-Unis est particulièrement redoutée par les trafiquants de drogue, et la remise en vigueur de cette mesure par le président Virgilio Barco, après une suspension ordonnée par la Cour suprême colombienne il y a deux ans, a provoqué une flambée d'attentats à Bogota et à Medellín. Une manifestation aussi, jeudi : des étudiants masqués ont brûlé le drapeau américain et ont affronté la police anti-émeute à l'université nationale de Bogota, principale université de Colombie. C'est la première réaction anti-américaine depuis que le gouvernement a extradé la veille un premier trafiquant de drogue vers les Etats-Unis. Cette manifestation a réuni 1 000 à 1 500 étudiants. Une trentaine d'entre eux ont lancé des pierres et des cocktails Molotov sur les forces de l'ordre. Devant cette escalade de la violence, certains juges colombiens — une vingtaine en tout — menacés de mort par les cartels de la drogue, vont être évacués vers des bases militaires pour plus de sécurité, a déclaré jeudi le procureur général de Colombie. — (AFP, Reuters.)

## Asie

CHINE : boudé par les capitales occidentales

### Pékin réoriente sa diplomatie vers le tiers-monde et les pays socialistes

PEKIN  
de notre correspondant

Premier chef d'Etat étranger à venir en visite officielle à Pékin depuis la répression militaire du soulèvement du printemps, le capitaine Blaise Campaoré, président du Burkina-Faso, a eu les mots qui convenaient pour se faire bien voir des tenants de la ligne dure du régime chinois partis en guerre idéologique contre « les forces réactionnaires » du monde capitaliste. Le dirigeant africain ne sera pas reçu, comme il était jusqu'à présent de coutume, par M. Deng Xiaoping ; ce qui renforce les rumeurs qui courent sur l'état de santé du « numéro un » chinois.

Reste jeudi 7 septembre à un grand banquet officiel. Il a repris dans un toast de remerciement à son homologue chinois, le général Yang Shangkun, la thèse du complot contre le socialisme pour féliciter Pékin d'avoir mis fin à l'agitation « contre-révolutionnaire » par la force : il s'agissait bien, a-t-il dit, de troubles prémédités constituant une manifestation de la volonté de forces politiques réactionnaires visant à contraindre les pays socialistes à abandonner le socialisme et à les assujettir dans les fers du capitalisme monopolistique mondial. C'est là, a-t-il précisé, « une stratégie-clé employée de longue date par les forces réactionnaires du monde ».

Le général Yang, homme fort de la hiérarchie nébuleuse reconstruite sur les vestiges légaux du régime pékinois, pouvait boire du petit lait, lui qui avait souhaité la bienvenue à l'homme d'Etat africain en soulignant que son arrivée à Pékin témoignait de la compréhension et du soutien du continent noir à l'action de l'armée chinoise contre les manifestants de la place Tiananmen. Il ne manquait, dans les imprécations formulées par les deux hommes envers l'Occident, qu'une référence à l'impérialisme pour qu'on puisse se croire revenu trente ou quarante ans en arrière.

Cette démonstration d'amitié entre un pays africain et la Chine sur fond de tiers-mondisme militant

visé, dans l'esprit de Pékin, à faire la preuve que l'isolement diplomatique complet qui a fait suite à la répression de juin est maintenant brisé. Les autres activités diplomatiques en cours ou en préparation tendent à donner la même impression aux Occidentaux sur une Chine décidée, pour contrecarrer les sanctions économiques occidentales, à réactiver ses vieilles amitiés, dans les socialistes et le tiers-monde.

A la demande de Pékin, Moscou a accepté, sans grand empressement, d'envoyer sa première délégation de haut niveau depuis la normalisation complète des relations sino-soviétiques scellée par M. Gorbatchev en mai. M. Anatoly Lukyanov, premier vice-président du Soviet suprême, partira à l'invitation de son homologue chinois, le 12 septembre à Pékin. Il y aura, à cette date, cent jours exactement que l'armée chinoise faisait son entrée brutale au cœur de la capitale. En sens inverse, le directeur du département des relations internationales du parti communiste chinois, M. Zhu Liang, s'est rendu jeudi à Moscou à l'invitation du PC soviétique.

Nouvelle  
mise en garde

D'autre part, un militaire de haut rang, le général Guo Linxiang, directeur adjoint du département général de politique de l'armée chinoise, une instance très proche du général Yang Shangkun, a quitté Pékin pour une visite en Roumanie et en Bulgarie. Un membre de la commission des conseillers du PCC, M. Tan Qilong, est en visite en Tchécoslovaquie. Le ministre des affaires étrangères, M. Qian Qichen, revient d'un séjour en Mongolie. Deux délégations nord-coréennes se trouvent à Pékin.

Elles y suivent des hauts responsables militaires du Bangladesh et du Pakistan, qui ont, comme les Nord-Coréens, rencontré la plupart des hauts dirigeants militaires chinois, y compris le ministre de la défense, de sensibilité libérale, le général Qin Jiwei. Enfin, le ministre de la santé publique, M. Chen Min Zhang, a effectué une visite officielle à Tripoli au début du mois, durant laquelle le numéro deux

libyen, le colonel Jalloud, s'est dit « heureux » de ce que la Chine ait écarté la dissidence afin de suivre « la route que vous avez choisie vous-mêmes ».

Défections

M. Li Peng, qui rencontrait à son tour, vendredi, le visiteur africain, avait, la veille, mis en garde une assemblée de diplomates, venus présenter des rapports sur les conséquences des événements de Pékin sur les relations de la Chine avec le pays, où ils sont en poste, contre le fait qu'encrent aujourd'hui, « certains pays occidentaux n'ont pas altéré leur stratégie visant à provoquer une transformation pacifique de la Chine » — c'est-à-dire son abandon du socialisme.

Il s'agit d'un appel voilé à renforcer la surveillance du personnel diplomatique en Occident, qui correspond à une mise en garde lancée, le même jour, par le porte-parole du ministère des affaires étrangères contre les pays qui acceptent de donner l'asile politique à des fonctionnaires chinois faisant défection. « Tout pays qui tente d'influencer la politique chinoise en soutenant leurs activités sécessionnistes fait un très mauvais calcul », a-t-il déclaré, sans préciser le nombre de défections enregistrées dans les ambassades. Il y en aurait eu une vingtaine depuis le 3 juin.

Pékin s'était en revanche abstenu de réagir, vendredi, à une autre défection, celle d'un pilote de l'armée de l'air, qui a gagné mercredi la Chine nationaliste à bord de son Mig-19 depuis la province continentale du Fujian (le Monde du 8 septembre). Le lieutenant Jiang Wenhao s'est livré jeudi, au cours d'une conférence de presse à Taipei, à des déclarations très hostiles au régime de Pékin sur un ton proche des dissidents réfugiés à l'étranger : « Je ne veux pas consacrer mon sang et ma vie à des communistes corrompus qui violent les droits du peuple, a-t-il dit. Le système socialiste, son atmosphère étouffante, et l'économie du continent sont au bord de l'effondrement. »

FRANCIS DERON.

La reprise des négociations sur le désarmement conventionnel

La Grèce fait obstacle au dépôt de nouvelles propositions occidentales

L'OTAN n'a pu déposer de nouvelles propositions, jeudi 7 septembre à Vienne, sur la table des négociations sur le désarmement conventionnel. La Grèce s'est en effet opposée en dernière minute à la présentation par les Occidentaux, dès la réouverture des négociations, de propositions de mesures dites « de stabilisation ». Il s'agit notamment de dispositions imposant la notification des mouvements de troupes et limitant les effectifs qui peuvent participer aux manœuvres. Athènes souhaite sur ce dernier point un plafond inférieur aux 40 000 hommes que proposent ses alliés de l'OTAN. La Grèce redoutait aussi que la Turquie puisse se livrer sans contrôle à des mouvements de troupes dans la partie de son territoire qui est exclue du champ des négociations de Vienne.

Ces querelles entre alliés, en particulier entre la Grèce et la Turquie, sont choses communes dans l'OTAN, et cette dernière polémique, pas plus que les discussions qui ont empêché l'alliance de faire des propositions sur les questions de vérification, ne semble pas avoir entamé le bel optimisme de M. Ledogar, le chef de la délégation américaine.

Dans la conférence de presse qu'il a donnée jeudi à Vienne, l'ambassadeur américain s'est en effet félicité de l'acceptation par les Soviétiques du calendrier proposé pour les négociations et qui prévoit la conclusion d'un accord dans l'année qui vient. M. Grinevski, le chef de la délégation soviétique, venait de déclarer : « Les pays du pacte de Varsovie sont prêts à conclure un accord en 1990, quoique, pour parler franchement, ce ne soit pas facile ». « C'est un signe de la volonté soviétique d'aller de l'avant », a dit M. Ledogar. Il a déclaré également disposer d'indications « laissant prévoir une attitude « plus raisonnable » des Soviétiques sur l'un des points les plus difficiles de la négociation : les catégories d'avions à prendre en compte. M. Ledogar a précisé qu'il n'était plus question, à sa connaissance, du côté des Soviétiques de réclamer l'exclusion de toute leur défense aérienne. « S'insistent pour obtenir des exclusions, examinent en détail, à condition qu'elles soient applicables des deux côtés », a-t-il déclaré.

La détente doit être aussi économique

nous déclare M. Loncar  
ministre yougoslave des affaires étrangères

Dans un entretien accordé au Monde, le ministre yougoslave des affaires étrangères, M. Budimir Loncar, estime que le neuvième sommet « constitue un pas décisif, une redéfinition du rôle du Mouvement, de sa stratégie et de ses priorités ». Les non-alignés ayant fait cet effort, « le Nord devra à son tour faire sa part de chemin pour que nous puissions rechercher des solutions ensemble », précise le ministre. Il poursuit : « Si le monde évolue vers la détente politique on ne peut pas en dire autant dans le domaine économique. Au contraire, le creusement du fossé entre pays développés et pays en développement constitue une bombe sociale génératrice d'instabilité. »

A ce propos, M. Loncar regrette que l'appel lancé en marge du Sommet des pays industrialisés à Paris pour une

reprise du dialogue Nord-Sud n'ait pas suscité « une réponse plus appropriée ». Il se félicite cependant de la position de la France, du Canada, de l'Italie et de la RFA sur cette question.

Interrogé sur la position de la Yougoslavie, qui, d'une part, redéfinit son leadership sur le Mouvement des non-alignés alors qu'elle manifeste, d'autre part, une volonté de rapprochement avec l'Europe, le ministre déclare que « l' » « on peut réconcilier les deux rôles » et que cette double démarche n'a rien de contradictoire. En effet, dit M. Loncar, la Yougoslavie sert de trait d'union ; « à travers elle, du fait même de la volonté des pays membres, ceux-ci se rapprochent de l'Europe en même temps que la Yougoslavie. »

R.-P.P.

En visite au Canada

### Le premier ministre japonais se félicite de l'« excellence » des rapports entre Ottawa et Tokyo

La première journée, jeudi 7 septembre, de la visite du premier ministre japonais, M. Toshiki Kaifu, au Canada, a été l'occasion pour les dirigeants japonais et canadiens de souligner l'« excellence » des relations entre les deux pays. Au terme de deux heures d'entretiens avec M. Mulroney, chef du gouvernement canadien, M. Kaifu s'est « félicité », entre autre du bilan commercial entre les deux pays pour l'année écoulée. « Les échanges ont augmenté de près de 40 %, et leur valeur franchira le cap des 20 milliards de dollars cette année. »

Le Canada est l'un des rares pays occidentaux à avoir un léger excédent commercial avec le Japon, qui vient pour l'essentiel des matières premières essentielles. Bien que les deux pays n'aient pas

de grands contentieux en ce domaine, M. Mulroney a néanmoins signifié à son hôte qu'il désapprouvait la taxe de 8 % imposée par le Japon sur les exportations canadiennes de bois d'œuvre ainsi que la pratique de la pêche aux filets dans le Pacifique par les chalutiers japonais qui, selon lui, « des effets dévastateurs ». Les deux chefs de gouvernement devaient ensuite convenir d'ouvrir en commun pour promouvoir un « système de libre-échange mondial » ainsi que de « faire obstacle au protectionnisme américain ».

M. Kaifu devait se rendre vendredi à Vancouver, dernière étape de sa tournée de douze jours aux Etats-Unis, au Mexique et au Canada, avant de regagner le Japon samedi. — (AFP, Reuters.)

صلى الله عليه وسلم



# Politique

## Tollé après les injures racistes de M. Autant-Lara

M<sup>me</sup> Simone Veil n'a pas l'intention de réagir aux propos tenus par M. Claude Autant-Lara dans l'entretien qu'il a accordé au mensuel *Globe*, indiquait, jeudi 7 septembre, le secrétaire de l'ancienne présidente du Parlement européen.

Rappelant cette position de M<sup>me</sup> Veil, le ministre de la justice, M. Pierre Arpaillange, a fait savoir jeudi soir qu'il examinerait à partir du reste de l'entretien dont il n'avait alors pas pris connaissance, « en dehors des passages qui concernent M<sup>me</sup> Simone Veil, si des poursuites ne doivent pas être engagées ». Le ministre de la justice a, d'autre part, jugé « grossièrement outragieuses » les déclarations de M. Autant-Lara à propos de M<sup>me</sup> Veil.

Les éventuelles suites judiciaires « qui pourraient être réservées à certaines considérations

plus générales développées par M. Autant-Lara » sont souhaitées par de nombreuses personnalités ou associations qui, en très grand nombre, ont réagi avec une idéatique indignation et un même dégoût aux déclarations de l'ancien cinéaste.

Selon M. Harlem Désir, président de l'association SOS-Racisme « pour sa retraite, Claude Autant-Lara mériterait de rejoindre Barbie ». L'histoire, souligne SOS-Racisme, « nous apprend que quand on commence par accepter les mots de la haine, on laisse la voie ouverte à toutes les barbaries ».

M. Alain Carignon, maire de Grenoble (RPR), a dénoncé les propos de Claude Autant-Lara comme « ignobles et impardonnables. Parce qu'ils portent une ombre sinistre sur la vie démocratique de notre pays alors que nous avons vocation à être le porte-parole en Europe et dans le monde de la liberté et de la tolérance. Parce qu'enfin ils s'attaquent à une femme hors du commun dans les combats pour le respect de l'homme et l'admiration de tous ».

M. Lionel Jospin, ministre de l'éducation nationale, a fait connaître sa « répugnance pour les déclarations insultantes de M. Claude Autant-Lara à l'égard de la communauté juive et du génocide » et adressé à M<sup>me</sup> Veil « un message de solidarité et d'amitié ».

Pour M. André Lajoinie, président du groupe communiste à l'Assemblée nationale : « Il est temps d'appliquer à Le Pen à ses complices la loi française qui punit les menées racistes et de ne plus permettre que ces nostalgiques de la croix

gammée s'abritent derrière l'immunité parlementaire européenne (...) ».

M<sup>me</sup> Yvonne Piat, députée du Var, exclue du Front national en 1988, s'est déclarée « profondément choquée par les propos outragiers de M. Autant-Lara. Cela finit par donner un sentiment de nausée. C'est pour ces raisons que je me suis éloigné de M. Le Pen et de son entourage. Cela définit assez bien, hélas, tout ce que l'on percevait auparavant. Faut-il sanctionner M. Autant-Lara ? Il s'est puni lui-même puisqu'il a abandonné son mandat de député européen. Ce que je souhaite c'est que ce genre de personnage disparaisse et n'ait plus aucun rôle à jouer dans la vie politique française ».

## L'offensive antisémite de l'extrême droite

Franchement, les électeurs, les adhérents et les militants du Front national ne peuvent être étonnés des propos antisémites de M. Claude Autant-Lara, publiés par le mensuel *Globe*. Le cinéaste, élu en juin dernier sur la liste de M. Jean-Marie Le Pen au Parlement européen — mandat qu'il vient d'abandonner (le *Monde* du 8 septembre) — n'a-t-il pas indiqué à l'AFP qu'il avait écrit sur les juifs « l'opinion que des millions de Français n'ont pas exprimée » ?

Parmi ces mots, il y a, sans doute, une bonne partie de ceux qui ont voté déjà pour le parti de M. Le Pen. Nombre d'électeurs, en tout cas d'adhérents et de militants du Front national partagent les sentiments exprimés par M. Autant-Lara à l'encontre des juifs. La presse d'extrême droite se charge de leur leur inculquer. Ainsi pendant les mois d'août, les publications proches du Front national se sont livrées à une véritable « préparation d'atmosphère », qui ne pouvait qu'aboutir, un jour ou l'autre, aux déclarations d'un vieil homme qui sait très bien ce qu'il dit.

« Conseil représentatif des institutions juives » contre l'Eglise ». Dans le numéro du 11 août, M. Le Pen répond aux « six questions politiques » du quotidien extrémiste et s'en prend, notamment, à « l'Internationale juive », copain, son avis : de mener la patrie (lire l'encadré ci-contre).

Dans le même temps, *National-Hebdo*, ancien organe du Front national dont il est resté proche, a expliqué « ce que veulent vraiment les juifs » dans l'affaire du carnet. Selon cet hebdomadaire dirigé par M. Roland Gaucher, dirigeant du Front national, *Présent* et *National-Hebdo* ont des collaborateurs communs — cette querelle sera « le combat final, l'Armageddon de la guerre métaphysique et métapolitique que se mènent, depuis deux millénaires, le judaïsme et le christianisme ».

M. Le Pen avait combié à sa manière le vide politique du 15 août qui, par manque de fidèles catholiques intégristes les « anti-89 », plus proches de *Présent* que du FN, n'ont pu remplir, le quotidien d'extrême droite repart de plus belle sur l'interview de son idole. « Le Pen, la Poléme et Jean-Paul II, péle-mêle

accusés d'antisémitisme » titre *Présent* en parlant d'une « offensive générale du soi-disant « antisémitisme », dans son édition du 17 août. Dans son numéro du lendemain, *Présent* publie la seconde partie de l'interview de M. Le Pen — une considération sur les méfaits migratoires de l'avancée de la barrière de chaleur venant du sud de la Méditerranée — qui fait moins de bruit que la première. Tirant le bilan le 19 août, de l'opération qu'il a lui-même menée, le quotidien s'indigne par un titre qui barre sa première page : « Le Pen et « Présent » poursuivis, Jean-Paul II vilipendé ». Il précise que « l'accusation arbitraire » d'antisémitisme devient la plus grande imposture du siècle ». Il est vrai que les tenants du révisionnisme historique se recrutent également dans le même camp politique.

Après avoir consacré quelques « pages » à la dénonciation supposée des propos de M. Le Pen, à la dénonciation des « journalistes officiels » et au silence des « autorités morales », le journal de M. Madiran remet la gomme sur le carnet. « Le CRIF annonce la couleur, tire-t-il le 30 août, *Globe*, *Le Pen*, même ça », en se référant à la LICRA (Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme), à MM. Jean Kahn, président et Thé Klein, ancien président du CRIF et Mgr Gailliot, évêque d'Evreux. Mais son édition du lendemain ramasse en une formule qui sert de titre tout le son de la campagne d'août, le quotidien d'extrême droite : « L'opinion juive de l'été 1989 ». M. Madiran en appelle à la liberté d'expression pour parler comme il veut de tout ce qui a trait aux juifs. « Tel est l'enjeu de l'offensive actuelle et de la résistance que nous lui opposons », affirme-t-il.

Et, alors que les nouveaux penseurs du Front national théorisent, à l'occasion de l'université d'été du mouvement d'extrême droite à La Baule, sur la doctrine de l'exclusion que veulent populariser les anciens du Club de l'Histoire, *Présent*, pour sa part, évoque le 2 septembre, « la nouvelle idéologie du social-judaïsme, sous-jacente de la Nouvelle idéologie socialiste largement déconstruite par M. Bruno Mégret, délégué général du Front ».

À intervalles réguliers, et de plus en plus rapprochés, l'antisémitisme de l'extrême droite française ressurgit. Le mois de septembre est, depuis trois ans, le mois de l'antisémitisme pour le Front national qui s'était plutôt retranché, en la privilégiant, depuis sa création en 1972, derrière la dénonciation incessante des arabes. « La presse amie », comme on dit au Front, en parlant de *National-Hebdo*, *Présent* ou le *Choc* du mois avait déjà renoué avec ce moyen idéologique l'an dernier (le *Monde* du 10 novembre 1988). Les non-dits finissent toujours par être « dits ».

Un cinéaste anarchiste tombé dans l'amertume

Claude Autant-Lara, né à Luzarches en 1901, est le fils de l'architecte Edouard Autant et de la comédienne Louise Lara. Celle-ci appartenait à la Comédie-Française, mais, pendant la grande guerre, elle fit scandale par ses positions pacifistes. Dans les années 20, les parents de Claude Autant-Lara se consacraient tous deux à un laboratoire de théâtre, Art et action, qui, rue Lepic, donnait des spectacles d'avant-garde gratuits.

Il fait des études de peinture et de décoration à l'École des beaux-arts, puis devient décorateur des films de Marcel L'Herbier, ce qui lui fait découvrir le cinéma. En 1923, Claude Autant-Lara tourne un court métrage d'avant-garde, *Fait divers*, interprété par Antonin Artaud, puis, en 1925, un moyen métrage, *Construire un feu*.

De 1930 à 1932, il réalise à Hollywood les versions françaises de films américains. Revenu en France, il tourne en 1933 son premier long métrage *Cicouloute*, adaptation avec Jacques Prévert de Robert de Flers et Francis de Croisset sur une musique de Reynaldo Hahn. Le ton et les images du film sont jugés « sacrilèges » et il en résulte une polémique dans laquelle le cinéaste répond verbalement aux attaques. Ce petit scandale ébranle Claude Autant-Lara des studios. Il sera le conseiller technique — selon son expression — de Maurice Lehmann, à la réalisation de trois films. *L'Affaire du courrier de Lyon* (1937), *Le Hussard* (1938), *Fric-trac* (1939).

C'est sous l'Occupation qu'il va faire ses véritables débuts. *Le Mariage de Chiffons* (1941), d'après Gyp, et *Lettres d'amour* (1942), films à costumes relevant du genre « décadent », qui sont empreints d'une causticité laissant paraître un besoin de trancher avec l'ordre moral établi. *Douce* (1943), tiré d'un roman aux grâces surannées d'une femme de lettres signant Michel Davet, est ainsi un chef-d'œuvre de critique sociale et d'opposition à la morale des classes possédantes.

Toujours vif dans ses propos, et contempteur de l'ordre moral, Claude Autant-Lara déclenche un fameux scandale avec le *Diable au corps* (1946) tiré du roman de Raymond

Fer de lance de cette lancinante campagne, le journal *Présent* a consacré son mois d'été à se pencher sur l'antisémitisme. « Exploitant la débiliter des réactions catholiques, les exigences du judaïsme grandissent sans limites », titre sur cinq colonnes à la « une », le 3 août, le quotidien dirigé par M. Jean Madiran, inspirateur du président du Front national pour la partie « spirituelle » de ses discours. L'occasion de cette dénonciation de la supposée mollesse de la hiérarchie catholique et contre la supposée arrogance des représentants des institutions juives, est, évidemment, le carnet d'Auschwitz. Le lendemain, *Présent* justifie en première page le « nouveau cri de guerre du CRIF ».

« Conseil représentatif des institutions juives » contre l'Eglise ». Dans le numéro du 11 août, M. Le Pen répond aux « six questions politiques » du quotidien extrémiste et s'en prend, notamment, à « l'Internationale juive », copain, son avis : de mener la patrie (lire l'encadré ci-contre).

Pour faire bonne mesure, *Présent* commence aussi la publication d'un reportage sur le carnet du camp de concentration, modestement intitulé « De Polésie, je rapporte les preuves ». Il s'agit, bien entendu, des « preuves » de « la permanence, la répétition et l'amplification des mensonges » auxquels se livrent, selon le journal, « les organisations juives et leurs envoyés ». Cette « série » est publiée dans trois jours de son idole. « Le Pen, la Poléme et Jean-Paul II, péle-mêle

bonne place dans la presse vichyssoise... en 1940 : « Par-tout, et spécialement dans les services publics, il réelles que soient d'honorables exceptions dont chacun pourrait fournir un exemple, l'influence des juifs s'est fait sentir, insinuante et finalement décomposante ».

À cinquante ans de distance, les termes utilisés pour pratiquer « la chasse aux éléments antinationaux » sont, à l'évidence, de la plus véine. Faut-il rappeler aux jeunes générations que cette politique d'exclusion du régime collaborateur du maréchal Pétain a conduit le gouvernement de l'époque à livrer plusieurs dizaines de milliers de juifs aux occupants nazis. Avec la fin que l'on sait, il s'agissait — déjà — de rendre « la France aux Français » en exilant « la vraie France » expurgée de ses « ennemis intérieurs ».

Et, alors que les nouveaux penseurs du Front national théorisent, à l'occasion de l'université d'été du mouvement d'extrême droite à La Baule, sur la doctrine de l'exclusion que veulent populariser les anciens du Club de l'Histoire, *Présent*, pour sa part, évoque le 2 septembre, « la nouvelle idéologie du social-judaïsme, sous-jacente de la Nouvelle idéologie socialiste largement déconstruite par M. Bruno Mégret, délégué général du Front ».

Il s'en est pris à la critique, aux gens de cinéma, à tout le monde, et a fini par publier des livres de souvenirs *Télérama*, la *Rage au cœur*, *Hollywood c'est-à-dire*, les *Fourgons du malheur*, dans lesquels il a réglé ses comptes avec des écarts de plume plus que féroces, ce qui l'a conduit à des procès. L'antisémitisme écumant aujourd'hui affiché n'est qu'une des composantes du déchaînement de rancœur d'un homme qu'on ne peut, décidément, plus estimer, même s'il a été un grand cinéaste.

A la demande de M. Landowski

M. Autant-Lara démissionne de la vice-présidence de l'Académie des beaux-arts

M. Claude Autant-Lara a démissionné de la vice-présidence de l'Académie des beaux-arts à la demande de M. Marcel Landowski, secrétaire perpétuel, a annoncé, vendredi 8 septembre, l'Académie.

M. Landowski, « profondément choqué des déclarations de Claude Autant-Lara, rapportées par le journal *Globe*, et devant la légitime émotion des académiciens à la suite de ces propos », avait demandé au cinéaste de renoncer à toute fonction au sein de l'Académie, indique l'Institut. Il souligne que l'Académie des beaux-arts est « une assemblée d'artistes éprise de mesure et d'humanité ».

M. Autant-Lara demeure cependant académicien et membre de l'Institut.

M. Le Pen et « l'internationale juive »

« Evoquant « les forces qui visent à établir une idéologie mondialiste, réduction, épuisement », dans une récente interview (le *Monde* du 12 août) au journal *Présent*, proche du Front national, M. Jean-Marie Le Pen avait déclaré que « la maçonnerie », « la Trinité » et « les grandes internationales, comme l'Internationale juive, jouant un rôle non négligeable dans la création de cet esprit antinational ». Le président du mouvement d'extrême droite se voulait « prudent » en ajoutant : « Cela n'implique pas tous les maçons ou obédiences ni toutes les organisations juives ni tous les juifs, c'est évident. Mais il y a des gens qui parlent au nom de tous et qui agissent de cette manière ».

Dans notre feuilleton de l'été « L'année terrible » (le *Monde* du 28 août) l'historien Jean-Pierre Azéma rappelait, fort opportunément, ce commentaire officieux du statut des juifs publié en

bonne place dans la presse vichyssoise... en 1940 : « Par-tout, et spécialement dans les services publics, il réelles que soient d'honorables exceptions dont chacun pourrait fournir un exemple, l'influence des juifs s'est fait sentir, insinuante et finalement décomposante ».

À cinquante ans de distance, les termes utilisés pour pratiquer « la chasse aux éléments antinationaux » sont, à l'évidence, de la plus véine. Faut-il rappeler aux jeunes générations que cette politique d'exclusion du régime collaborateur du maréchal Pétain a conduit le gouvernement de l'époque à livrer plusieurs dizaines de milliers de juifs aux occupants nazis. Avec la fin que l'on sait, il s'agissait — déjà — de rendre « la France aux Français » en exilant « la vraie France » expurgée de ses « ennemis intérieurs ».

Et, alors que les nouveaux penseurs du Front national théorisent, à l'occasion de l'université d'été du mouvement d'extrême droite à La Baule, sur la doctrine de l'exclusion que veulent populariser les anciens du Club de l'Histoire, *Présent*, pour sa part, évoque le 2 septembre, « la nouvelle idéologie du social-judaïsme, sous-jacente de la Nouvelle idéologie socialiste largement déconstruite par M. Bruno Mégret, délégué général du Front ».

Il s'en est pris à la critique, aux gens de cinéma, à tout le monde, et a fini par publier des livres de souvenirs *Télérama*, la *Rage au cœur*, *Hollywood c'est-à-dire*, les *Fourgons du malheur*, dans lesquels il a réglé ses comptes avec des écarts de plume plus que féroces, ce qui l'a conduit à des procès. L'antisémitisme écumant aujourd'hui affiché n'est qu'une des composantes du déchaînement de rancœur d'un homme qu'on ne peut, décidément, plus estimer, même s'il a été un grand cinéaste.

Le financement des partis et des campagnes électorales

M. Arpaillange confirme le retrait du projet de loi d'amnistie

Les infractions liées au financement des campagnes électorales et des partis politiques ne seront pas amnistées. Les socialistes, en tout cas, ne le demandent pas. Même si l'hôtel Matignon continue d'affirmer que la décision n'a pas encore été prise de retirer le projet, déposé fin juin au bureau de l'Assemblée nationale, l'article 18 prévoyant cette amnistie, toutes les déclarations des dirigeants du PS, qu'ils soient en gouvernement ou à l'extérieur, confirment qu'ils ne veulent plus que la discussion de cette disposition éclipse l'ensemble d'un texte qui tente de moraliser la vie politique.

MM. Lionel Jospin et Laurent Fabius avaient déjà ouvert la voie en affirmant que l'amnistie n'était pas l'essentiel de cette réforme (le *Monde* du 7 septembre). M. Pierre Mauroy assure qu'il n'est pas demandeur. M. Louis Mermaz, président du groupe socialiste au Palais-Bourbon, constate que la possibilité d'un pardon des fautes est « out », alors que le parti et le groupe s'étaient beaucoup démenés

en juin pour obtenir une amnistie avant même les vacances. Dans le *Quotidien de Paris* du 7 septembre, M. Michel Sapin, président de la commission des lois et homme clef du dispositif rocardien, expliquait : « Si l'amnistie doit être un obstacle à la discussion globale sur le financement des partis, alors il est préférable qu'elle disparaisse ». Et M. Pierre Arpaillange, au cours d'une conférence de presse jeudi, assura qu'il connaissait « suffisamment le président de la République et le premier ministre » pour être assuré qu'ils « ne cherchent pas à couvrir du manteau de Noé ce problème difficile ».

Cette marche arrière était, en fait, inévitable. Les communistes sont restés fermes sur leur décision de voter sur un tel dossier une motion de censure avec la droite ; et le gouvernement était loin d'être assuré de trouver de ce côté-ci suffisamment de voix intéressées pour lui éviter d'être mis en minorité. Renoncer à l'amnistie, c'est pour le

pouvoir, faire disparaître le seul sujet qui, actuellement, aurait permis une confection des deux oppositions.

L'hôtel Matignon ne peut être que satisfait d'une telle évolution. En juin et en juillet, M. Michel Rocard voulait avant tout ne pas pouvoir être accusé de manquer à la solidarité partisane sur une telle affaire. C'est pourquoi il a fait savoir qu'il était prêt à engager la responsabilité de son gouvernement sur l'ensemble du projet, tel que l'avait adopté le conseil des ministres, donc avec l'amnistie, au risque d'être renversé par l'Assemblée nationale.

Tomber sur un tel dossier ne peut, toutefois, l'enthousiasmer. Or le premier ministre tient à faire discerner par le Parlement, au cours de session d'automne, ce projet moralisateur. Il ne peut donc que souhaiter le faire dans des conditions qui ne perturbent pas plus une vie politique et parlementaire qui promet d'être agitée.

« Dès lors que nous aurons deux élus », a déclaré M. Gaudin, nous aurons gagné les sénatoriales. Selon le décompte des voix, des grands électeurs, la droite, paraît assurée, en effet, d'enlever deux sièges alors qu'elle n'a qu'un sénateur sortant, M. Jean Francou (UDF-CDS), ancien maire de Salon-de-Provence, qui s'est retiré. Pour justifier son choix, M. Gaudin

a expliqué que la fonction « passionnante » de président du groupe parlementaire UDF de l'Assemblée nationale lui avait, pendant neuf ans, « imposé de lourdes contraintes, notamment une présence de plus de trois jours par semaine à Paris ». « J'ai l'impression, a-t-il ajouté, que je l'ai payé, entre autres, lors du dernier scrutin des municipales à Marseille. J'ai déformé la volonté de me consacrer, en priorité, à mon département et à la région ».

Après avoir relevé le manquement à ses engagements du maire de Marseille, M. Robert Vigouroux — qui avait affirmé qu'il ne solliciterait pas d'autre mandat — il a interprété la constitution d'une liste socialiste, séparée, par le désir du PS de « ménager le PC ».

« Il y en a au moins un qui doit applaudir des deux mains, a estimé M. Gaudin, c'est M. Louis Minetti, sénateur communiste sortant. Il est, de facto, réélu, car deux listes socialistes permettent, sûrement,

aux communistes, de sauver leur siège. Il a poursuivi : « Si les socialistes, à Marseille, n'y ont pas pensé, d'autres se sont chargés d'y penser pour eux à Paris. Sur les cent deux sièges à renouveler, les communistes ne peuvent espérer remporter aucune victoire, en dehors du département des Bouches-du-Rhône. Si M. Minetti avait été battu, ils auraient été, avec quatorze sièges, dans l'incapacité de constituer un groupe puisqu'il faut avoir, au Sénat, quinze élus. Par conséquent, c'était un événement politique de première importance que les socialistes ont visiblement mesuré depuis la capitale ».

La préparation des élections sénatoriales

Bouches-du-Rhône : M. Gaudin estime que le PS a « ménagé le PC »

MARSEILLE

de notre correspondant régional

M. Jean-Claude Gaudin (UDF-PR), député des Bouches-du-Rhône, président du conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, a présenté, jeudi 7 septembre, la liste qu'il conduit pour les élections sénatoriales. M. Jean-Pierre Camoin (RPR), maire d'Arles, qui a conservé en mai dernier, la mairie enlevée au PCF en 1983, occupera la seconde place en position d'éligible primitivement promise à Maurice Toga (RPR) récemment décédé (1).

« Dès lors que nous aurons deux élus », a déclaré M. Gaudin, nous aurons gagné les sénatoriales. Selon le décompte des voix, des grands électeurs, la droite, paraît assurée, en effet, d'enlever deux sièges alors qu'elle n'a qu'un sénateur sortant, M. Jean Francou (UDF-CDS), ancien maire de Salon-de-Provence, qui s'est retiré. Pour justifier son choix, M. Gaudin

a expliqué que la fonction « passionnante » de président du groupe parlementaire UDF de l'Assemblée nationale lui avait, pendant neuf ans, « imposé de lourdes contraintes, notamment une présence de plus de trois jours par semaine à Paris ». « J'ai l'impression, a-t-il ajouté, que je l'ai payé, entre autres, lors du dernier scrutin des municipales à Marseille. J'ai déformé la volonté de me consacrer, en priorité, à mon département et à la région ».

Après avoir relevé le manquement à ses engagements du maire de Marseille, M. Robert Vigouroux — qui avait affirmé qu'il ne solliciterait pas d'autre mandat — il a interprété la constitution d'une liste socialiste, séparée, par le désir du PS de « ménager le PC ».

« Il y en a au moins un qui doit applaudir des deux mains, a estimé M. Gaudin, c'est M. Louis Minetti, sénateur communiste sortant. Il est, de facto, réélu, car deux listes socialistes permettent, sûrement,

aux communistes, de sauver leur siège. Il a poursuivi : « Si les socialistes, à Marseille, n'y ont pas pensé, d'autres se sont chargés d'y penser pour eux à Paris. Sur les cent deux sièges à renouveler, les communistes ne peuvent espérer remporter aucune victoire, en dehors du département des Bouches-du-Rhône. Si M. Minetti avait été battu, ils auraient été, avec quatorze sièges, dans l'incapacité de constituer un groupe puisqu'il faut avoir, au Sénat, quinze élus. Par conséquent, c'était un événement politique de première importance que les socialistes ont visiblement mesuré depuis la capitale ».

(1) Aux places suivantes figurent, dans l'ordre, MM. Jean-Pierre Lafont (UDF-PR), maire de La Ciotat, Raoul Bonjean (UDF-PR), maire de Graveson, conseiller régional, Robert Villani (RPR), conseiller général et conseiller municipal de Marseille, M<sup>me</sup> André Chélini (UDF-CDS), maire d'Éguilles et M. Pierre Pene (UDF-PR), maire de Carry-le-Rouet.

G. P.

JACOUES SICLIER.



## Politique

L'université d'été des jeunes RPR

## MM. Chirac et Juppé cherchent à redonner confiance à leur mouvement

M. Chirac, silencieux depuis plusieurs mois, devrait effectuer sa rentrée politique en prenant la parole, samedi 9 septembre, devant l'université des jeunes RPR à Saint-Cyprien, près de Perpignan, et, le lendemain, au cours d'une réunion commune entre le RPR et les cadres du Parti républicain, à Canet-Plage, en présence de M. Léotard et à laquelle M. Méhaignerie a été convié.

Ce devrait être une rentrée mesurée et contrôlée et non une immersion brutale puisque les échéances nationales — et notamment la prochaine élection présidentielle — sont encore lointaines. M. Chirac, qui, depuis le scrutin de 1988, a pris de grandes distances avec l'action politique quotidienne, ne veut reprendre celle-ci que progressivement. Il considère que l'indépendance et la tactique sont désormais, avec M. Alain Juppé, en de bonnes mains, même s'il continue de contrôler, voire d'inspirer, l'action du secrétaire général du RPR. Il estime que les réformes lancées au sein du RPR tout au long de l'année sont en train de se concrétiser de façon satisfaisante et qu'il n'y a plus à y mettre la main. Cherchant à prendre de la hauteur, l'ancien premier ministre se consacre à la fois à la définition d'une stratégie d'ensemble pour l'opposition et à la mise au point d'idées communes sur lesquelles pourrait se retrouver une majorité d'électeurs. Ce travail idéologique devrait ultérieurement déboucher sur un projet commun, qui constituerait une alternative crédible. C'est pourquoi, devant les cadres du RPR à Saint-Cyprien, M. Chirac a choisi de ne pas dévoiler ses projets mais de répondre à des questions limitées au rôle de la France dans le monde, à l'évolution des blocs, aux relations internationales.

Cette université traitera également de trois autres sujets qui occupent l'actualité : l'environnement, l'éducation et les droits de l'homme, pour souligner qu'ils ne sont pas le monopole d'un seul camp et que le RPR a lui aussi, à leur égard, une doctrine. Le lendemain, M. Chirac parlera davantage de l'union de l'opposition. Il le fera en dialogue avec M. Léotard, qui réunit à Perpignan les cadres du Parti républicain et avec M. Méhaignerie, qui a été invité, ou avec une délégation du CDS.

Agacé  
par M. Michel Noir

M. Chirac veut ainsi montrer qu'il ne s'est pas formalisé des positions très méfiantes prises par M. Léotard envers le RPR. Il y a quelques jours ni des réticences, voire des critiques, de certains centristes. Pour lui, cela n'est que gestulations tactiques, péripéties politiques ou combats d'influence dans une conjoncture provisoire. De même, le président du RPR ne s'indigne pas des manifestations des « rénovateurs », même si parfois M. Michel Noir, plus que les autres, l'agace. Il préfère voir dans leurs initiatives, ou dans leurs réactions, une manifestation de vitalité. Il n'est en tout cas pas question pour lui de trouver là des terrains de querelle, ni dans ses intentions d'opposer les uns aux autres depuis qu'il a admis l'existence de sensibilités diverses au sein de son parti. D'ailleurs, plusieurs « rénovateurs », et notamment

● Election d'un communiste à la présidence de l'EPA de Saint-Quentin-en-Yvelines. — M. Bernard Hugo, maire (PC) de Trappes (Yvelines), a été élu jeudi 7 septembre à la présidence du conseil d'administration de l'EPA (Etablissement public d'aménagement). Le renouvellement de ses membres a été proposé à ses membres socialistes et un accord pour assurer ensemble la direction de l'EPA, mais la séance du conseil d'administration a dû être levée sans que les postes de vice-présidents aient pu être attribués.

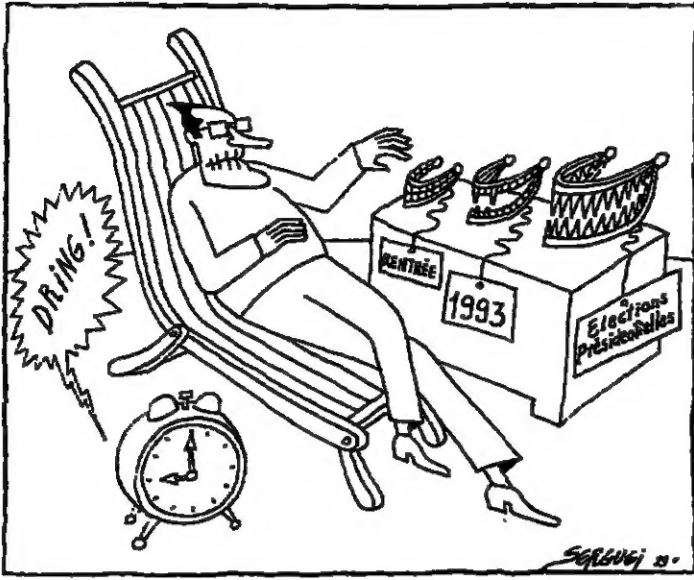
M. Roger Fauroux  
invité du « Grand Jury  
RTL-le Monde »

M. Roger Fauroux, ministre de l'Industrie et de l'Aménagement du territoire, sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le grand jury RTL-le Monde », dimanche 10 septembre de 18 h 30 à 19 h 30. L'ancien PDG de Saint-Gobain, maire (majorité présidentielle) de Saint-Germain (Ardèche) depuis mars dernier, répondra aux questions d'André Passeron et d'Éric Le Boucher, de *Le Monde*, de Dominique Pennequin et de Catherine Mangle de RTL, le débat étant dirigé par Olivier Mazerolle.

ment MM. Noir, Carignon et Séguin, prendront la parole à Saint-Cyprien, tout comme MM. Pons, Pasqua et Balladur.

Les « idées claires »  
de M. Juppé

C'est surtout M. Alain Juppé qui a été chargé de marquer la rentrée du RPR. Si l'appareil du mouvement, sa fameuse « machine », est presque complètement révisé, la



question qui se pose désormais est de savoir si elle aura une puissance suffisante pour distancer les autres. Le RPR, comme les autres partis de l'opposition, a dûment souffert des élections qui se sont déroulées depuis un an et demi, y compris les dernières européennes. Il a pâti de la désaffection générale de l'opinion, marquée par une forte abstention ; il a été ébranlé par la tentative des « rénovateurs » : ses chefs ont pu parfois dérouter leurs électeurs, leurs silences prolongés ont pu intri-

quer et leur manque de réaction aux événements a pu décevoir. Toutefois, on assure, rue de Lille, que l'on a pris assez vite la mesure de l'aspiration des militants au changement en prenant, au conseil national du mois de juin dernier, les mesures nécessaires. Le mouvement met ainsi en valeur sa relative bonne tenue, qui contraste avec l'éclatement de l'UDF, l'avènement des centristes à l'indépendance et les rivalités persistantes de la coalition libérale dont le fondateur et le président, M. Giscard d'Estaing, est ouvertement contesté.

« Nous devons préparer l'alternance politique. L'opposition doit chercher à reconquérir le pouvoir et son envisager des rapprochements d'alliances ou de nouvelles coalitions. Cet avertissement s'adresse évidemment à certains centristes ou à ceux qu'attirerait, comme en 1988, une nouvelle ouverture de la part de M. Mitterrand.

« Nous devons réaliser l'union de l'opposition sans exclusive et dans un esprit d'ouverture. Pour M. Juppé, il n'y a pas d'« alliés privilégiés », alors que ce concept avait été mis en avant par le Parti républicain et par le CDS, à Ramatuelle, pour constituer un pôle bien distinct du RPR dans l'opposition. Pour lui, « l'union, il faut la faire davantage mais en parler moins ». Une union qui, toutefois, dans l'esprit des dirigeants du RPR, ne doit pas être interprétée comme une fusion. L'accord entre les trois formations de l'opposition devrait avoir comme première étape la création de l'intergroupe parlementaire le mois prochain à l'Assemblée nationale.

Aux yeux d'une opinion échaudée et quelque peu désabusée, cela ne suffirait sans doute pas à l'opposition à offrir aux électeurs des idées nouvelles, ne répond pas aux aspirations de ses électeurs, ne conteste pas davantage la majorité et le gouvernement, et ne cherche pas à élargir son audience. Les belles résolutions de rentrée prises par le RPR visent à répondre à ces questions pour préparer l'échéance législative de 1993 et... la présidentielle qui suivra, mais aussi et surtout pour redonner à la droite un minimum de cohérence.

ANDRÉ PASSERON.

La préparation du congrès du PS

## M. Poperen ménage toutes les hypothèses

MM. Jean Poperen, ministre des relations avec le Parlement, et Jean-Marc Ayrault, député de la Loire-Atlantique, maire de Nantes, ont présenté, jeudi 7 septembre, le projet de contribution sur lequel ils travaillent en vue du congrès du PS qui se réunira à Rennes en mars 1990. Les amis de MM. Poperen et Ayrault s'étaient retrouvés, la veille, au nombre de cent cinquante, venus à Paris de toutes les fédérations du PS, pour approuver ce texte. Ce courant du PS organise, à partir du 16 septembre, une série de rencontres régionales auxquelles toutes les autres sensibilités du parti sont invitées à participer.

M. Poperen s'est déclaré, une fois encore, déterminé à présenter ultérieurement une motion au vote des militants. C'est ce vote, a-t-il dit, qui « déterminera ce que sera la nouvelle majorité de gouvernement du parti ». Il a ajouté : « Cela se fera donc au congrès lui-même, et non avant ». Le ministre des relations avec le Parlement résume ainsi la perspective d'une motion unique qui serait élaborée lors de la réunion du comité directeur prévue pour la mi-janvier, et qui aura pour objet, comme avant chaque congrès, de rechercher la possibilité d'une synthèse entre les diverses orientations définies dans les contributions.

« Nous n'avons d'a priori envers aucune des composantes du Parti socialiste », a affirmé M. Poperen, ajoutant que son courant entend jouer « un rôle déterminant dans la future majorité » du parti. La perspective d'une motion rassemblant les mitterrandistes (actuellement divisés entre MM. Laurent Fabius, Lionel Jospin et Louis Mermaz) et les maurroyistes (associés à M. Jospin), en accord avec les rocardiens, serait la plus intéressante pour les poperénistes, qui — en concurrence ou en conjonction avec les amis de M. Jean-Pierre Chevènement — pourraient alors espérer

bénéficier de l'opposition d'une partie des militants socialistes à un tel consensus. Cependant, M. Poperen risquerait de se retrouver dans la position de chef de file d'une minorité, non négociable sans doute, mais... minoritaire.

Le ministre des relations avec le Parlement conforterait ainsi sa position au gouvernement, mais il ne progresserait pas au sein du parti, qui demeure sa préoccupation principale et, en tout cas, celle de ses partisans. Il est vrai que, dans cette hypothèse, M. Rocard, d'un côté, M. Fabius, de l'autre, pourraient estimer de leur intérêt d'intégrer dans la majorité M. Poperen et ses amis, afin d'équilibrer le poids du premier secrétaire, M. Mauroy, et de ses alliés jospinistes. Les poperénistes, à défaut d'un réel pouvoir à la direction du parti, pourraient y gagner quelques fédérations et une représentation accrue au comité directeur.

La « machine  
inégalitaire »

En attendant, et afin de préparer ces échéances, M. Poperen et ses amis se lancent dans le débat avec deux axes : la lutte contre la « machine inégalitaire » à l'œuvre, selon eux, dans la société française, et le développement d'un PS « durablement majoritaire » et « résolument pluraliste ». Estimant que le rappel à l'ordre adressé aux membres du gouvernement par M. Rocard le 6 septembre est une « mise au point normale » et que « la solidarité s'impose par rapport à une décision gouvernementale arrêtée », M. Poperen ne voit dans cette démarche du premier ministre aucun obstacle au débat dans le PS. « Il ne faut pas de « guerre » entre le bureau exécutif et le gouvernement », a déclaré, de son côté, M. Ayrault, mais il a observé que, dans d'autres pays, « il arrive que des ministres s'expriment différemment à l'occasion d'un congrès, sans que cela nuise à la solidarité gouvernementale ».

Les poperénistes se trouvent donc à l'aise pour défendre l'idée d'un « compromis social » sensiblement différent du pacte de croissance proposé par M. Rocard, surtout parce qu'il serait étendu au secteur privé et ne concernerait pas seulement les salariés de l'Etat. Pour y parvenir, il faut « créer le rapport de forces favorable », a souligné M. Poperen, ce qui implique, selon lui, que le PS s'engage au côté des syndicats pour « rassembler le monde du travail », en direction de l'objectif ainsi défini. Quant à la forme de cette négociation, le ministre des relations avec le Parlement imagine une « commission centrale de la répartition nationale », liée au Commissariat général au Plan, et qui réunirait chaque année, en janvier et en juillet, les partenaires sociaux et l'Etat, afin de s'entretenir sur l'évolution des salaires en fonction de la croissance. M. Poperen a souligné qu'il n'a pas en vue une sorte de nouveau « Grenelle » (référence aux accords de 1968), comme on lui en prête parfois l'idée, mais la mise en place d'un dispositif de concertation à long terme. Il a indiqué aussi que la répartition ne doit pas, à ses yeux, concerner seulement les revenus, mais aussi le temps de travail.

Pour le fonctionnement du parti, les poperénistes demandent un « abaissement drastique » des cotisations, au moins pour les plus revenus, et ils insistent sur leur revendication concernant les règles de vote au sein du PS. Ils estiment, en effet, que lors des réunions de section préparant le congrès, seuls les votes des militants présents devraient être pris en compte, et non les mandats correspondant à des cartes dont les titulaires sont absents. « Il faut mettre fin, a dit M. Poperen, à la pratique de l'achat des cartes à l'approche d'un congrès ».

Se voulant porteurs d'un « grand dessin » pour le PS, les poperénistes n'entendent pas, à la différence de M. Chevènement et de ses amis, proposer une « autre politique ». Ils visent plutôt à intégrer le tournant de 1982-1983 dans la vision politique des socialistes, qu'à « réformer la parenthèse libérale ».

PATRICK JARREAU.

## JOURNAL D'UN AMATEUR, par Philippe Boucher

TENIR journal dans un pays où il ne se passe rien, rien qui soit d'avantage que des mésaventures ou des ambitions particulières, c'est-à-dire, encore, rien : quelle gageure ! Même la rentrée scolaire qui ne paraît pas avoir tenu sa promesse de cris et de réanimations qui étaient jusqu'alors sa caractéristique première, comme un chahut politique qui marquait la fin des vacances.

Non content d'importer des biopides pour qu'ils procèdent les enfants que les Français ne font plus, ce pays devrait-il aggraver le déficit de son commerce extérieur en acquérant à l'étranger des sujets de querelle s'il n'en naît plus en France ? Le carnal d'Auschwitz, par exemple, que se disputent, comme un moribond héritage flatter, deux des religions monothéistes de la planète : la juive et la catholique.

Serait-il donc avéré que les millions d'êtres humains qui ont été assassinés dans de tels camps professionnels assomèrent l'une ou l'autre ? Sans même rappeler ceux qui y ont été exécutés pour cause de homosexualité, ne se trouvent-ils pas, parmi ces figures de l'horrible (n'avaient-ils pas que des rôles muets ?) des gens qui ne croyaient ni à Dieu ni à Diable ?

Aurait-on par hasard et post mortem effectué le recensement de ceux qui croyaient et de ceux qui pratiquaient pour démontrer qu'Auschwitz devait être une propriété religieuse parce que les fidèles y étaient majoritaires ? Aussi atroce que l'idée puisse être, Auschwitz, c'est le patrimoine de l'humanité, que nulle fraction de celle-ci ne peut prétendre s'approprier. En ce sens, la France laïque serait son mot à dire là-dessus et ne serait alors pas aussi dépourvue de querelle qu'il vient d'être dit. Mais ne faudrait-il pas s'interroger sur la laïcité de la France ? Trop vaste question dans un pays qui se fait une religion de ne plus s'en poser.

C E n'était pas non plus de l'été, alors que tout s'endort et jusqu'aux ministères qui veillent sur la France, dont il fallait attendre du piment dans la vie publique. Force est d'avouer, de surcroît, que la confection des confitures et le bûche des plates-bandes, l'arrachage des pommes de terre et la cueillette des mûres présenteraient plus d'attraits que les journaux télévisés dont les présentateurs se battaient les flancs pour remplir leur demi-heure bi-quotidienne.

Par parenthèse, il n'est pas interdit de penser que, face à une actualité intérieure moins croule, la France bien crochante des gendarmes en aurait occupé moins de place, que M. Chevènement s'en fût trouvé bien aise et qu'on aurait évité le diabolisme retour à la scène d'un Charles Henu qui radote à force de vouloir y revenir, accumulant devant des miroirs complaisants avertissements, conseils

et offres de service au nom de ses succès passés.

Même en ne regardant la télévision qu'à dose homéopathique afin d'accompagner des tâches pour lesquelles on peut avoir l'esprit vide, il était rare de n'être pas tiré de sa torpeur en entendant des merveilles du genre de « et voilà une nuit de Chapin » (FR3), « vous n'êtes pas sans ignorer » (Antenne 2), ou encore « Honoré d'Urf » (TF1) pour désigner l'auteur de l'Astrée ; le prix de la sottise devant être attribué à une émission intitulée « Gallia d'la joie », ou quelque chose comme ça, dont la vedette nommée Chantal Gallia (d'où le fin calembour du titre) se ferait même siffler à l'Alhambra de Puy-Guilhem pour tant pas regardant sur ses programmes. C'est pourtant cette fleurlette pour bouquetée en la plastique que le service public avait déterré pour incarner, juste avant le journal du soir, la quintessence de l'esprit français. Souhaitons que M. Philippe Guilhaume, le PDG que la CSA a donné à la France, n'envoie pas de la recruter à plein temps.

## Été

La nomination de M. Guilhaume, c'est l'épisode cocasse du mois d'août, tant il est exemplaire d'une certaine tournure d'esprit, dominante apparemment dans ce qu'on est convenu d'appeler les alliés du pouvoir. A peine était-il choisi que c'était à qui, de la droite à la gauche, vantait son indépendance. Bien obligé. Avec un mécanisme inventé à gauche, la droite avait son homme. Le consensus, quoi !

Cet homme a en effet des convictions, ni plus ni moins cachées que celles de son rival Georges Kiejman. Mais parce qu'illes sont de droite, elles sont censées être inoffensives, si ce n'est une garantie, alors que ces mêmes convictions, si elles penchent à gauche, appellent toutes les suspensions. Y compris au sein d'un gouvernement qu'on avait cru issu de deux élections perdues l'une et l'autre par la droite.

La cas de M. Guilhaume n'est, concédons-le, qu'à demi solide puisque, d'une part, sa nomination a procédé d'une décision collégiale et que si, d'autre part, le candidat de gauche qu'était Georges Kiejman a été battu, il le doit surtout à des antipathies personnelles qui ont trouvé d'utiles secours au CSA, plutôt qu'à son équilibre.

Mais le résultat est là, après tant d'autres : tout homme venant de l'opposition est censé personifier l'indépendance parce qu'à la minute même où il est nommé il ferait abstraction de ses attaches de la veille ; les nominations de droite seraient ipso facto

doublées d'une abjuration, cependant que l'homme de gauche resterait porteur de toutes les duplicités, tellement véroci par son engagement qu'il serait physiologiquement incapable d'être autre chose qu'un partisan. L'homme d'opposition cesserait tout lien avec ses amis de naguère, alors que son homologue de l'autre bord en demeurerait éternellement l'ennemi.

Si, avec un tel raisonnement, que la droite s'est bien gardée de mettre en pratique à son époque, y compris aux temps de la « description » chère à M. Giscard d'Estaing, ladite droite ne se tient pas les côtes de tant de naïveté, c'est qu'elle n'a pas d'humour. Ce qui serait étonnant, vu le nombre de rigolos qu'elle abrite.

L y a des baffes qui se perdent quand on apprend, tout en écumant des fraises, que le secrétaire général du syndicat des instituteurs a pondu cette colossale bêtise que l'orthographe est un outil de discrimination sociale puisque les gosses de riches s'en débrouillent mieux que les rejetons de pauvres (ce qui d'ailleurs reste à prouver).

Dans ces conditions, tout argument de vieilles difficultés personnelles pour en comprendre la portée, il faut supprimer le chœur de Thalès des enseignements de mathématiques ; dire que toutes les montagnes ont le même hauteur (celle du mont Blanc par exemple, puisqu'elle est connue du premier crétin venu), les fleuves tous une même longueur ; que tous les rois de France sont morts à cette fois et à intervalles réguliers ; cela afin de n'avoir pas à distinguer l'attitude du Kilmajidaro de celle de l'Eve-ress, le cours de la Loire de celui du Rhin, l'assassinat d'Henri III de la décapitation de Charles I<sup>er</sup> ; enfin proscrire sous peine de galères l'enseignement du grec et celui du latin, dont les rejets bourgeois ne sont plus à prouver ; qu'en un mot, enfin, il soit possible de tout savoir sans devoir apprendre quoi que ce soit.

Pauvre monsieur sans doute tout heureux et fier de sa trouvaille de l'été. Se rentrée à dû en être illuminée, si l'on ose dire. Serait-ce à un instituteur qu'il faudrait rappeler le principe de Jaurès en l'appliquant à son triste projet : l'égalité, ce n'est pas de supprimer l'orthographe, c'est que tout le monde écrive sans faute ?

SPÉCIAL-COPAINS. M<sup>lle</sup> Jeanne Radoutsky, bête soit-elle, confectionne les meilleures confitures qui soient. Foi de rival !

P.S. — Naturellement, les propos de M. Autant-Lars dans *Globe* ne sont pas source de querelle, mais de scandale. Et d'une interrogation sur les méthodes journalistiques qui consistent à poser des questions, rien moins que neutres... Cela peut aussi s'appeler de la provocation ; à la vente peut-être ?

صوتنا من الامم



صكنا من الامل

... Le Monde • Samedi 9 septembre 1989 9

...ation de l'Europe du PS  
...L. Poperen ménage  
...outes les hypothèses

# NOUVELLE SIERRA TWIN CAM. LA PUISSANCE DEVIENT PLAISIR.



Copyright © 1989 Ford

Avec les nouvelles Sierra Twin Cam, la puissance n'est plus seulement le fruit de la technologie. Elle devient réellement plaisir.

Plaisir sans cesse renouvelé des nouveaux moteurs 2.0i (7 CV) ou 2.0i injection et de leurs 109 ou 125 Ch\*.

Plaisir rare et intelligent d'une nouvelle approche technologique: double arbre à cames en tête; gestion

électronique, admission haute turbulence... Pour plus de souplesse, plus d'économie, plus de propreté. La nouvelle Sierra Twin Cam accepte tous les Supers sans plomb.

Plaisir de savoir que la puissance est là, à tout instant pour se transformer en plaisir de conduire: réserve d'accélération et de reprise, nouvelle boîte de vitesses en alliage léger, freinage ABS en option,

direction précise, pneus taille basse. Le Plaisir toujours.

Plaisir d'un confort raffiné: toit ouvrant\*, vitres teintées, vitres électriques avant..., finition soignée pour se sentir bien tout au long du voyage.

Avec les nouvelles Sierra Twin Cam, le nouveau plaisir de conduire est arrivé. Venez très vite le découvrir chez votre concessionnaire.

LA QUALITÉ PASSE À L'ACTION



\*Consommation (UTAC) du moteur 2.0i: 5.8l à 90 km/h - 7.3l à 120 km/h - 9.2l en ville. \*\*De série sur GT et Ghia. Modèle présenté: Sierra GT. Modèle 90 - jantes alliage en option. Moteur 2.0i injection disponible en version GL, Ghia et S.



## JUSTICE

Lors de la présentation de son projet de budget

## M. Pierre Arpaillange estime que les syndicats « auraient tort de partir en guerre »

Après avoir rencontré pendant près de trois heures, jeudi 7 septembre, les organisations syndicales — pénitentiaires, fonctionnaires, éducateurs et magistrats — pour commenter son projet de budget (le Monde du 5 septembre), le ministre de la justice, M. Pierre Arpaillange, a déclaré que ce budget qu'il jugeait « peu exaltant » l'année dernière, était cette année devenu « prioritaire » aux yeux du gouvernement. Avec une enveloppe de près de 17 milliards de francs, il enregistre une hausse de 7 %, comme, a précisé le ministre, « ceux de la recherche, de l'éducation et de la culture ».

Le ministre s'est félicité du « climat favorable » qui avait selon lui entouré la réunion avec les syndicats. Ceux-ci « n'ont pas crié au miracle, mais je ne l'ai pas fait moi-même ». Malgré cet optimisme de leur ministre de tutelle, les syndicats, pénitentiaires notamment, n'ont pas caché leur déception. La part consacrée au plan de construction des nouvelles prisons tant pour les crédits d'équipement que pour les créations de postes ne laisse que « quelques miettes » pour le reste, estiment plusieurs syndicalistes. « On n'aura même pas de quoi repêcher une partie dans les autres prisons », a déclaré M. Jacques Viallet, secrétaire général de Force ouvrière. Pour l'Union fédérale autonome pénitentiaire (UFAP), « l'augmentation conséquente d'un

budget minable se traduit par un budget dérisoire ».

La plupart de ces syndicats, y compris la CFDT, protestent contre la fermeture de vingt-cinq prisons anciennes, une décision prise, selon eux, sans la moindre concertation, et qui entraînera des mutations perçues comme « autoritaires ».

Le ministre réplique que cette liste a été établie il y a dix ou quinze ans et qu'elle comportait quarante-cinq établissements. « J'ai beaucoup de sympathie pour les surveillants de prison, mais ils doivent comprendre qu'ils ne sont pas inviolables ». Les syndicats pénitentiaires envisagent les modalités d'un référendum dans toutes les prisons pour décider de la reprise d'un mouvement d'envergure à la fin du mois de septembre ou au début du mois d'octobre. Pour le garde des sceaux, « ils auraient tort de partir en guerre ».

Le ministre a expliqué qu'il souhaitait mettre en œuvre les moyens dont il disposait pour moderniser le service public de la justice. Le Syndicat de la magistrature (SM) s'est félicité de cet effort mais regrette la part prépondérante faite au programme de 13 000 places « engagé par M. Cholezard et repris par M. Arpaillange. En effet, 95 % des créations de postes n'intéressent que l'administration pénitentiaire ».

## Les horizons nouveaux

Le SM déplore l'insuffisance des crédits affectés à la prévention, aux

expériences de médiation et au financement des mesures destinées à éviter l'incarcération. L'Union syndicale des magistrats (USM, majoritaire), avec le Syndicat autonome des fonctionnaires de justice, adopte un ton bien plus virulent pour dire que « la politique de modernisation reste au niveau de l'incantation. Ce qui nous est proposé aujourd'hui ne peut être sérieusement mis en œuvre sans véritables moyens et ne saurait masquer la pauvreté constante du budget de la justice ».

L'intersyndicale regroupant le SM, l'USM et la plupart des organisations de fonctionnaires et d'éducateurs, qui avait dès le mois de juin exprimé son inquiétude devant la politique menée par M. Pierre Arpaillange et la faiblesse des moyens dont il dispose, devrait envisager de nouvelles actions à l'automne.

Par ailleurs, le garde des sceaux interrogé sur le projet de réforme de l'instruction auquel travaille depuis plus d'un an la commission « justice pénale et droit de l'homme » présidée par M. Mirville Delmas-Marty, a annoncé que le rapport qu'il devrait achever la commission « fin septembre ou au mois d'octobre ouvrira des horizons auxquels on n'aurait pas songé ». Pour « ouvrir un vrai dialogue de société », des auditions publiques de personnalités françaises ou étrangères, philosophes, historiens et chercheurs, devraient être organisées.

Ag. L.

## ÉDUCATION

La rentrée scolaire

## Les lycéens jardiniers de Lomme

Lomme (Nord)  
de notre envoyé spécial

Des parterres de pétunias et de bruyères baignés de soleil accueillent le visiteur : une serre luxuriante où foisonnent bananiers et figes illumine le bâtiment central. Avec ses airs de floraison, le lycée horticoles créé par la communauté urbaine de Lille est le lieu rêvé pour proclamer la spécificité de l'enseignement agricole.

M. Henri Nallet, ministre de l'Agriculture et de la Forêt, l'avait donc choisi, jeudi 7 septembre, pour marquer la rentrée des 138 000 jeunes scolarisés dans le secteur dont il a la charge (dont 42 % dans l'enseignement public). « À côté de l'énorme navire de l'éducation nationale, il y a aussi le petit bateau de l'enseignement agricole », a-t-il rappelé dans le théâtre de verdure où l'attendaient élus locaux et personnel du lycée.

Fort de son autonomie, de sa petite taille et de sa finalité bien ciblée, l'enseignement agricole fonctionne en lien étroit avec les milieux professionnels et les élèves connaissent moins de problèmes de débouchés qu'ailleurs. Des pratiques peu répandues dans l'éducation nationale, comme le contrôle continu des connaissances et les projets d'établissement, sont monnaie courante, tout comme la formation des adultes. « L'enseignement agricole a un temps d'avance », a pu proclamer le ministre sans que personne ne songe à le contredire.

Au lycée horticole de Lomme, la rentrée n'a d'ailleurs rien du psychodrame vécu ces jours-ci dans certains lycées d'enseignement général bondés et mal équipés. Les dix hectares de la roseraie, de l'arborétum, des espaces paysagés et des pépinières, les trois hectares de laiterie, potagers et autres légumes ne sont pas mis en jachère pendant les vacances scolaires.

## Laitnes

## et poitrans

Chacun des deux cent soixante élèves consacre quinze jours de ses congés à l'entretien du centre horticole, auquel les quinze professeurs participent aussi activement. L'établissement, géré par les municipalités de l'agglomération lilloise et doté d'une convention avec le ministère de l'Agriculture, possède ses propres sources de revenus : la vente d'apprentissage et la vente des produits de la pépinière aux municipalités et au public lui rapportent plus d'un million de francs par an, de quoi faire rêver n'importe quel professeur.

Après s'être longtemps contenté de bâtiments préfabriqués, le lycée a pu s'offrir récemment des installations que la plupart des lycées de France jugeraient luxueuses. Dans un laboratoire moderne, les lycéens s'initient à la culture in vitro. Sous les serres, tomates, anghelines, roses et tulipes sont cultivées « hors sol », sur un milieu nourricier élaboré sur place.

Dans la classe préparant au brevet de technicien agricole, options production florale et jardins-espaces verts, l'effectif n'est que de vingt-deux élèves. La majorité d'entre eux sont des citadins. M. Nallet a dialogué avec ces futurs horticulteurs dont il souhaitait entendre les doléances.

Les lycéens se sont surtout inquiétés des conséquences de l'acte unique européen. Ils ont parlé stages à l'étranger, apprentissage des langues, équivalences des diplômes, et se sont aussi préoccupés du nouveau calendrier scolaire qui, en repoussant les vacances d'été à la deuxième semaine de juillet, compromet, selon eux, les possibilités de stages et de travail d'été rémunéré.

« Il faut faire bouger les rythmes scolaires. Il n'est pas raisonnable que l'actuel troisième trimestre ne dure qu'à peine deux mois », leur a rétorqué le ministre qui veut « pousser » M. Jospin à modifier aussi les rythmes hebdomadaires et quotidiens des élèves.

Quant à 1992, « c'est une grande chance pour l'agriculture française mais ça va cogner », a prévenu M. Nallet, qui a exhorté les

apprentis horticulteurs à s'attaquer au marché de 3,6 milliards de francs correspondant aux fleurs que la France importe, principalement des Pays-Bas, tout en leur mettant en garde contre le mirage de la création de petites exploitations dans ce domaine. Réponses sages à des questions qui ne l'étaient pas moins.

PHILIPPE BERNARD.

## EN BREF

● Baisse de la population pénale au mois d'août. — La population pénale a enregistré une nouvelle baisse au mois d'août. Au 1<sup>er</sup> septembre, il y avait 45 229 détenus dans les prisons françaises contre 45 989 au 1<sup>er</sup> août. En juillet dernier, une baisse « sensible » de la population pénale — qui était passée de 48 478 à 45 989 — avait été enregistrée en raison, notamment, de la grâce collective du 14 juillet, qui avait entraîné la libération de 1 008 détenus. Le nombre de détenus était de 20 417 au 1<sup>er</sup> septembre contre 19 981 au 1<sup>er</sup> août.

● Les enfants de Bobigny : l'appel du parquet jugé « inopérant » par M. Arpaillange. — Le ministre de la justice, M. Pierre Arpaillange, a estimé, jeudi 7 septembre, « tout à fait inopérant » l'appel interjeté par le parquet de Bobigny dans l'affaire des trois enfants inculpés de viol sur un autre garçon de leur âge, incarcérés en janvier 1987, puis relâchés au mois de juin dernier par le tribunal pour enfants de la Seine-Saint-Denis (le Monde du 5 juillet). Lors de la conférence de presse consacrée jeudi à la présentation du projet de budget, le ministre de la justice a, sur cette affaire, déclaré : « La procureur général est libre, rien ne lui interdit de dire qu'il demande la relâche des trois jeunes. Je n'aurais aucun scrupule à l'appeler ou à lui demander par écrit la relâche des intéressés ».

● L'auteur présumé d'un incendie de forêt interpellé dans le Gard. — Les services de gendarmerie ont interpellé, jeudi 7 septembre à Salles-du-Gardon (Gard), Rémy Combes, dix-neuf ans, carrossier, considéré comme l'auteur présumé du feu de forêt qui s'est produit, lundi 4 septembre, dans une pinède de la Grand-Combe dans le massif du Rouvergue, au nord du département. C'est en luttant contre ce sinistre que deux pilotes d'un Fokker, affrété par la Sécurité civile, avaient été tués après que leur appareil se fut écrasé dans un large d'eau dans le massif du Rouvergue (le Monde du 5 septembre).

● Manifestation anti-skinheads à Tours. — Plusieurs centaines de personnes ont manifesté jeudi après-midi 7 septembre devant la préfecture de Tours (Indre-et-Loire) pour « dénoncer la haine et les agressions fascistes » après l'agression commise dimanche 3 septembre par un groupe de skinheads contre un étudiant blessé de plusieurs coups de couteau et victime, en outre, d'une fracture du nez (le Monde du 5 septembre). Répondant à l'appel de vingt-huit associations, dont SOS-Racisme, la Ligue des droits de l'homme, et de plusieurs syndicats et partis de gauche, les participants ont protesté « contre la violence fondée sur la haine et le non-respect des libertés individuelles ».

● Manifestation à Toulon en faveur du commandant Martin. — Une centaine d'anciens sous-officiers ont manifesté, jeudi 7 septembre, devant la préfecture de Toulon (Var) pour apporter leur soutien au capitaine de frégate Roger Martin, sanctionné de quinze jours d'arrêt pour avoir déclaré à TF 1 que « c'était aux chefs militaires de dépenser la ligne jeune pour éviter que la base ne la fusse ».

## Les époux Métral déposent une plainte contre M. Charles Pasqua

LYON  
de notre bureau régional

Anne-Marie et André Métral, sœur et beau-frère de Jacqueline Valente, cette Française enlevée en novembre 1987 et l'otage, au Liban, du groupe palestinien FATAH-Cossel révolutionnaire, ont déposé, lundi 4 septembre, une plainte avec constitution de partie civile, auprès de M. Jacques Hamy, doyen des juges d'instruction de Lyon, contre M. Charles Pasqua, ancien ministre de l'Intérieur et sénateur RPR de la Seine, pour « non-assistance à per-

sonne en danger ». « Nous avons acquis aujourd'hui la conviction, ont-ils déclaré, que M. Pasqua n'a jamais considéré M<sup>me</sup> Jacqueline Valente comme otage ». Ils invoquent une interview donnée à RTL par l'ancien ministre en mars 1989, au cours de laquelle il avait affirmé que M<sup>me</sup> Valente « a refusé de revenir en France ; elle a choisi une autre vie, elle ne peut plus être considérée comme otage ». M. Pasqua bénéficiant du « privilège de juridiction », la plainte devrait être transmise à la Haute Cour de justice.

## Condamné dans une affaire d'immigration clandestine

## Un inspecteur de police est relaxé par la cour d'appel

La douzième chambre de la cour d'appel de Paris, présidée par M<sup>re</sup> Jacqueline Clevery, a relaxé, mercredi 6 septembre, M. Alain Bouillaut, inspecteur de la police de l'air et des frontières (PAF) à l'aéroport de Roissy, poursuivi pour avoir facilité l'immigration clandestine de Chinois en France.

M. Bouillaut avait été condamné, le 21 juin dernier, à dix-huit mois de prison ferme et 20 000 F d'amende pour avoir participé à une filière qui conduisait les clandestins du Népal

en Égypte via Francfort et Paris (le Monde du 4 août).

Il disparaissait ainsi durant le trajet entre Roissy et Orly pour rejoindre des ateliers de confection clandestins.

Le policier, qui est actuellement suspendu, avait mené une grève de la faim dans sa cellule de la prison de Fresnes. Le SNIPAC (Syndicat national autonome des policiers en civil) estime dans un communiqué que cette relaxe « démontre la direction centrale de la PAF ».

## Dans un dispensaire du Perreux (Val-de-Marne)

## Un médecin assassiné pour « avoir donné le mal »

François Lizeray, un médecin âgé de quarante-deux ans, a été tué, mercredi 6 septembre, dans un dispensaire du Perreux (Val-de-Marne) par un Mallen qui n'avait pu accepter que le médecin lui annonce que sa femme enceinte était malade et qu'elle devait suivre un traitement.

Moussa Sissoko en voulait terriblement au docteur François Lizeray. « Il avait mis le mal en nous », disait-il. Le médecin, qui travaillait dans un dispensaire du Perreux, avait reçu Moussa Sissoko et sa femme enceinte à deux reprises, à la fin de l'année 1988 et au printemps 1989.

La seconde fois, alors que la jeune femme s'apprêtait à accoucher, il avait orienté la jeune femme vers un centre de gynécologie obstétrique pour qu'elle puisse suivre un traitement. Moussa Sissoko ne voulait pas l'accepter. Il ne croyait pas, disait-il, à la maladie de sa femme.

La jeune femme, âgée de dix-huit ans, avait accouché le 1<sup>er</sup> mai. Le mercredi 6 septembre, au dispensaire Lucmaïne de la rue Pierre-Barberet, elle revoyait le docteur Lizeray pour

la première fois depuis la naissance de l'enfant. Une consultation où elle s'était rendue en compagnie de son mari et de leur bébé, âgé de quatre mois.

Le docteur Lizeray, qui revenait de vacances, entassait ce jour-là ses premières consultations de rentrée. Moussa Sissoko n'a pas attendu son tour. Il est entré dans la salle de consultation, a sorti d'un paquet de couches un fusil de chasse à cross et canon scier, et a tiré à bout portant sur le médecin, qui est mort sur le coup. Le père, la mère et le bébé ont été arrêtés quelques minutes plus tard dans une rue voisine. « J'en voulais au médecin. Au médecin et à personne d'autre », dira Moussa Sissoko aux enquêteurs. A cause de cette maladie et de ce traitement annoncés peu avant la naissance de l'enfant.

Moussa Sissoko, quarante et un ans, travaillait comme soudeur dans une entreprise de Montreuil (Seine-Saint-Denis). Il avait quitté le Mali il y a une dizaine d'années. Il devait être déféré au parquet du tribunal de grande instance de Créteil (Val-de-Marne) vendredi 8 septembre, dans la journée.

ANNE CHEMIN.

## POLICE

## A l'appel des syndicats catégoriels

## Un rassemblement est interdit par la préfecture

Le préfet de police a interdit le « rassemblement » prévu par l'Union des syndicats catégoriels de la police (USC), lundi 11 septembre, devant le ministère des Finances à Paris. Second mouvement syndical policier, minoritaire par rapport à la Fédération autonome des syndicats de police (FASP), l'USC entend à son tour mobiliser les policiers contre « la perte de leur pouvoir d'achat et l'absence de réels déboullements de carrière ».

Selon la préfecture de police, ce rassemblement aurait constitué une « menace à l'ordre public ». Depuis les manifestations du 3 juin 1989 — où des policiers émus entre autres par les syndicats membres de l'USC s'étaient rendus place Vendôme et place Beauvau devant les ministères de la Justice puis de l'Intérieur —, les manifestations de rue envisagées par certains policiers ont toujours été interdites.

La FASP, de son côté, s'en tient à des actions sur les lieux de travail dont elle devrait annoncer les modalités à la mi-septembre, pour revendiquer une augmentation de 600 F « pour tous les policiers ».

## A L'Isle-d'Abeau

## Les élèves accueillent les élèves

L'ISLE-D'ABEAU (Isère)  
de notre envoyée spéciale

Ce matin encore, Myriam n'était pas rassurée. Bien avant de franchir pour la première fois le seuil du lycée, le jeudi 7 septembre, pour entrer en seconde, elle avait senti monter le trac des petits nouveaux. En une journée pourtant, elle a appris à identifier ses camarades et les moindres recoins de ces bâtiments qui lui paraissent tellement intimidants. Au lycée Léonard-de-Vinci, dans la ville nouvelle de l'Isle-d'Abeau, en Isère, chaque élève a des responsables et les élèves se mobilisent pour accueillir les derniers venus.

Depuis le mois de juin, plusieurs volontaires de première et de terminale ont été choisis et formés pour accueillir le premier contact des nouveaux avec ce lycée de plus de trois cents élèves. Ces « tuteurs », parmi lesquels quelques anciens élèves, venus par amitié, ont la délicate mission d'initier leurs camarades aux mille et un secrets de la vie de l'établissement. Ils leur présentent les locaux, leur indiquent les « coins tranquilles » et leur décrivent les particularités de tel ou tel professeur. Durant cette journée exempte de travail scolaire, ils prennent

## entièrement en charge les nouvelles recrues.

Après avoir été salués par le proviseur, les élèves sont réunis dans les classes pour faire connaissance. Puis quelques jeux soigneusement préparés, une promenade à travers le lycée et un déjeuner commun précèdent le grand jeu de piste et le tournoi de volley qui couronnent la journée.

A l'heure de rentrer chez eux, la plupart de ces lycéens arborent une mine réjouie. « C'est bien mieux d'être accueilli par des élèves, car ils comprennent ce que nous ressentons. Et puis, on peut leur poser des questions plus librement », explique un nouveau.

## Une heure de « vie de la classe »

« Je ne vois pas pourquoi les adolescents seraient moins sensibles à l'ambiance que les adultes », observe M<sup>me</sup> Colette Paillole, le proviseur, dont la porte demeure symboliquement ouverte. La réussite des élèves passe par la qualité des relations humaines. « Cette convivialité profite notamment aux élèves que les handicaps culturels ou affectifs rendent plus fragiles. Tous les emplois du temps comprennent une heure hebdomadaire de « VC » (« vie de

la classe ») consacrée aux débats d'idées, à la résolution des conflits ou à l'organisation d'activités extrascolaires.

Anticiper sur la loi d'orientation de M. Lionel Jospin, le lycée avait mis en place, depuis longtemps déjà, les conseils de délégués-élèves, qui reçoivent une formation spéciale et participent à l'intégralité des conseils de classe.

Cette qualité de vie scolaire ne fait cependant pas du lycée Léonard-de-Vinci un lieu de villégiature : les lycéens y ont un emploi du temps plus chargé que la moyenne. Leurs horaires comprennent, depuis cette année, deux heures supplémentaires d'initiation à l'informatique et à la communication. L'équipe enseignante s'efforce de mettre l'accent sur les méthodes de travail en habituant les lycéens à la prise de notes et à la recherche de documents. Cette philosophie mêlant rigueur et agrément semble porter ses fruits, puisque le lycée Léonard-de-Vinci a obtenu, en 1989, un pourcentage de réussite au baccalauréat de 81,5 % pour une moyenne nationale de 74,5 %.

M<sup>me</sup> le Proviseur a d'autres projets. Elle aimerait en particulier pouvoir évaluer les connaissances et les désirs de ses élèves lors de leur arrivée au lycée.

RAPHAËLE RÉROLLE.

## Au lycée Paul-Valéry à Paris

## Les bourdes de l'ordinateur

Au lycée Paul-Valéry dans le douzième arrondissement de Paris, la rentrée n'aura lieu que le lundi 11 septembre. Ce retard tient aux défauts de l'information expérimentée cette année pour aménager les emplois du temps. L'utilisation des logiciels a abouti à des situations extravagantes : plusieurs professeurs se retrouvent dans la même salle de cours ; sur cinq heures de français hebdomadaires, quatre ont lieu le lundi ; le gymnase est occupé tous les jours à l'heure du déjeuner, alors qu'il est libre le jeudi matin.

Mis en état d'alerte dès le mois de juillet par une première mesure de ces programmes, élaborés par des membres du personnel administratif qui avaient suivi des stages d'informatique, les enseignants avaient aussitôt protesté. L'administration avait tenté d'apporter des corrections au mois d'août, mais la capacité des logiciels était sans doute insuffisante pour tra-

ter avec la souplesse requise toutes les données. Les corrections sont donc restées très insatisfaisantes. « Par exemple, plutôt que de procéder à une nouvelle répartition des horaires, on a fait sauter des cours, affirme une enseignante de lettres. A une époque où l'on parle beaucoup d'efficacité de l'enseignement, c'est un curieux paradoxe ».

Une telle opération aurait sans doute nécessité l'intervention d'informaticiens de haut niveau, étant donnée la complexité des paramètres à traiter. Avec 2 500 élèves et 185 enseignants, le lycée Paul-Valéry se caractérise en outre par la diversité de ses options en langues, ce qui ne facilite pas la tâche. L'administration a donc décidé de prendre le temps nécessaire pour corriger les absurdités les plus flagrantes. Et se demande si, l'année prochaine, elle ne reviendra pas aux méthodes traditionnelles...

## Le Monde

SÉLECTION IMMOBILIÈRE  
chaque mercredi (éditions datées jeudi)  
Renseignements : 45-55-91-82. - Poste 4138

صكنا من الامم



## Société

### REPÈRES

#### Consommation

**Les pots pour bébés officiellement sans danger**

Le ministère de l'Agriculture a indiqué, jeudi 7 septembre, qu'en l'état actuel des informations, et dont donné les teneurs de la substance potentiellement cancérigène retrouvée dans des pots d'aliments pour bébés à base de pomme (le Monde du 7 septembre), il n'y a pas de danger pour la santé à consommer ces aliments.

Le ministère — qui a demandé dès le printemps à la commission des toxiques de réétudier le dossier d'homologation de ce produit (le daminozide) — a en outre précisé qu'il avait aussi pris la décision d'inciter les producteurs à réduire l'emploi de ce produit.

La décision définitive concernant le daminozide sera prise en 1990, avant le renouvellement de la campagne de pulvérisation de ce produit dans les vergers français. Le ministère de l'Agriculture a rappelé à ce propos que seulement 5 à 6 % des vergers français sont traités au daminozide.

En outre, le Conseil supérieur d'hygiène publique de France, saisi par le ministère de la Santé, de la sécurité et de la protection sociale, se prononcera vendredi 8 septembre sur ce dossier.

#### Espace

**Soyouz a rejoint la station Mir**

La navette spatiale soviétique Soyouz TM-8 s'est amarrée, vendredi 8 septembre à 0 h 25 (heure française), à la station orbitale Mir. Lancé dans la nuit de mardi au mercredi 8 septembre du cosmodrome de Baïkonour, en Asie centrale (le Monde du 7 septembre), la capsule emportait à son bord deux Soviétiques, Alexandre Viktorovitch et Alexandre Serebrov. — (AFP).

### DÉFENSE

Selon M. Fillon

## Le RPR a l'intention de demander à M. Mitterrand d'intervenir dans la crise de l'institution militaire

Le ministre de la Défense, M. Jean-Pierre Chevènement, a annoncé, jeudi 7 septembre, aux députés membres de la commission de la Défense, qu'il fera connaître à la fin de ce mois les nouvelles mesures de revalorisation de la condition des militaires, qui compléteront les initiatives déjà rendues publiques le 23 août dernier.

Après avoir expliqué qu'il « assumait » ses propos antérieurs sur « la campagne orchestrée par la droite et l'extrême droite » et sur « le mouvement à la déstabilisation des médias » lors de la diffusion de let-

tres anonymes de gendarmes protestant contre leurs conditions de vie et de travail, M. Chevènement a estimé qu'il était de sa responsabilité d'éviter « la contagion des lettres anonymes dans les armées ».

Il a cependant reconnu que l'expression du mécontentement des gendarmes correspondait à « un phénomène réel » qui tient à l'écart entre la condition militaire et la situation d'un certain nombre de catégories sociales auxquelles les militaires se comparent aujourd'hui.

La plupart des députés présents à cette réunion de la commission de la Défense, qui a exceptionnellement duré plus de trois heures et demi, ont condamné le procédé des lettres

anonymes et répété que l'opposition, en la circonstance, avait fait preuve de bon sens et de responsabilité, contrairement aux accusations de M. Chevènement.

Le ministre de la Défense n'a pas détaillé son plan de revalorisation de la condition des militaires. Il a seulement rappelé que l'indemnité pour charges militaires, attribuée à l'ensemble des cadres, sera augmentée de 12,4 % en 1990 et que, dans la gendarmerie, les effectifs seront accrus de trois mille gendarmes d'active et de mille gendarmes du contingent en trois ans, pendant que des crédits supplémentaires seront alloués en faveur du logement et pour une aide à l'achat de leur uniforme par les intéressés. C'est à la

fin de septembre que d'autres mesures seront annoncées à destination de tous les militaires.

A l'issue de la réunion, M. François Fillon, député RPR de la Sarthe, a indiqué que son parti comptait « se tourner vers le président de la République, qui est le chef de l'armée depuis neuf ans et qui est donc largement responsable de la situation ».

M. Fillon a ajouté : « On ne peut pas continuer à voir le chef des armées ne rien dire sur ce sujet. Nous allons demander au président de la République de nous faire pour mettre un terme à la crise dans la gendarmerie et à la cavalerie qui régit dans le gouvernement ». M. Chevènement a estimé que « le président François Mitterrand aura l'occasion de s'exprimer dans les conditions qu'il aura choisies ».

Le ministre de la Défense, interrogé par les journalistes après son entrée à l'Assemblée sur ses relations avec le ministre de l'Intérieur, a déclaré : « Nous sommes tout à fait d'accord pour travailler pour que l'existence de la police nationale, d'une part, et de la gendarmerie nationale, de l'autre, soit coordonnée. C'est la responsabilité du premier ministre que d'y veiller, et une réunion est prévue à son niveau, à la fin de septembre. Il y a donc tout gouvernement des débats qui sont parfaitement légitimes. Il y a des problèmes qui se posent au niveau de l'emploi des forces de police et de gendarmerie, mais ces problèmes sont débattus au sein du gouvernement ».

M. Chevènement, qui a demandé à être entendu par le bureau exécutif du PS, le 13 septembre, lors de sa réunion hebdomadaire, a conclu : « Mon collègue Pierre Joxe a ses problèmes et il les assume avec courage. C'est un ministre actif, moderne, dynamique. C'est un très bon ministre de l'Intérieur, et je m'efforce aussi d'être un très bon ministre de la Défense ».

### Des sapeurs-pompiers de Paris recourent, à leur tour, aux lettres anonymes

De statut militaire, mais dépendant pour leur emploi de la préfecture de police de Paris, les sapeurs-pompiers parisiens seraient-ils atteints par le virus ?

Toujours est-il que deux sous-officiers de la brigade des sapeurs-pompiers de Paris (BSPP) viennent d'adresser au ministre de la Défense deux lettres anonymes dans lesquelles ils évoquent leurs horaires de travail, la vétusté de leurs casques, le « poids écrasant de la hiérarchie » et la « barrière énorme » entre officiers et sous-officiers. Un début de mauvaise humeur auquel n'est peut-être pas étrangère la grève actuelle des pompiers des Aéroports de Paris, pour la plupart anciens sapeurs-pompiers de Paris ayant quitté le statut militaire et ses contraintes.

Les 7 128 sapeurs-pompiers de Paris ont effectué 310 000 interventions en 1988. Leur nombre a été multiplié par six en vingt ans, malgré une stagnation des effectifs. Ce surcroît de travail pour un corps qui, réparti dans 73 centres de secours, assure la sécurité de 6,5 millions de personnes, semble au centre d'un malaise déjà ancien, dont les lettres anonymes ne sont qu'une expression supplémentaire. Dans son dernier rapport sur l'état de la brigade, le général Pierre Godon, responsable de la BSPP, soulignait « une augmentation continue des charges opérationnelles ».

C'est sur sa proposition que le ministre de l'Intérieur, M. Pierre Joxe, et le préfet de police, M. Pierre Verbrugghe, ont élaboré un plan de modernisation établi sur dix ans, représentant des investissements de 1,5 milliard de francs.

Mais ce plan vise essentiellement la rénovation des casernes alors que, comme dans la gendarmerie, le problème posé semble aussi celui des relations entre la base et le commandement. Le budget de la BSPP est présenté par le préfet de police devant le Conseil de Paris qui l'adopte traditionnellement à l'unanimité. Celui de 1989 atteignait un montant de 116 millions de francs. Pour le budget 1990, M. Verbrugghe compte demander 147 millions de francs à la Ville de Paris.

### M. Rocard promet un « plan de reconversion » aux élus de la vallée de l'Ubaye

MARSEILLE  
de notre correspondant régional

Le premier ministre, M. Michel Rocard, a reçu, jeudi 7 septembre, une délégation des élus de la vallée de l'Ubaye venus l'entretenir des conséquences de la dissolution du 11<sup>e</sup> Bataillon de chasseurs alpins de Barcelonnette (Alpes-de-Haute-Provence) décidée, le 29 juin, par le ministre de la Défense dans le cadre du plan Armées 2000. Cette mesure, qui doit se traduire par le départ de mille trois cents personnes — un millier de militaires dont huit cents appelés et cent vingt familles — sur une population totale de sept mille habitants, avait suscité de très vives réactions locales, couronnées par un attentat contre la sous-préfecture de Barcelonnette (le Monde des 5, 6 et 17 août).

Le premier ministre a présenté à ses interlocuteurs les « excuses de la

République », pour l'absence de toute concertation préalable, qu'il a imputé, au mauvais fonctionnement de l'administration (l'un de ses soucis prioritaires). Il leur a annoncé que la dissolution du 11<sup>e</sup> BCA, qui devait être effective le 1<sup>er</sup> juillet 1990, n'entraînerait en application qu'« après la mise sur pied d'un plan de reconversion adapté aux nécessités locales ». Un communiqué publié par Matignon au terme de l'entrevue, longue d'une heure, précise que « les élus seront associés à l'élaboration de ce plan au sein d'un groupe de travail composé, sous l'égide du ministre de l'Aménagement du territoire, sous les ministères concernés et notamment le ministre de la Défense ». Ce groupe de travail devrait être réuni d'ici un mois.

Si les membres de la délégation ont été généralement déçus par la confirmation du départ des chas-

seurs alpins de la vallée de l'Ubaye — où ils sont présents depuis un siècle —, M. Jean-Pierre Aubert, maire (PS) de Jausiers, estimait, pour sa part, que « le pire avait été évité ».

« Nous sommes gagnés du temps, et nous sommes certains, aujourd'hui, d'obtenir des compensations, nous s'en est déclaré. Mais nous ne pouvons nous dire satisfaits avant de connaître la date exacte de dissolution du BCA et l'ampleur de ces compensations ».

Le maire de Jausiers, récemment nommé président du groupe CIC de Paris et qui est l'un des familiers des allées du pouvoir socialiste, espère obtenir du gouvernement le déclassement de la vallée de l'Ubaye, le maintien d'une présence administrative — civile ou militaire — ainsi que des aides à l'équipement touristique et au développement des activités de santé liées, en particulier, au climatisme.

G. P.

## Jean-Paul II et les juifs

(Suite de la première page.)

Comme dans la discussion eucharistique entre les confessions chrétiennes séparées (catholiques, réformés, orthodoxes), le rapprochement déjà opéré entre l'Eglise catholique et les juifs semble irréversible et, dans le même temps, leur nouveau progrès. Est-ce le retour du balancier ou l'impact personnel du Jean-Paul II, ce pape polonais dont la cote dans les milieux juifs est inversement proportionnelle au nombre considérable de textes et de gestes qu'il a déjà consacrés au judaïsme ?

Il y a quelque chose de tragique dans ce malentendu. Parce qu'il canonise, en 1982, son compatriote Maximilien Kolbe, qui avait de mourir en martyr dans les camps d'Auschwitz, avait été avec des milliers d'autres juifs, le pape se voit soupçonné de cautionner une partie de l'opinion catholique polonaise restée antisémite. Parce qu'il béatifie, en 1987, Edith Stein, cette philosophe allemande, juive et convertie à la foi chrétienne, gérée à Birkenau, Jean-Paul II devient, pour certaines organisations juives, l'artisan d'un « travestissement hagiographique de l'Holocauste » et d'une « appropriation de l'Holocauste ».

Ce dernier procès ne cessera de prendre de l'ampleur en onze ans de pontificat. Une messe célébrée par le pape à Birkenau, une église

construite à Sobibor, un cimetière et une croix implantés à Auschwitz, et Jean-Paul II passe pour être le chef d'un complot catholique destiné à « christianiser » les camps de la mort. On va même jusqu'à citer la nomination d'un juif converti à la tête d'un diocèse aussi prestigieux que celui de Paris pour accréditer la thèse qu'une stratégie « révisionniste » est en œuvre au Vatican (2).

Pourtant, jamais aucun pape n'avait condamné, comme celui-ci, dans ses lettres apostoliques, dans ses voyages à l'étranger, dans ses visites aux camps de concentration (Auschwitz-Birkenau en 1979, Majdanek en 1987, Mathausen en 1988), le nazisme (« une souillure criminelle ») et l'antisémitisme, « un racisme satanique ».

C'est à partir de l'Holocauste, du « mystère de la souffrance des enfants d'Israël, de leur éloignement de foi, d'espérance et d'humanité sous les orages dévastateurs » (3) que Jean-Paul II fait un devoir à son clergé et à ses fidèles de renforcer leurs liens avec le « peuple juif ». Bien loin de régresser dans l'enseignement de l'Eglise, la présentation du judaïsme n'a fait que s'améliorer depuis le concile Vatican II et le document *Nostra Aetate* de 1965.

« Vous êtes nos frères préférés et, en un sens, nos frères aînés » : ce mot de Jean-Paul II, adressé à un public juif, a fait le tour du monde. Il a été prononcé le 13 avril 1986 au cours de sa fameuse visite, sans précédent pour un pape, à la grande synagogue de Rome. Si « révisionnisme » il y a dans l'Eglise catholique, c'est à l'égard de son vocabulaire. En 1965, dans le texte conciliaire déjà cité, les juifs ne sont définis qu'en termes bibliques, c'est-à-dire par rapport à leur passé : « Peuple élu », « racine de l'olivier », « peuple juif ».

Dix ans plus tard, dans les *Orientations* publiées par le Vatican pour le dialogue avec le judaïsme, les termes utilisés (« frères juifs », « peuple juif ») sont déjà plus modernes. En 1985, dans les *Notes pour une présentation correcte des juifs et du judaïsme*, le Vatican demande instamment aux catholiques de « tenir compte de la foi et de la vie religieuse du peuple juif, telles qu'elles sont professées et vécues maintenant » (4).

Autre preuve quasi sémantique de l'évolution du discours catholique sur le judaïsme : les documents de 1965 et de 1975 ne font aucune allusion à la Shoah, ni même à l'Etat d'Israël. Or les *Notes* de 1985, écrites sous la responsabilité de Jean-Paul II, ne craignent plus d'évoquer l'« attachement réif-

gieux » du peuple juif à la terre d'Israël, qui est un aspect essentiel de sa « fidélité au Dieu unique ». Reconnaissance d'une histoire religieuse spécifique, de la légitimité de l'espérance messianique, d'un lien spirituel et unique avec Israël : cette triple conversion de l'Eglise catholique à l'égard du judaïsme ne s'est pas faite sans douleur.

#### Le soupçon

Chacun conviendrait pourtant qu'après le printemps des années 60, le dialogue judéo-catholique a tourné une page. S'agissant de questions plus essentielles, il est devenu plus serré. Mais une longue suspicion s'empare aujourd'hui sur l'analyse objective des textes et des faits. Elle est alimentée par les maladroites commises des deux côtés, les initiatives mal expliquées, la confusion des intentions, le retard des mentalités, particulièrement évident en Pologne.

La crispation de ces dernières années s'explique en grande partie

par la non-reconnaissance par l'Eglise catholique de l'Etat d'Israël. Le Vatican n'a aucune représentation à Jérusalem. N'ayant jamais pris la route de la Ville sainte — en quarante-cinq voyages à travers la planète —, recevant au Vatican des personnalités aussi contestées par les juifs que M. Yasser Arafat (en 1982) ou M. Kurt Waldheim (en 1987), Jean-Paul II a beaucoup déçu aux yeux des autorités israéliennes. La distance entre Jérusalem, la ville des prophètes, et Rome, la ville des diplomates, semble infinie.

La secrétairerie d'Etat et le pape s'entendent pour procéder à la reconnaissance d'Israël qui se situe à l'intersection d'une avancée décisive pour la paix au Proche-Orient. Conformément à sa tradition diplomatique, le Saint-Siège n'établit pas de relations formelles avec des pays dont les frontières sont contestées. Israël n'est pas plus reconnu que la Jordanie. Le pape entend également se montrer

attentif aux droits des Palestiniens, et il réclame un statut particulier pour la ville de Jérusalem, garantissant le libre accès des lieux saints.

L'Eglise catholique ne reconnaît pas pour autant l'existence de l'Etat d'Israël. La référence la plus marquante est la lettre apostolique du pape sur Jérusalem, datée du 20 avril 1964 : « Sur le peuple juif, qui vit dans l'Etat d'Israël, nous devons invoquer la sécurité désirée et la juste tranquillité, qui est la prérogative de toute nation ». Mais la subtile distinction qu'il établit entre cette reconnaissance de fait et l'absence de relations formelles n'est pas comprise par les organisations juives.

Celles-ci admettent volontiers que l'Eglise a abandonné les caricatures du passé sur le judaïsme et Israël, mais elles continuent de soupçonner les catholiques de ne pas avoir admis la place centrale qu'occupe Israël dans l'histoire du salut et le lien indissociable que tout juif religieux fait entre sa judéité et la terre même d'Israël. La distinction du politique et du religieux ici n'est pas possible.

Ce désaccord théologique a récemment rebondi avec des interventions du pape au cours d'audiences publiques sur la place Saint-Pierre. Sur la foi d'un résumé paru dans la version anglaise de *L'Osservatore Romano*, qui a mis en face les communistes juives des Etats-Unis, Jean-Paul II aurait condamné l'« infidélité d'Israël » à l'Alliance, c'est-à-dire de l'Eglise (2 août) et qu'« aux termes de la Nouvelle Alliance, les chrétiens sont consacrés membres de la race d'Israël, prétrise royale et nation sainte » (16 août) (5).

#### Un document en retard

Mais en pleine polémique sur le carnal d'Auschwitz, les milieux juifs n'ont pas compris cette insistance mise sur la théologie chrétienne la plus traditionnelle. Le pape est allé jusqu'à rappeler que « Jérusalem, point d'arrivée du peuple de Dieu dans l'Ancienne Alliance, doit devenir maintenant le point de départ de l'histoire de la Nouvelle Alliance, c'est-à-dire de l'Eglise » (2 août) et qu'« aux termes de la Nouvelle Alliance, les chrétiens sont consacrés membres de la race d'Israël, prétrise royale et nation sainte » (16 août) (5).

Un mur d'incompréhension se dresse aussi à propos de la Shoah, l'autre point sensible des relations entre les juifs et les catholiques. Dès 1945, Stanislas Fumet disait que l'Eglise devait « s'arracher les vêtements ». Or si le pape s'est souvent exprimé sur le génocide

### « Certains juifs s'arrogent en quelque sorte l'exclusivité du génocide » déclare M. Jean-Marie Domenach

Dans l'événement du jeudi 7 septembre, le cinéaste Claude Lanzmann (auteur de *Shoah*) estime que « les juifs ont de toute façon perdu la bataille d'Auschwitz : il ne fallait pas négocier, c'était une erreur. Il fallait protester ». Selon lui « ce scandale absolu qu'est l'installation d'un carnal à Auschwitz n'est qu'un symbole. Le vrai problème, c'est l'antisémitisme polonais : le double enseignement des curés et des communistes, leur complicité objective, ont fait que le mot juif est à peine prononcé ».

Ancien directeur d'*Esprit*, et ancien résistant, M. Jean-Marie Domenach, dans le même numéro de l'*Evénement*, donne un écho différent : « Il est vrai, estime-t-il, que les catholiques ont des responsabilités énormes et que l'affaire a été gravement entamée par l'épiscopat polonais, certains juifs s'arrogent en quelque sorte l'exclusivité du génocide [...] ». Un certain nombre de gens se servent de ce que fut l'Holocauste pour imposer leur ambition, leurs succès littéraires ou autres. C'est inadmissible. Je

n'admets pas que des gens qui n'ont pas donné des preuves de leur combat contre le racisme touchent aujourd'hui les dividendes d'Auschwitz ».

Pour sa part, André Frossard écrit dans le *Figaro* du 8 septembre : « On souhaite que les carnal, dont les bonnes intentions ne sont pas douteuses, comprennent enfin que les juifs ont des droits sur cet enclos du désespoir [...] ». En s'éloignant d'Auschwitz, elles permettraient aux juifs et aux chrétiens de reprendre leur dialogue interrompu, et l'erreur qu'elles ont involontairement commise se changerait en bienfait : la prière ne peut pas faire plus ».

Huflin, dans un éditorial de la *Croix* du 8 septembre, M. Noël Copin écrit : « Pas plus que les juifs — ainsi que le dit le concile — ne peuvent être tenus pour responsables de la Passion du Christ, les catholiques d'aujourd'hui ne peuvent être tenus pour responsables de l'antisémitisme d'hier ».

des juifs, notamment en juin 1987 au cours d'une rencontre émue avec l'ancien ghetto de Varsovie, l'Eglise ne s'est jamais formellement prononcée sur ses responsabilités dans les crimes perpétrés en terre chrétienne. Elle n'aime pas s'entendre rappeler ses faux pas, ses silences coupables ou complices. Viennent la catholique qui fit à Hitler, en 1938, un accueil triomphal. L'épiscopat allemand, dans sa majorité, s'est compromis avec le régime hitlérien. Fidèle à Pélagie, l'épiscopat français, sans exceptions, couvrit par son silence la législation antijuive de Vichy.

Pour dépassionner la querelle née de la visite au Vatican de M. Kurt Waldheim, le pape avait promis, le 1<sup>er</sup> septembre 1987, à des organisations juives venues le voir à Castelgandolfo, la rédaction d'un document catholique sur l'Holocauste. Deux ans après, la rédaction n'a toujours pas commencé. La commission de dialogue international entre les organisations juives et le Vatican doit au préalable se rencontrer. Elle ne l'a plus fait depuis l'annulation d'une réunion prévue à Washington en décembre 1987.

Ce manque d'empressement accentue la crainte de ceux qui pensent que l'Eglise est incapable d'affronter son propre passé. Avec l'affaire du carnal d'Auschwitz, le dialogue judéo-catholique traverse sa plus sérieuse crise depuis la guerre. On imagine mal que l'obstination de quelques religieux polonais puisse entraver une histoire chère à Jean XXIII et à Jules Ise, vieille seulement de vingt-cinq ans, celle de la réconciliation de deux religions que tout opposait depuis deux mille ans.

HENRI TINCQ.

(2) Dans « Lettre ouverte au cardinal Lustiger. L'autre révisionnisme », de Raphaël Drul. Edition Aléa (le Monde du 2 juin).

(3) Discours aux délégués des conférences épiscopales pour les relations avec le judaïsme, (6 mars 1982).

(4) Dans la revue *Israh* (avril-juin 1986), Eugène J. Fisher analyse l'évolution de l'enseignement de l'Eglise sur le judaïsme de 1965. *Israh*, 45, rue de la Glacière, 75013 Paris.

(5) Ces déclarations contestées seront traduites et publiées dans le prochain numéro de la *Documentation catholique* (15 septembre 1989), au 3, rue Bayard, Paris (8).





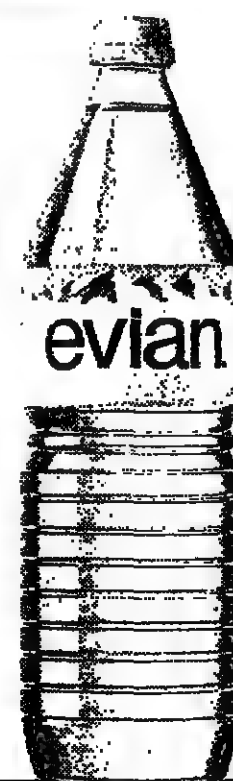
**A New York, il existe encore quelques centimètres carrés où il fait bon vivre.**



BELIER WTS Photo Quirin Casade - Sport Vision



**A Flushing Meadow, tous les joueurs boivent Evian.**



صباحنا من الامم



# Sports

... Le Monde • Samedi 9 septembre 1989 13

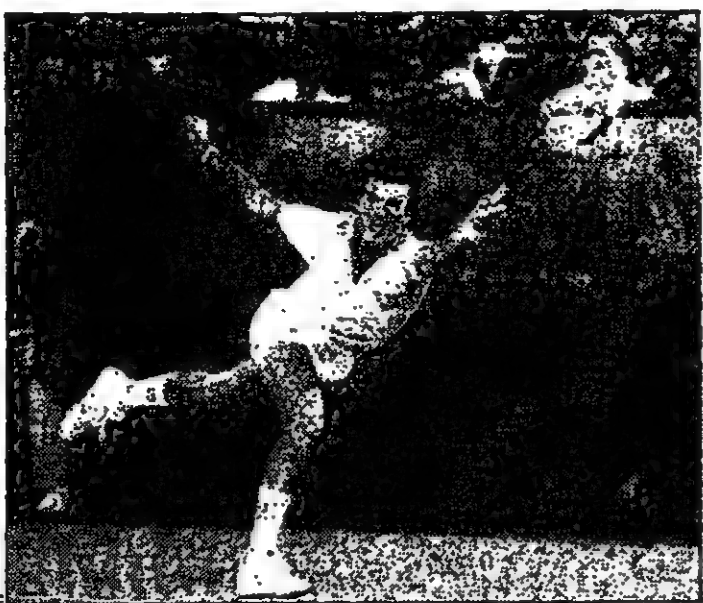
## TENNIS : Open des Etats-Unis

### Connors jusqu'à la dernière corde

Steffi Graf et Martina Navratilova étaient les favorites logiques des demi-finales dames de l'Open de tennis des Etats-Unis qu'elles devaient disputer vendredi 8 septembre contre, respectivement, Gabriela Sabatini et Zina Garrison ; l'Allemande de l'Ouest comptait seize victoires contre trois défaites sur l'Argentine, et l'Américaine vingt-quatre succès contre un échec sur sa compatriote noire. Trois fois

champion de l'Open des Etats-Unis en double associé à Peter Fleming, John McEnroe n'avait pas disputé cette épreuve à Flushing Meadow depuis 1984 (il avait été disqualifié en 1986 pour être arrivé en retard au stade à cause d'un embouteillage). Avec un nouveau partenaire, Mark Woodford, l'Américain a éliminé la paire Rich Leach-Jim Pugh, tête de série numéro un, et il devait disputer vendredi la

finale contre les champions 1987, Ken Flach et Robert Seguso, tites de série numéro quatre. En gagnant pour la première fois de sa carrière un match en cinq manches, contre Jimmy Connors, André Agassi s'est qualifié pour la demi-finale masculine, qu'il disputera samedi 9 septembre face à Ivan Lendl, finaliste des sept dernières années d'un Open qu'il a remporté trois fois.



servait à 4-2 dans la deuxième manche et faisait tout pour empêcher son adversaire d'égaliser. Agassi fut d'ailleurs tellement troublé par ce spectacle de grand blesé de guerre qu'il devait perdre le troisième set blanc. Il ne mettait plus une balle dans le court alors que Connors, ce malade imaginaire, s'était remis à courir comme un lapin, servait et volait comme jamais. Et il y avait de la férocité dans sa façon de conclure les points, comme s'il voulait faire payer chèrement à Agassi d'avoir dit l'an passé après sa victoire : « Je suis déçu, j'avais parié avec un copain que je battrais le vieux roi, mais... ».

Le plus incroyable pourtant, dans cette affaire, ce fut le comportement du public. Loins de s'offusquer des agissements du vétéran du tournoi, il en était ravi, il en redemandait. Que Connors triomphe après un point et d'être assis de la durée dans les tribunes. Certes celui-ci a été un grand champion. Mais se grandit-il encore en prolongeant sa carrière de la sorte ? Et fallait-il prendre fait et cause pour lui au point d'en faire venir les larmes aux yeux d'Agassi servant pour le match ?

Flushing Meadow a montré jeudi soir son mauvais visage. Celui d'une Amérique avachie qui préférerait le show frêlé à la compétition authentique. C'est d'une Amérique « lif-lif », qui ne peut pas en sa jeunesse et qui s'accroche à ses mythes. Pour s'être sorti des pièges qui lui étaient sournoisement tendus, pour avoir surmonté dans un tournoi d'hostilité, André Agassi méritait pourtant de gagner — en plus d'une place en demi-finale contre Ivan Lendl — le respect de tous. En s'imposant pour la première fois de sa carrière en cinq manches, il a prouvé qu'il avait lui aussi des trépassés. Mais ce n'était pas une partie de tennis qu'il a gagnée, plutôt un combat de catch. Et si l'on n'y prend garde, ce jeu ne sera bientôt plus que cela.

## Résultats du 7 septembre

**Simple messieurs**  
(quarts de finale)  
Lendl (Tch., n° 1) b. T. Mayotte (EU, n° 9) 6-4, 6-0, 6-1 ; A. Agassi (EU, n° 6) b. J. Connors (EU, n° 13) 6-1, 4-6, 6-3, 6-4.

**Double mixte**  
(finale)  
R. White-S. Cannon (EU) b. M. McGrath-R. Leach (EU) 3-6, 6-2, 7-5.

**Double dames**  
(demi-finales)  
H. Mandlikova (Aut.)-M. Navratilova (EU) b. S. Graf (RFA)-G. Sabatini (Arg.) 6-1, 7-5 ; M.-J. Fernandez (EU)-P. Shriver (EU) b. N. Provis (Aus.)-E. Reinisch (A.S.) 6-7, 6-4, 6-3.

**Simple juniors garçons**  
(troisième tour)  
F. Santoro (Fr., n° 3) b. J. Leach (EU) 7-6, 7-5.

**Simple juniors filles**  
(troisième tour)  
S. Testud (Fr.) b. K. Po (EU) 2-6, 7-6, 7-6.

## ATHLÉTISME : Coupe du monde

### Une Europe sans couleurs

Dernière grande compétition de la saison d'athlétisme, la Coupe du monde réunit, de vendredi 8 à dimanche 10 septembre, sur la piste du stade olympique de Barcelone, huit équipes : les cinq sélections continentales plus les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la RDA. La sélection de l'Europe, où la France est représentée par neuf athlètes, semble avoir des préoccupations très éloignées de celles du grand marché européen de 1993.

**PASCAL THIÉBAUT.** Trente ans, recordman de France du 5 000 mètres, soupire longuement et lève les yeux au ciel lorsqu'on lui parle de la Coupe du monde. Des regrets ? Pire : du dépit. « J'aurais aimé y être, c'est évident. C'est une compétition très prestigieuse, qui honore la carte de visite d'un athlète. Mais, que voulez-vous, pour être sélectionné en équipe d'Europe, il faut mieux être Italien que Français... ».

Vainqueur du 1 500 mètres de la coupe d'Europe début août à Gateshead, Thiébaud aurait dû logiquement représenter son continent sur la piste du stade olympique de Barcelone. La Coupe d'Europe ayant été choisie par l'AEA (Association européenne d'athlétisme) comme épreuve de sélection, il avait tous les atouts de son côté sauf un : sa nationalité. « Vous parlez d'une sélection européenne ? En fait, c'est totalement politique. Il faut être défendu. Et moi, je l'ai été beaucoup moins que l'Italien Di Napoli... ».

Pascal Thiébaud ne portera donc pas les couleurs de l'Europe mais s'en console. Joseph Mah-moud qui a été sélectionné européen sur 3 000 mètres steeple, lors de la Coupe du monde en 1983 à Canberra (Australie), affirme aujourd'hui : « De toutes façons, l'équipe d'Europe n'a aucune cohérence. On ne peut pas se sentir Européen lorsque l'on porte ce maillot car, dans cette sélection, personne ne se parle vraiment. Ce n'est pas une équipe, simplement une addition d'individus. Je me souviens que nous avons été réunis deux fois avant la compétition, mais aucun des dirigeants n'avait essayé de faire passer un message européen. Du coup, les gars n'étaient pas motivés. Et notre quatrième place au classe-

ment masculin n'a fait ni chaud ni froid à la plupart des athlètes sélectionnés... ».

L'Europe du sport est encore bien abstraite et rien ne vaut les sélections nationales. Le 4 x 100 mètres français ne s'y est pas croulé : battu d'un rien par le quatuor britannique le 5 août en Coupe d'Europe, Max Morinière, Daniel Sangouma, Gilles Quéhé-hervé et Bruno Marie-Rose ont promis de faire mieux en Coupe du Monde. « A Gateshead, on a été battu pour avoir sans doute trop joué la prudence, explique Gilles Quéhé-hervé. Mais il fallait absolument assurer une bonne place pour l'équipe de France, qui avait besoin du maximum de points. A Barcelone, on prendra tous les risques. » Sous-entendu : peu importe que la sélection européenne ait elle aussi besoin de points, l'essentiel est de battre ces maudits relayeurs anglais.

Ce relais 4 x 100 m sera donc français avant de se sentir européen. Il cherchera à oublier sa défaite en Coupe d'Europe et à améliorer le record de France (38 sec. 40) établi l'été dernier en finale olympique, plus qu'à défendre l'honneur européen.

Même Fernand Urtebise, l'entraîneur de Laurence Bily et Daniel Sangouma, a toutes les peines du monde à concevoir cette réalité européenne. Choisi par l'AEA pour occuper le poste pour le moins stérile d'entraîneur de sprint de l'équipe d'Europe, Fernand Urtebise est bien décidé à « créer un esprit d'équipe » mais ne se fait pas trop d'illusions. « Je ne connais qu'un seul des autres entraîneurs de cette sélection, le Suisse Jean-Pierre Egger, qui doit s'occuper des lancers. Les autres, je crois ne les avoir jamais rencontrés. Et puis, en quelle langue allons-nous parler ? C'est un vrai problème. Ce qui est sûr, c'est que je vais essayer de rapprocher les athlètes des différents pays. Il faudra éviter que les Français restent entre eux, c'est pourquoi j'ai décidé que nous irions à la table du Soviétique Krilov, qui est remplaçant pour le relais... ».

Fernand Urtebise s'interroge sur l'ambiance européenne, pendant ces trois journées d'athlétisme à Barcelone. « Si ce genre de compétitions peut servir à rapprocher les nationalités, j'en serais très heureux... ».

ALAIN MERCIER.

## CYCLISME : Remous dans les équipes

### LeMond : la course aux millions

LES exploits de Greg LeMond, qui donne du sport cycliste une image tonique, coïncident avec un événement moins heureux : la disparition de l'équipe Peugeot du peloton professionnel. Or, les deux faits, sans lien apparent, s'inscrivent, paradoxalement, dans un même contexte. La firme Z (Zan-nier), spécialiste du vêtement d'enfants, qui commandait l'équipe Peugeot depuis trois ans, s'est en effet rapprochée du groupe FAGOR (géant espagnol de l'électroménager), lequel envisage d'engager le double vainqueur du Tour de France et du Championnat du monde pour la saison prochaine, afin de compenser le départ de Stephen Roche.

La conclusion du protocole d'accord reste subordonnée aux exigences financières du coureur américain, qui a placé la barre très haut : 5,7 millions de dollars pour un contrat de trois ans, garantis par la couverture hant-caire, soit en moyenne 1,8 million de dollars par an.

Cette transaction — sans précédent dans le domaine du vélo — ferait de LeMond le coureur cycliste le mieux payé de tous les temps. Ses gains seraient certes inférieurs à ceux des boxeurs ou des joueurs de base-ball, mais ils représenteraient la moitié du budget d'une équipe comme FAGOR, qui veut précisément obtenir sa signature.

JACQUES AUGENDRE.

## Snooker à Paris

Passé de la 103<sup>e</sup> place à la 3<sup>e</sup> en un temps record, le jeune prodige ne vit que pour le snooker et n'a qu'une idée en tête : détrôner Steve Davis, qui occupe le haut du classement mondial depuis six ans consécutivement.

Opposé à John Virgo, président des joueurs professionnels britanniques, dans le Grand Prix Norwich Union à l'Hotel Hilton, « Spike », surnom que l'Ecosse doit à sa chevelure, attaquant, qui n'a pas son égal pour empêcher une bille placée n'importe où sur le tapis, ne devrait pas laisser beaucoup de frames (sets) à son adversaire lors de cette soirée enregistrée par Canal Plus et retransmise ultérieurement.

G. C.

\* Grand Prix Norwich Union, Hotel Hilton, 18, avenue de Suffren, 75015 Paris, le 9 septembre à 20 heures. Renseignements, tél. : 42-73-92-00.

mètres carrés

## Décharge publique

En douze années d'existence, le stade de Flushing Meadow est resté ce que son nom américain suggère : une décharge publique puante, une écocatastrophe de la société de consommation outre-Atlantique. Mais il y a un joueur pour être à l'aise dans cet environnement pestilenciel : Jimmy Connors.

En tout cas, après une bien étrange victoire sur Stefan Edberg en huitième de finale (le Monde du 3 septembre), l'Américain âgé de trente-sept ans a été l'acteur, sinon le héros, jeudi 7 septembre, d'un quart de finale sordide, détestable, avare de coups de poing et de consommation.

« Jimbo » est apparu dans toute sa splendeur, c'est-à-dire tout son horreur. On l'a soupçonné — peut-être à tort, mais seuls des contrôles antidopage pourraient nous en convaincre — de trouver dans la pharmacopée les recettes de son exceptionnelle longévité, de sa santé quasi miraculeuse. Mais il y a bien d'autres moyens de tricher sur un court, et Connors les connaît tous.

L'Américain a donc commencé par jouer avec une lenteur exaspante : il a attendu systématiquement que l'arbitre lui ait intimé l'ordre d'aller prendre sa place aux changements de côté pour quitter sa chaise ; il a essayé entre chaque point le manche de sa raquette comme avant une revue militaire. Il pouvait ainsi mieux reprendre son souffle mais il pouvait

## Masters-sur-le-Main

Le « tournoi des maîtres », qui mettra en présence, du 27 novembre au 4 décembre, les huit meilleurs joueurs du Grand Prix 1989, sera le dernier du genre. Après treize tournois disputés au Madison Square Garden de New-York, le Masters émigrera en 1990, et, pour au moins trois ans, à Francfort (RFA).

C'est une des nombreuses conséquences de la réorganisation du circuit tennistique mondial masculin par l'Association des joueurs (ATP). Evoquée l'an dernier au cours d'une conférence de presse piétinée derrière sur un parking de Flushing Meadow, cette réorganisation est désormais une réalité qui va entraîner la disparition du Conseil professionnel (ITTC), l'instance tripartite (Fédération internationale, Association des joueurs et organisateurs de tournois) qui gère le jeu depuis 1974.

Créé en 1970, le « Grand Prix », qui a été commandité notamment par Volvo puis par Nabisco, sera remplacé par le « Tour », dont le sponsor n'est pas encore connu. Celui-ci comprendra 73 épreuves réparties en deux catégories (21 « championship series » et 52 « world series »). Contrairement aux précédentes séries de l'ATP, le calendrier des cinquante premiers joueurs n'en sera pas allégé : ils devront participer à tous les tournois au moins dans l'année, sans

compter les quatre du Grand Chelem qui ne font pas partie du « tour ».

Autres innovations : une réduction de 30 à 25 secondes du temps autorisé entre deux points ; un arrêt de 80 secondes à la fin de chaque set, que le nombre de jeux soit pair ou impair ; une conclusion de tous les sets au tie-break en cas d'égalité à 6-6 ; un durcissement du code de conduite, la disqualification étant prononcée après un avertissement et un point de pénalité sans attendre le jeu de pénalité.

Pour ce qui concerne le Masters, qui aura donc lieu dans la capitale du Land de Hesse et de la saucisse, le directeur de l'ATP, Harrington Jordan, a indiqué que la dotation se monterait à deux millions de dollars (bourse la plus élevée partagée par huit joueurs dans un tournoi officiel), et que, contrairement à l'usage actuel, les résultats seraient pris en compte dans le classement mondial avec le même coefficient que les tournois du Grand Chelem. Ces dispositions ont été rendues possibles grâce au contrat négocié par le groupe IMG de Mark McCormack avec la chaîne de télévision privée ouest-allemande SAT 1, contrat qui devrait rapporter quelque 30 millions de dollars de droits à l'ATP au cours des trois prochaines années.

A. G.

## LES HEURES DU STADE

### Athlétisme

Coupe du monde. — Barcelone (Espagne) jusqu'au dimanche 10 septembre. (A 2, samedi 9 à 14 h 45, dimanche à 23 h 40).

### Automobile

Championnat du monde d'1.1. — Grand Prix d'Italie à Monza, dimanche 10 septembre (TF1 en direct à 14 h 40).

### Aviron

Championnats du monde. — Bled (Yougoslavie), jusqu'au dimanche 10 septembre.

### Base-Ball

Championnats d'Europe. — Paris, jusqu'au dimanche 10 septembre.

### Cyclisme

Tour de la Communauté Européenne. — Jusqu'au jeudi 14 septembre.

### Football

Championnat de France. — Neuvième journée de divi-

sion 1 et 2, samedi 9 septembre.

### Motocyclisme

Coupe FIM d'endurance. — 53<sup>e</sup> Bol d'or au Castellet (Var), les samedi 9 et dimanche 10 septembre. (FR3, départ en direct, samedi à 14 h 55, arrivée dimanche à 18 h 30).

### Natation synchronisée

Coupe du monde. — Paris, piscine des Tourneffes, jusqu'au dimanche 10 septembre.

### Sports équestres

Championnats d'Europe de concours complet. — Burghley (Grande-Bretagne), jusqu'au dimanche 10 septembre.

### Tennis

Open des Etats-Unis. — Flushing-Meadow, jusqu'au dimanche 10 septembre. (L 5, samedi à 22 h 15 finale dames, dimanche à 22 h 10 finale messieurs).

**Le Monde**  
EN BANQUE  
DE DONNEES

LE TEXTE INTEGRAL DU MONDE INDEXE DEPUIS JANVIER 1987 EN LIGNE SUR VOTRE TERMINAL OU VOTRE MINUTEUR.

POUR TOUTS RENSEIGNEMENTS :

SINORG G CAM.  
SERVEUR

Tél. : (1) 45-38-70-72

**Librairie BIBLIOPHANE** 28, rue des Minimes 75004 PARIS

L'EVENEMENT LITTERAIRE DE L'ANNEE, C'EST A BIBLIOPHANE

DIMANCHE 10 SEPTEMBRE, DE 15 h à 18 h, Rencontre - Signature avec à l'occasion de la sortie de son livre

**ELIE WIESEL L'OUBLIE (Le Seuil)**

Prochaines signatures

Nichèle KAHN : Rue du Roi Doré (Ramsay) - 17/9/89

Mireille Hadastebel : Flavius Josephé (Fayard) - 24/9/89

RENSEIGNEMENTS 48-57-82-20







10 septembre

# Le Monde SANS VISA



Habiter Moscou est un privilège considérable pour l'homo sovieticus, qui indique l'appartenance à une caste, à une sorte de noblesse. Un jeune écrivain soviétique donne les « clefs » de sa capitale.

## Le Moscou d'un Moscovite

par Viktor  
Erofeiev

**M**OSCOU n'existe pas. Si vous songez à y aller, sachez que, à la différence des grandes villes du monde, belles ou laides, Moscou n'a pas d'objectivité stable.

Paris, formidablement réelle, existe sans considération du temps qu'il fait, de votre humeur ou de vos finances, de vos liens personnels avec les Parisiens. Paris existe sans vous.

Moscou, au contraire, a grand besoin de vous pour acquiescer à sa réalité. Son seul architecte, c'est vous, même si vous n'êtes pas un professionnel !

Moi non plus. Mais je suis un écrivain moscovite. J'ai vécu quarante ans dans cette ville et, si je n'avais su me créer ma Moscou à moi, ma vie serait devenue un enfer.

Tout dépend de votre projet. Voulez-vous un monstre ? V. u. l'aurez sans mal ni perte de temps : Moscou recèle bien des laideurs. Quant à bâtir quelque chose de plaisant et d'humain, si tel est votre désir, c'est possible aussi.

Commençons par le physique. C'est important, bien sûr, quoique non déterminant, comme vous le verrez, dans votre entreprise de construction. Moscou, avec ses huit millions d'habitants, est constituée de plusieurs anneaux rappelant les ondes concentriques fuyant le point d'impact d'une pierre dans une eau calme. Ce point, c'est le Kremlin. Les vagues qui s'en éloignent dépassent les limites de la ville : la composition circulaire possède, à la dimension du pays, un sens moins physique que politique.

Le Kremlin, dans la mythologie soviétique, est le lieu sacré : fortresse close de hautes murailles en brique ponctuées de tours gothiques, avec une garde particulière dont l'uniforme ne ressemble à

aucun autre de l'armée rouge. L'ouverture aux visiteurs, après la mort de Staline, est très partielle, la majeure partie du territoire restant inaccessible au touriste. L'atmosphère de vénération religieuse le dispute à l'ambiance de camp militaire. Une propriété exemplaire, les plus beaux pavés de la capitale et des pelouses impeccables n'en font pourtant qu'une caserne triste. Au lieu de la traditionnelle place du marché, cœur des villes de la vieille Europe, s'élèvent des églises austères, repliées sur elles-mêmes.

Mais le Kremlin recèle aussi des symboles ironiques : la cloche-tsarine, à terre, énorme, silencieuse et brisée, qui témoigne de la mégalomanie des souverains russes fondateurs d'une « troisième Rome » ; le vieux canon-tsar, jouté gigantesque et vain, qui n'a jamais tonné. Les Moscovites visitent le Kremlin en famille. Dans le Palais à Facettes, les cousins de province admirent, béats, la profusion de pierres précieuses sur les couronnes des tsars. Les gamins sautent d'un éd sur l'autre autour du canon, antistatique, sous l'œil sévère des soldats. Khrouchtchev a rajouté, dans l'enceinte étroite, une énorme construction moderne, le Palais du Congrès, où l'on donne, le soir, des opéras pompeux et des ballets qui sentent la naphthaline. De temps en temps, ces lieux stériles sont traversés par le chuintement d'une limousine noire, et tous de se figer : c'est le pouvoir qui passe...

Le Kremlin, centre de Moscou, est aussi éloigné de la vraie ville que l'Everest. Sacrée comme lui, la place Rouge, attenante, vaste et ventée, est le lieu des cérémonies collectives, où, même en semaine, il est interdit de fumer. Sur son ventre incliné, qui rappelle la rotundité de la Terre, vous découvrirez un curieux nombril, l'Echafaud, grand comme une piscine gonflable, où les bourreaux, jadis, coupaient publiquement la tête aux criminels. En ces temps

de perestroïka, l'idée est née de convertir le monument à la mémoire des victimes du stalinisme. Idée d'autant moins saugrenue que bien des bourreaux de l'époque, à commencer par leur chef, ont été solennellement inhumés tout près, au pied des murs du Kremlin. Leurs tombes jouxtent, sur ses deux flancs, le mausolée de Lénine, réplique avant-gardiste et constructiviste d'une pyramide égyptienne dans le style des années 20. On peut imaginer le malaise de Krouchtchev, la veuve de Vladimir Ilitch, quand elle pénétrait sous cette voûte pour « revoir » son époux embaumé, exposé au public.

### La magie d'une fantaisie débridée

Sur la place Rouge, vous serez bien sûr réjoui par la cathédrale Saint-Basile, fleuron touristique, qui époustouille, en son temps, le voyageur français Melchior de Vogüé : comment pouvait-on prier un dieu chrétien dans un temple aussi païen ? Aujourd'hui, plus d'oraison : comme bien des églises moscovites, Saint-Basile est devenue un musée où demeure cependant la magie d'une fantaisie débridée. Vous assisterez à une messe orthodoxe au monastère de Novodievitchi — ou, attention, le matin on chante les morts à cercueils ouverts... comme partout en Russie. Une coutume et un spectacle auxquels il faut être préparé.

Face au mausolée, voici le Goum, grand magasin gigantesque qui aide à comprendre le mécanisme savant du commerce. Son architecture de « bazar » est amusante, mais la foule survoltée gâchera un peu le plaisir de la visite. Le Goum recèle tout et rien. Paradoxe ? Réalité dont il est facile de se convaincre si vous souhaitez faire l'appoint d'un tube de dentifrice ou de simple sucre en poudre. Les rouages économiques de la perestroïka grincent encore.

Je vous conseillerais d'aller jeter un dernier regard à la place Rouge et au Kremlin depuis la terrasse de l'hôtel Rossia, derrière Saint-Basile. Tard, le soir, à la lumière des réverbères, le caractère trop officiel du jour disparaît : les bulbes dorés du Kremlin s'offrent à vous dans leur virginité. Difficile de se refuser.

Vous avez abandonné les lieux saints pour vous plonger dans la Moscou ordinaire, foire aux styles architecturaux, toute de vie et de désordre, panorama disparate des tendances contradictoires du caractère russe. A Moscou, il y a une commune mesure entre le caractère des Moscovites et le style urbain ; Leningrad, sous cet aspect, est une ville morte : sa splendeur impériale est coupée de la vie des habitants.

A Moscou s'entremêlent, dans une animosité réciproque, trois styles fondamentaux, pleins de témoignages de l'histoire : noble, capitaliste et stalinien. Les maisons de nobles, avec leurs façades gaies, jaunes ou vertes pastel, donnent la nostalgie du meilleur dix-neuvième siècle. Les constructions antérieures se comptent sur les doigts de la main.

La ville a connu une forte expansion au début du siècle. Souvenirs du vigoureux capitalisme russe : qui appréciait les lignes harmonieuses du modern style, le jeu des éléments gothiques, sans parler du confort.

Entrons dans l'un de ces immeubles : vaste hall à l'éclairage indirect, boyaux étroits d'ascenseurs nonchalants, cages d'escalier luxueuses, majestueuses portes d'entrée des appartements... Mais, surprise, dans l'embrasure, une accumulation étonnante, presque surréaliste, de sonnettes avec les noms des occupants : l'appartement est communautaire. Ici habitent plusieurs familles ; de vieux vélos sont accrochés aux murs des couloirs encombrés de placards ; à la cuisine, sur différents feux, cuisent

viandes et choux ; les plafonds, très hauts, sont disproportionnés par rapport aux petites pièces découpées dans les anciens salons des nobles ; la salle de bains est si sale, souvent, qu'on y prendrait sa douche en bottes... Le matin, devant les WC uniques, on fait la queue en silence. Il arrive qu'on cohabite en paix et même qu'on s'invite pour un anniversaire ; il arrive aussi qu'on se batte, qu'on appelle la police, qu'on se mette les nerfs à vif et se gâche l'existence. C'est ainsi que vivent aujourd'hui encore un quart des Moscovites.

### Mariages blancs et subterfuges

Mais même ceux qui sont nés avec ce mode de vie en commun se plaignent rarement. Habiter Moscou est un privilège considérable pour l'homo sovieticus, qui indique l'appartenance à une caste, à une sorte de noblesse. Le système de l'enregistrement dans la capitale est contrôlé par la

police : s'y installer, quand on vient d'ailleurs, est une performance. On s'y emploie à coups de mariages blancs et de mille subterfuges. Parfois, la bataille de Moscou prend toute une vie. Suite à cette sélection, les Moscovites se distinguent fortement de leurs compatriotes. Ils ont un accent particulier, une langue plus « corporelle », plus directe, l'air plus soigné ; ils sont mieux habillés et doués d'un certain sens de l'humour.

Mais il suffit d'inverser la référence, d'arriver à Moscou non pas de Sibérie mais simplement de Varsovie, pour être frappé par les traits las, figés, les expressions maussades et revêches. Le niveau culturel d'une ville se mesure parfaitement chez les chauffeurs de taxi : à Moscou, ils peuvent être aimables, filous ou simplement grossiers. Leurs véhicules ont souvent un aspect délabré : sièges défoncés, âcre odeur d'essence dans l'habitacle...

(Lire la suite page 17.)

**TUNISIE CONTACT**  
Le spécialiste de la Tunisie depuis 20 ans

**LA TUNISIE EST NOTRE PASSION  
PARTAGEONS-LA**

**1 SEMAINE DE CIRCUIT EN LAND ROVER  
DANS LE SUD TUNISIEN**

A partir de 4 190 F tout compris Paris/Paris  
(Possibilité de prolongation de séjour à Jerba)  
Brochure complète Tunisie sur demande

**TUNISIE CONTACT**  
30, rue de Richelieu, 75001 PARIS  
Tél. : 42-96-02-25.



## RÉSIDENCES

CAMPAGNE  
MER  
MONTAGNE

**VENISE  
A LOUER**  
Appartements luxueusement aménagés.  
**SAN MARCO**  
SÉJOUR MINIMUM :  
UNE SEMAINE.  
Tél. : 193941/5228933  
Télécopie : 193941/5203721.

**BOURGIGNON-JAILLIEU**  
30° de LYON  
**VILLA TS jumelle**  
Dans le parc « VERT VILLAGE ».  
3 ch., salon, séjour, 1. de bain, 2 w.-c.,  
garage. 89 m² habitables sur 480 m² de  
terrain. A 5° commerces, école et bus.  
420 000 F  
Tél. 74-93-68-13.

## Aux quatre coins de France

**CHAMPAGNE Dir. de ppte**  
Élevé en foudre de chêne, amoureuusement,  
pour vous. AMATEURS, profitez de nos  
cuvées spéciales : **REDEMTEUR** brut  
mill. 1983 et blanc de blanc. Tarif sur  
demande à R.M. DUBOIS P. & F. (3).  
« Les Almanachs » VENTEUIL.  
51260 ÉPERNAY. 26-58-48-37.

**CHAMPAGNE C. DUBOIS**  
A la propriété LES ALMANACHS,  
VENTEUIL, 51260 ÉPERNAY.  
T. 26-58-48-37. Vin vieilli en foudre.  
Tarif sur demande. Cuvée 1982 du  
« Redempteur ». Médaille d'argent,  
concours sélection mondiale.  
MONTREAL 1986.

**ASHOKA**  
Spéc. du Nord de l'Inde  
5, rue J.-Clemenceau, 15°  
F. dim. et lundi midi.  
Tél. : 45-32-96-46

**POUR VOS INVITATIONS  
LE SOUFFLÉ**  
Sa bonne cuisine française  
et ses soufflés.  
75 rue de Valenciennes  
(Paris 11) 42-50-27-18

**Dessirier**  
42-27-82-14 43-90-50-72  
**MAÎTRE-ÉCARTIER RESTAURATEUR**  
9, PLACE DU MARÉCHAL JUIN (ex place Péreire) 17°

## HÔTELS

## Côte d'azur

**06400 CANNES**  
**HOTEL LIGURE \*\*\*\***  
5, rue Jean-Jaurès  
Tél. : 93-39-03-11. Tél. 970275  
A 150 mètres du Palais des Congrès,  
climatisé, insonorisé, chambres  
TV couleur. Tél. direct, minibar

**NICE**  
**HOTEL LA MALMAISON**  
Best Western \*\*\*\*  
Hôtel de charme près mer,  
calme, grand confort.  
50 CH. INSONORISÉES ET CLIMATISÉES  
TV COULEUR PAR SATELLITES  
Restaurant de qualité.  
48, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE  
Tél. 93-16-17-99.

**HOTEL VICTORIA \*\*\***  
33, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE  
Tél. 93-88-39-60  
Platz centre-ville, calme.  
Petit parking, grand jardin,  
chambres TV couleur,  
téléphone direct, minibar.

## Paris

**SORBONNE**  
**HOTEL DIANA \*\***  
73, rue Saint-Jacques  
Chambres avec bain, w.-c., TV couleur.  
Tél. direct.  
De 250 à 350 F. - Tél. 43-54-92-55.

## PROVENCE

**MAUSSANE-LES-ALPILLES**  
Au pied des Baux-de-Provence,  
**VAL-BAUSSENS, hôtel \*\*\***  
Une grande maison provençale en pierre  
des Baux vous ouvrira ses portes :  
21 chambres (cuis., grill, piscine, proxi-  
mité promenades à cheval, golf et tennis).  
122, avenue de la Vallée-des-Baux,  
13520 MAUSSANE-LES-ALPILLES.  
Tél. : 90-54-38-90.

## Grande-Bretagne

**LONDRES**  
**EDEN PLAZA HOTEL**, 68 Queensgate,  
South Kensington, Londres SW 7.  
Tél. : 19-44-1-370-111  
Tél. : 916223. Fax : 370 6570.  
Hôtel moderne et accueillant près de  
Knightsbridge, Harrods, Hyde Park, musées.  
Prix : de 253 à 272 (petit déj. compris).

## Italie

**VENISE**  
**HOTEL LA FENICE**  
ET DES ARTISTES \*\*\*  
Saint-Marc 1936  
Réservation : 193941/52-32-333  
Fax : 193941/52-03-721.  
Tél. : 41-1150 FENICE 1.

**VÉRONE**  
**NOVO HOTEL ROSSI**  
Via Delle Coste, 2  
Près de la gare de PORTA NUOVA  
Réservation : 193941/56-10-32  
Fax : 193941/57-82-79.  
Atmosphère intime, tout confort.

## Suisse

**St-MORITZ (Engadine)**  
**Kulm - Hôtel**  
L'hôtel 5 étoiles avec  
la plus grande tradition.  
Centre mondialisé et sportif.  
CH 7500 St-Moritz - Tél. : 1941 82/11 51.  
Tél. 74 472

**TOURISME**  
**LOZÈRE**  
**Automne-Hiver**  
Espaces grandioses  
Nature vraie. Loisirs variés  
Altitude 1000 m. Situation panoramique  
exceptionnelle. Piste de ski traditionnelle.  
Forêt. Promenades pédestres, équestres,  
vélos TT. Poney. Jeux enfants. Mini-golf.  
Possib. ski de fond.

8 résidences hôtelières : confort, cuisine, bain,  
chauff. électr., w.-c. Superbe restauran-  
t rustique. Vaste cheminée, salle de  
jeux-TV. Cuisine du terroir. Séjour w.-c. et  
plus. Prix 240 F, 1/2 pers. 195 F. Location  
à partir 300 F. w.-c. et 200 F. sem.

**HOTELLERIE**  
**DU PARC DU CEVAUDAN**  
SAINT-LUCIE, 48100 MARVEJOLS  
Tél. 66-32-05-48

L'est loin le temps où le pays-  
giste Bartillet-Deschamps fit  
venir 4 000 mètres cubes de  
grès de Fontainebleau pour mon-  
ter l'artificiel décor de la Grande  
Cascade proche de l'hippodrome  
de Longchamp. Le dix-neuvième  
siècle en était à sa moitié, et la  
route devant le pavillon peu après  
construit, à l'enseigne de La  
Grande Cascade, connu tour à  
tour calèches, phaétons, victorias,  
mail-coaches, coupés, voitures à  
la Daumont, tilburys, fiacres,  
avant les premiers véhicules à  
moteur pétaradant, escortés de  
cavaliers élégants et de quelques  
rues amazoniennes. La Grande Cas-  
cade allait devenir un « moment »  
de la vie parisienne. Une chanson  
de l'époque, évoquant les mariages  
bourgeois qui s'y réga-  
laient, et la carte, reproduisant un  
tableau de cette belle époque des  
crinolines où l'on pouvait rêver :

*Vive le bois de Boulogne  
Vive tous ces tapis verts...  
C'est dans ce lieu délectable  
Que les plaisirs de la table  
Font venir ceux de l'amour...*  
traduisent la pérennité du restauran-  
t de la Grande Cascade, de  
loin le meilleur du bois. Et les  
belles époques se perpétuent.  
N'est-ce pas ici que, le 26 mai  
1933, et pour fêter la centième de  
sa Femme en blanc, Marcel  
Achéard invita ses amis à un dîner  
costumé... qui se termina à  
l'aurore suivante ? J'aurais voulu  
en connaître le menu. A défaut, je  
l'ai imaginé à partir de la carte  
actuelle : délice des Landes ; nage  
de homard breton aux deux  
sauces ; volaille de Bresse rôtie en

Semaine  
gourmande

## Le Ranquet à Anduze

Un vieux mas cévenol bien  
aménagé (piscine, piano-bar) et  
une cuisine de femme : Anne  
Majourel. Salade de raviolis aux  
chèvres et persil, escalope de  
morue en bourride à la stévia,  
côtes d'agneau à la menthe et  
fèves fraîches, pigeonneau à la  
catalane, se retrouvent dans les  
deux menus : « sage » (135 F) -  
une entrée, un plat, fromage ET  
dessert - ou « gourmand »  
(175 F) - deux plats après  
l'entrée. Avec, pour les enfants  
gourmands, un menu « suggestion »  
(52 F). A la carte, compter 250-  
300 F.

● **LE RANQUET**,  
ou lieu-dit Le Ranquet,  
30140 Anduze.  
Tél. : 66-77-51-63.  
Fermé mardi soir et mercredi.  
AE - DC - CB.

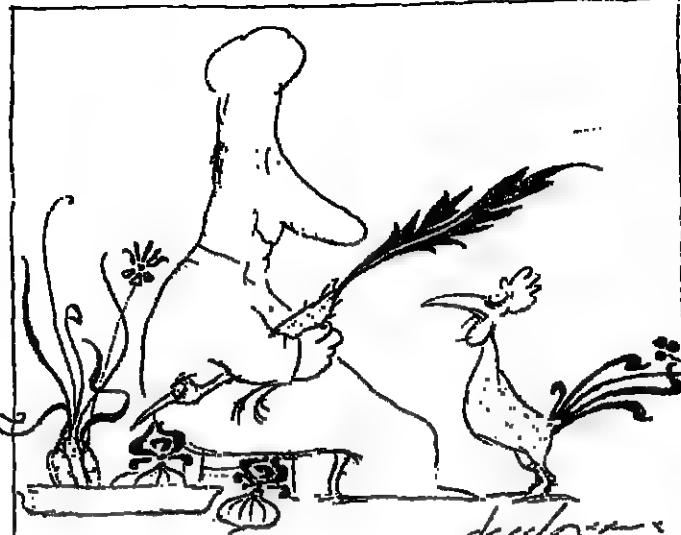
Le Restaurant du golf  
à Harellet

Pour votre « guide des excels »,  
me soufflez un lecteur. Et c'est  
vrai que Michélin ignore ce bel  
établissement donnant sur le golf  
et dont le chef Francis Lesur pro-  
pose quatre menus (75 F, 120 F,  
175 F et 250 F) et une carte où  
les poissons en entrée et en plat  
dominent, ce qui ne doit point  
faire oublier l'étouffée de volaille  
et de ris de veau au curry, les  
rognons grand-mère en cocotte, la  
selle de lapereau en rognonnade,  
le magret grillé en jus de jerez.  
Bons desserts après l'émancé de  
poire au roquefort. A la carte,  
compter 300 F.

● **RESTAURANT DU GOLF**,  
62152 Harellet-Plage.  
Tél. : 21-83-71-04.  
Fermé mardi soir et mercredi.  
AE - DC - CB.

## LA TABLE

## Belles époques



deux services : crème brûlée à la  
cassonade.

Mais à ce déjeuner-là, le mois  
dernier, sous les parasols de l'été  
trionphant, j'ai plus simplement  
choisi les langoustines rôties de  
Loctudy, le médaillon de veau fer-  
mier au citron vert, avant quel-  
ques sorbets maison.

Ces plats et bien d'autres, la  
qualité du produit, la richesse de  
la carte des vins, l'extrême solli-  
citude du service, le décor enfin,  
c'est, si je puis écrire, la partie  
visible - et appréciée - de la  
clientèle. La face cachée étant le  
perpétuel soin d'André Menu,  
aujourd'hui secondé excellent-  
ment par son jeune fils Georges,  
d'entretenir et d'embellir sans le

défigurer ce superbe ensemble  
Belle Epoque, faisant de ce res-  
taurant de la Grande Cascade un  
précieux témoin d'hier en même  
temps qu'une belle adresse  
d'aujourd'hui.

1951 ! Après les années noires,  
les années grises d'une remise en  
route, c'est le temps d'un renou-  
veau. L'ancien chemin de terre du  
temps de Louis XV est devenu, en  
1945, l'avenue Franklin  
Roosevelt. Non loin de ce qui fut,  
un siècle plus tôt, le Petit Moulin  
rouge (dont Escoffier fut le chef  
saucier), au 17 de l'avenue, d'un  
café-restaurant banal accolé à un  
bel hôtel particulier René Las-  
serre fait le restaurant que l'on

sait : sa belle époque commence.  
Touchagues peint le fameux toit  
ouvrant, et le Club de la Casse-  
role, international et tout parisien,  
va naître. On y verra Martine  
Carol cuisiner avec ses parté-  
naires de *Méfiez-vous des  
blondes* ; Fernandel descendre en  
ballon du toit, la nacelle pleine de  
jéroboams pétillants ; Dessange  
créer sur de jolis mannequins des  
coiffures du nom des succés de  
Luis Mariano ; Jean Gabin parta-  
ger avec Audiard et Simonin le  
menu argotique de *Toucher pas  
au grisbi* ; Pierre Benoit offrir une  
colombe à Sylvana Pampanini et  
Jean Anouilh en mettre une en  
cage pour honorer Danielle  
Delorme, créatrice de sa pièce du  
même nom, etc.

Mais Lasserre, c'est aussi Dali  
hiératique picorant sa crème brû-  
lée ; André Malraux se régalant du  
pigeon portant son nom. C'est le  
découpage en salle d'un canard  
de Challans à l'orange inoublia-  
ble, le ballet subtil du service, les  
cinq - mais oui, cinq ! - sommeliers au service d'une carte  
superbe, les fleurs, les aiguilles  
du décanterie des vins, la décora-  
tion des tables bref, tout l'*ouillage  
des aises*, comme eût dit  
André Gide. Et voici que, sa belle  
époque retrouvée, le décor est res-  
tauré. Yves Corbassière a rajouté  
le plafond, la salle est encore plus  
patriciennerment éclatante. Une  
nouvelle belle époque s'annonce  
ici, et, des palourdes rôties aux  
noisettes à la timbale Ellysée,  
saluons cette restauration au dou-  
ble sens du terme !

## LA REYNIÈRE.

● La Grande Cascade, près de  
l'hippodrome de Longchamp. Tél. :  
45-27-33-51. Tous les jours, à la  
carte de 500 F à 700 F ; en  
semaine, menu-déjeuner à 240 F.  
Voyeur. AE - DC - CB.

● Lasserre, 17, avenue  
Franklin-Roosevelt, 75008 Paris.  
Tél. : 43-59-53-43. Fermé diman-  
che et lundi midi. Carte : 750 F à  
850 F. Voyeur.

## MIETTES

● L'Association des  
restaurateurs-cuisiniers (ARC)  
a transporté son siège en Bourbo-  
nais. Notez la nouvelle adresse de  
Simone Lemaire : Haut Tournebride,  
Busset 03270 ; tél. : 70-59-20-42.

● Week-end à la ferme. Pour  
la treizième année, André Pochet  
organise, du 21 octobre au  
15 février de l'an prochain, ses  
week-end fermiers, avec initiation  
à la préparation des foies gras et  
confits d'oie. Renseignements : Les  
Vignes de Brassy, Bourg-de-Visa  
82190 ; tél. : 63-94-24-30.

● Compliments de lecteurs.  
Pour Les Cèdres à Granges-les-  
Beaumont, dans la Drôme, et bien  
noté au Gault-Millau (tél. : 75-71-  
50-67). Pour L'Écluse (rue de la  
Mothe, Marilly-le-Hayer 10290 ;  
tél. : 25-21-71-57), plusieurs let-  
tres enthousiastes. Enfin, pour Cla-  
rion à Saillans, dans le Var (tél. :  
94-76-06-10) mais, là, ce n'est  
point découverte, et ce restaurant  
de l'Hôtel de France est renommé  
justement.

● Les à-peu-près culinaires.  
Nombreuses lettres à ce sujet.  
L'une d'un lecteur danois vivant en  
France et me signalant que, dans  
les pays scandinaves, une loi exige  
que les œufs soient gardés au frais  
pour la vente et non, comme ici, sur  
les rayons surchauffés des super-  
marchés. Une autre, me rappelant  
que le gyronnisme est championn  
mortel à l'état cru et dangereux s'il  
est mal cuit, s'étonne de voir un  
« 2 étoiles » Michelin efficher sur sa  
carte ce championn « difficile »,  
alors que les morilles, ses sœurs,  
n'ont pas cet inconvénient.

(Publicité)

## INDEX DES RESTAURANTS PAR QUARTIER

CASTILLE-OPÉRA-DE LA	CHAMPS-ÉLYSÉES	GOBELINS	MONT-PARNASSE	REPUBLIQUE-BASTILLE	SAINT-AUGUSTIN
<b>EL BOLICHE</b> , 43, rue Faidherbe, 11°. F. dim. 43-79-87-93. Le rest. sud-américain du 11°.	<b>RELAIS BELLMAN</b> , 37, r. Franc-1°. 47-23-54-42. Jusq. 22 h 30. Cadre élég. F. samedi, dimanche.	<b>ENTOTTO</b> , 45-87-08-51 - F. dim. 143, r. L.-M.-Nodding, 13°. Spécialités éthiopiennes.	<b>LE TABORE</b> , 25, av. de la République, 19°. Tél. : 45-44-94-41.	<b>LE REPAIRE DE CARTOUCHE</b> , 47-00-25-86, 8, boulevard des Filles-du- Calvaire (11°). F. sam. midi, dim.	<b>LE SARRIADIS</b> , 2, r. de Vienne, 8°. 45-22-23-62. Dîner prépayé 130 F s.c. OUVERT TOUT L'ÉTÉ
BONNE NOUVELLE	COCHIN	MAUBERT-MUTUALITÉ	ODÉON	REUILLY-DU LOUVRE	SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS
<b>ZOMBI NELSON</b> , 17, rue de la Ville-Neuve, 2°. Tél. : 42-33-76-57. Spécialités antillaises.	<b>COFFENHAGEN</b> , 1° étage. 142, av. des Champs-Élysées, 43-59-20-41. FLORA DANICA, et son jardin r.d.c. SAUMON, RENNE, CANARD SALÉ.	<b>CHIENG-MAI</b> , 43-25-45-45 f. dim. 64. Tél. 90-30 F s.c.	<b>DOUCQUES DES ILES</b> , 3, rue de Bruxelles, Tél. : 45-26-68-20. Spécialités antillaises.	<b>SAPNA</b> , 160, r. de Charenton, 12°. F. dim. 43-46-73-33. Musique, danse indienne. Cuis. raffinée.	<b>LA FOUX</b> , 2, rue Clément (6°). F. dim. 43-25-77-66. Allez aux fourneaux.
LOUVRE	LOUVRE	LOUVRE	LOUVRE	LOUVRE	LOUVRE
<b>LA FOUX</b> , 2, rue Clément (6°). F. dim. 43-25-77-66. Allez aux fourneaux.	<b>LA FOUX</b> , 2, rue Clément (6°). F. dim. 43-25-77-66. Allez aux fourneaux.	<b>LA FOUX</b> , 2, rue Clément (6°). F. dim. 43-25-77-66. Allez aux fourneaux.	<b>LA FOUX</b> , 2, rue Clément (6°). F. dim. 43-25-77-66. Allez aux fourneaux.	<b>LA FOUX</b> , 2, rue Clément (6°). F. dim. 43-25-77-66. Allez aux fourneaux.	<b>LA FOUX</b> , 2, rue Clément (6°). F. dim. 43-25-77-66. Allez aux fourneaux.



Plein air



BLE

loques



Le monde sans visa

loques

loques

loques

loques

loques

loques

صيف الامل

# ESCALES

Le Monde sans visa • Samedi 9 septembre 1989 17

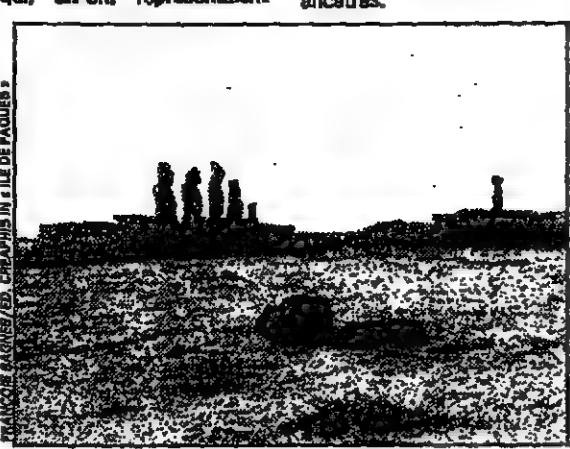
## Pâques en novembre

Une île sauvage, au sol volcanique, en bas des côtes rocheuses très découpées, des collines herbeuses vallonnées, peu d'habitants, très accueillants, et encore moins de touristes. Une île où les statues ont des yeux de corail blanc avec un iris en tuf rouge. L'île de Pâques, bien sûr.

Cilo-Les Amis de l'histoire y conduit un circuit qui se déroule sous la direction de Sergio Rapu, archéologue et gouverneur de l'île depuis 1984. C'est d'ailleurs dans sa résidence que seront logés les voyageurs. Deux historiens apporteront leur compétence.

Vois réguliers vers Rio-de-Janeiro et Santiago où l'on

visite le Musée d'histoire naturelle. Une salle y est consacrée à l'archéologie de l'île de Pâques. Six jours sur l'île même permettront de se familiariser avec les Moais, les célèbres statues géantes qui, dit-on, représentaient



Du 30 octobre au 12 novembre. Le prix de 16 650 F par personne comprend les vols, les transferts et transports sur place, le logement en chambre double et la pension presque complète. Programme détaillé auprès de l'organisateur 10, rue de la Procession, 75015 Paris. Tél. : 47-34-39-53.

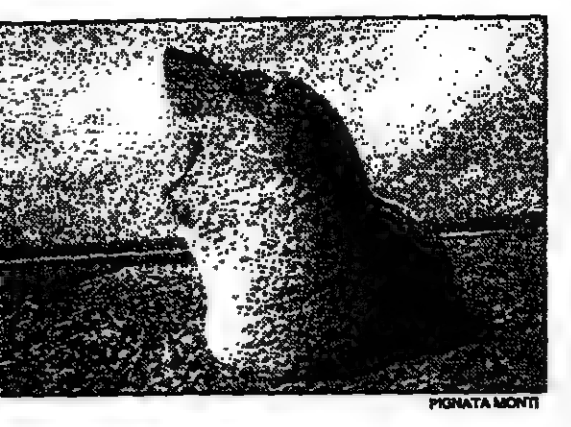
## Oiseaux patagons

La Patagonie, c'est au poing. Quinze jours d'observation des animaux — baleines, phoques de Magellan, éléphants de mer — notamment. Une expérience réussie en 1988 incite ANAS (18, rue de la Pépinière, 75008 Paris, tél. : 43-87-14-95) à renouveler l'expé-

rience du 2 au 16 octobre prochain.

Les chasseurs d'images attendront à Buenos-Aires où ils passeront une journée. Manchots, pigeons d'Antarctique, coromoras, goélands salueront leur passage le long de la côte de la péninsule de Valdés. Des excursions maritimes permettront d'approcher des baleines franches, le plus beau spectacle du voyage, dit-on : six cents spécimens mesurant jusqu'à 16 mètres de longueur, pesant 30 à 40 tonnes. A l'île aux Oiseaux, on a compté plus de trente mille individus.

Dans la baie de Camarones on verra les loups marins et les pinguins, et à Punta Tombo les coromoras à col noir. Des campements sont la tente permettront des prises de vues nocturnes. Prévu également, la visite



d'une estancia patagonienne et des promenades à cheval. Tout compris, 22 800 F (vols, pension complète, hôtels de première catégorie, guide ornithologique). ANAS s'est fait une spécialité des voyages d'immersion dans la nature et de l'observation des animaux (expéditions à cheval en Terre de Feu, en Inde et en Serbie). L'ours brun, le tigre et le grand panda sont au nombre de ses favoris.

# Le Moscou d'un Moscovite

(Suite de la page 15.)

Le visiteur occidental est frappé par l'abondance des uniformes et des policiers en patrouille ou surveillant la circulation. Mais la signification de ce « totalitarisme en action » est trompeuse : les soldats, comme des enfants, mangent des glaces un jour de perm ; quant à la police, sa seule présence diminue le nombre toujours élevé des accidents provoqués, dans l'ensemble, par d'assez mauvaises habitudes de conduite. A Moscou, on conduit « au forcing », et le touriste naïf risque bel et bien de se faire écraser s'il est persuadé de son immunité même dans les passages encombrés.

Le rapport aux étrangers a grandement évolué ces dernières années : on n'est plus habitué à les voir, ils sont devenus partie intégrante de la ville, alors que, dans les années 60 encore, même les touristes de l'Europe de l'Est étaient des bêtes curieuses avec lesquelles on craignait, non sans raison, d'entrer en contact. Aujourd'hui, ce sentiment de peur a disparu, même à l'égard des visiteurs occidentaux. Avec une amabilité sans faille, les Moscovites vous expliqueront votre chemin ou vous aideront à vous y retrouver dans le menu d'un restaurant. Ils pensent se débrouiller pas mal en anglais... Enfin, ils se font comprendre. Ils ont une prédilection pour les Françaises, étalon de la beauté pour le Russe de toujours, et les Américaines des deux sexes, qui restent des animaux exotiques dont le commerce est agréable et flatteur. Tout autre est leur relation aux Africains ou aux Arabes, nombreux dans les universités de la capitale. Un couple mixte suscitera toujours l'effarement : on se retourne, et le chauffeur de taxi vous racontera invariablement comment un sale nègre s'est mal conduit dans sa voiture et a refusé de payer. Ce racisme primaire est hélas répandu, telle une « maladie négligée ».

Si vous n'êtes pas un grand pervers, la Moscou stalinienne vous hérissera. Les sept gratte-ciel agressifs élevés pour relever le prestige de la capitale ont d'abord été l'orgueil de la ville, puis, durant le dégel khrouchchevien, sa honte. Aujourd'hui prédomine une attitude ironique à leur endroit, avec un brin de sentimentalité : les monstres évoquent moins le stalinisme que des jeunes enfances... Mais les innombrables trop imposants des quais de la Moskova, les « pâtisseries » de

la rue Gorki ou de l'avenue Lénine, n'inspirent qu'un sentiment de tristesse oppressante : architecture démesurée de ces monolithes gris, écrasants... Vous voilà seul et perdu dans un roman de Kafka. Gardez cela pour votre vision-cauchemar.

Ce bon vivant de Khrouchchev avait entrepris de lutter contre les appartements communautaires — de résorber la crise du logement — par le moyen barbare de blocs de quatre étages sans ascenseur, aux logements exiguës mais individuels.

Symptôme intéressant des changements en cours, la tentative encore timide de retour aux dénominations anciennes : si aucun nom, à Moscou, n'évoque plus Staline, la cohorte de ses compagnons d'armes reste vivace par les rues et les places. La plus grande avenue de la ville rappelle le président fantôme de l'ère stalinienne, Mikhaïl Kalinine, ancien paysan « promu », et terrorisé, dont la femme, tandis qu'il « régnait » — situation d'un humour tout stalinien — purgeait son temps au goulag.

Moscou connaît aujourd'hui un véritable boom artistique. La déclaration de Gorbatchev selon laquelle les valeurs communes à toute l'humanité importaient plus que les valeurs de classe a manifesté la grande conquête idéologique de la perestroïka. Certains y ont vu l'éloge funèbre du marxisme. En tout cas, bien des interdits ont été levés. Actuellement, la mode est à l'avant-garde russe des années 10 et 20 (Malevitch, Chagall, Kandinsky ou, encore peu connus à l'Ouest, Filonov) et aux peintures modernes, qui, auparavant, trouvaient refuge dans les caves et les greniers — les mêmes atteignent aujourd'hui des prix fous aux enchères. J'ai visité récemment une exposition insolite. Aux vieux bords Soudoum, côté hommes, autour du grand bassin, étaient accrochées d'amples toiles aux inscriptions exhortatoires. Du plafond pendaient les symboles de la serpe et du marteau, dans une camaraderie nouvelle avec le traditionnel « fouet » de branches de bouleau chargé d'activer le sang des baigneurs. Des jeunes gens bohèmes, dans l'eau jusqu'au cou, savaient de vivats les discours « subversifs » des meneurs. Des opérateurs de télévisions occidentales se baladaient caméra au poing, drapés dans leur toge. Ahuri, le directeur général des bains de la

ville, un Arménien corpulent d'une soixantaine d'années, errait tristement au bord du bassin, sur son trente et un, ignorant s'il serait congédié dès le lendemain ou bien promu à des responsabilités nouvelles pour le courage dont il avait fait preuve durant la perestroïka.

Des théâtres ? On peut passer une soirée au Bolchoï, la salle est magnifique, mais n'en attendez pas trop : la routine... Les spectacles politiques sont à la mode, où comédiens et spectateurs débattent ensemble le destin de la révolution. Il est toujours aussi difficile de trouver un billet pour la Taganka, le seul rempart, sous Brejnev, d'une pensée publique libre. De nombreuses petites salles rattrapent le temps perdu : on y joue Beckett, Ionesco, Genet... Il n'y a pas encore de strip-tease à Moscou, mais dans bien des spectacles les comédiennes se montrent topless — encore un acquis de la perestroïka.

## Le bouillonnement des passions

La vie musicale, à Moscou, est un régal, riche d'orchestres comme de solistes et de compositeurs modernes. Suivez le festival l'automne à Moscou et vous emmagasinez bien des souvenirs. Certes, le rock, autorisé depuis peu, émeut les jeunes Moscovites que Beethoven ; cependant, gardez-vous de trop de condescendance envers un tel engouement : c'est dans les clubs de rock que vous rencontrerez la première génération libre depuis des décennies. Ils rappellent l'Occident mieux que les ennuyés bars en dévies des hôtels internationaux, où jusque tard le soir des Allemands échoient leur bière allemande en brailant des chansons allemandes.

Autre signe de changement dans la Moscou de Gorbatchev, les restaurants coopératifs, en fait privés. Encore peu nombreux, ils sont assez chers, mais on y mange très bien et le service est agréable. Vous ne regretterez pas votre visite à l'établissement géorgien voisin du monastère de Novodievitchi ou au Razgoulai, cuisine russe et musique tzigane. Ne manquez pas non plus, gourmand que vous êtes, le marché de Tchornomouchki, où se rassemblent les porteurs de bonne chèvre du Midi soviétique, de la Moldavie à la Kirghizie. Juste à côté prospère l'artisanat local : chapkas, pulls, robes de mariage, jeans « améri-

cains » fabriqués dans la rue voisine... N'achetez rien, appréciez seulement le vent de liberté de la petite entreprise privée.

Cette brise souffle aussi sur le Vieil Arbat. Des peintres, comme à Montmartre, taillent le portrait aux passants, vendent leurs croquis moscovites ; des poètes proposent leurs recueils satiriques en manuscrits. Des discussions politiques surgissent parfois aussi, ou philosophiques. Un jour, notant un attroupement, j'ai demandé à un jeune homme ce qui se passait. « Rien... Des harikrishnas ». Il y a deux ans, les mêmes paraient par paquets pour l'hôpital psychiatrique.

Un beau dimanche, rendez-vous au parc d'Izmailovo, où une allée de 2 kilomètres est réservée aux peintres et aux artisans amateurs. Agréable promenade et divertissement entre deux rangées de tableaux posés à terre. Vous sentirez aussitôt ce qui agite pour l'heure les Moscovites : les thèmes majeurs sont les anciens « tabous », religieux et érotiques. Il y a des toiles symboliques, peintes avec effort, du genre « grande église orthodoxe s'enfonçant dans une eau sombre sous la glace ». Commentaire d'un femme simple, d'un certain âge : « Toute notre histoire... » La conscience historique s'éveille chez les Russes de toute condition sociale. Pour la conscience politi-

que, c'est déjà fait. « T'as tort, Egor », clame un badge parmi beaucoup d'autres vendus à Izmailovo. La cible en est la politique « conservatrice » d'Egor Ligatchev.

Politique ou pas, si vous avez décidé d'aimer Moscou, faites-vous plaisir à inviter par des Moscovites. La grande richesse de la ville n'est ni le Palais à Facettes ni les musées : ce sont ses habitants. Oui, ces mêmes hommes et femmes aux visages fermés qui s'injurient et se marchent sur les pieds dans « le plus beau métro du monde » le matin, en allant au travail, le soir vous feront fête. Ils vous proposeront zakouski, caviar, vodka, vins géorgiens et moldaves. Paradoxe de Moscou : les magasins sont vides et c'est l'abondance à table devant les invités. Les Moscovites se sortent de leur situation difficile. Mais la nourriture n'est pas le principal, c'est la chaleur de la conversation. Les Moscovites sont passionnés de livres, de cinéma, d'Ouest et d'Est et, bien sûr — pas héritiers de Dostoevski pour rien — du sens de la vie. Loin d'être saturés, ils éprouvent une soif d'information, ils s'inquiètent d'un échec de la perestroïka. Vous remarquerez alors leur grande diversité et, sous le masque du Soviétique moyen, vous découvrirez le bouillonnement des passions. Devant eux — et non sans un certain regret, — vous subirez votre propre réserve

VIKTOR EROFEEV.  
(Traduit du russe par Antoine Pingaud)

\* Photographier la ville : dix photographes français présentent leurs images de la capitale à travers huit villes soviétiques du 14 septembre au 1<sup>er</sup> octobre à la Bourse du commerce (2, rue de Valenciennes, Paris-1<sup>er</sup>), tous les jours, sauf le dimanche, de 10 heures à 19 heures.

# Automne in Jersey.

(l'arrière-saison sans arrière-pensée)



Pour ceux qui ne savent pas que l'automne à Jersey est la plus belle période de l'année, voici un avant-goût de nos arrière-saisons... Une symphonie de couleurs où les verts des prés et de l'océan, le bleu du ciel et les roux des feuillages se fondent. La foule est partie, mais le soleil, lui, est resté pour vous laisser profiter, en privilège de tout ce que Jersey peut offrir : paysages, promenades, ports typiques, manoirs britanniques et fruits de mer à volonté... Mais aussi pour les plus toniques tout un choix d'activités sportives. Alors, pour le retour des mois en « R », laissez-vous tenter et contactez dès aujourd'hui votre agence de voyages ou l'Office du Tourisme de l'île de Jersey.

12 rue Saint-Florentin - 75001 Paris.  
TEL : (1) 49.27.92.08. Minitel : 36.15 ou 36.16 JERSEY.

Pour recevoir la brochure 89, veuillez nous retourner ce coupon dès maintenant.

Nom, Prénom \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_

Code Postal \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_

**Jersey**  
L'oasis du charme

U.A.B. - N. & M. & B. & C.

## QUARTIER

Paris Bangkok en 12h30 tous les jours.



Paris Bangkok en 12h30 tous les jours.

# Plein ciel avec Thai. tous les jours au départ de Paris.

123, av. des Champs-Élysées 75008 PARIS - Tél. 47.20.86.15 — 6, av. de Suède, Park Hotel 06012 NICE - Tél. 93.16.27.77





(Coupe du monde,  
Skelette (Suède), août 1989)  
Blancs : G. KASPAROV  
Noirs : V. KORTCHNOI  
Partie anglaise.

## RAMA A DEUVILLE

**Blanca : Van Der Wal**  
**Molina : Loeuwerik**  
**Overture : Roozenburg**

№ 576

[illegible]

1. c4	Cb5	13. Fxc6	bxc6
2. Cc3	c5	14. Cb4	fxd5 (k)
3. Cc3	d5	15. Cxc6+	Bc7 (k)
4. cxc5	Cxc5	16. Cxc5 (l)	Ff5
5. d4 (a)	Cb4 (b)	17. 0-0	Ff8
6. Bf5+ (c)	Cb3-c5 (d)	18. Tf1+	Bb7
7. d4 (d)	Cxc4	19. Cc4	d5 (m)
8. a3	axc3 (f)	20. Fc5	h5 (n)
9. d3+g3+	Bxc5	21. Cc5+	Rb6
10. axb4	cxh2 (g)	22. Fg7+	Ra5 (o)
11. Fxb2	f6 (h)	23. Cc6+	abund. (p)
12. d5f	Fg4 (j)		

[illegible]

li. C45; 14-61 comme dans la partie  
Svetkovits-Palatin (1976) : 9.Fb5.  
Fb7; 10-0-4, 66 (si 10) ... xCb4  
11. xCb4, 0-0-0-0, 12. R2, Cb2, Cb4  
13. Fg4, Rb4, Rb8; 14. Ff4; R4, R8  
15. Ff4, Rb4; 16. Ff4, Rb4; 17. Ff4, Rb4  
18. Ff4, Rb4; 19. R2 et les Blancs  
sont mieux (Svetkovits-Ribnic, 1980).

g) 6.F4 donne également lieu à  
d'interessantes variantes après 6... F6d5  
et 6... F6d7, par exemple : 6.F4, 6.F6d5;  
6xd4; 7. Cxd4, Dxd4.

d) On voit... Fd7; 7. C4, Fxb5;  
8. xCb4, Fd3; 9. D+e4, Cg6; 10. b5.  
Cb4; 11. b6; D+e4; 12. Dxd7+.  
Ff4; 13. Df4; 14. Df4; 15. Df4; 16. Df4;  
17. Df4; 18. Df4; 19. Df4; 20. Df4;  
21. Df4; 22. Df4; 23. Df4; 24. Df4;  
25. Df4; 26. Df4; 27. Df4; 28. Df4;  
29. Df4; 30. Df4; 31. Df4; 32. Df4;  
33. Df4; 34. Df4; 35. Df4; 36. Df4;  
37. Df4; 38. Df4; 39. Df4; 40. Df4;  
41. Df4; 42. Df4; 43. Df4; 44. Df4;  
45. Df4; 46. Df4; 47. Df4; 48. Df4;  
49. Df4; 50. Df4; 51. Df4; 52. Df4;  
53. Df4; 54. Df4; 55. Df4; 56. Df4;  
57. Df4; 58. Df4; 59. Df4; 60. Df4;  
61. Df4; 62. Df4; 63. Df4; 64. Df4;  
65. Df4; 66. Df4; 67. Df4; 68. Df4;  
69. Df4; 70. Df4; 71. Df4; 72. Df4;  
73. Df4; 74. Df4; 75. Df4; 76. Df4;  
77. Df4; 78. Df4; 79. Df4; 80. Df4;  
81. Df4; 82. Df4; 83. Df4; 84. Df4;  
85. Df4; 86. Df4; 87. Df4; 88. Df4;  
89. Df4; 90. Df4; 91. Df4; 92. Df4;  
93. Df4; 94. Df4; 95. Df4; 96. Df4;  
97. Df4; 98. Df4; 99. Df4; 100. Df4;  
101. Df4; 102. Df4; 103. Df4; 104. Df4;  
105. Df4; 106. Df4; 107. Df4; 108. Df4;  
109. Df4; 110. Df4; 111. Df4; 112. Df4;  
113. Df4; 114. Df4; 115. Df4; 116. Df4;  
117. Df4; 118. Df4; 119. Df4; 120. Df4;  
121. Df4; 122. Df4; 123. Df4; 124. Df4;  
125. Df4; 126. Df4; 127. Df4; 128. Df4;  
129. Df4; 130. Df4; 131. Df4; 132. Df4;  
133. Df4; 134. Df4; 135. Df4; 136. Df4;  
137. Df4; 138. Df4; 139. Df4; 140. Df4;  
141. Df4; 142. Df4; 143. Df4; 144. Df4;  
145. Df4; 146. Df4; 147. Df4; 148. Df4;  
149. Df4; 150. Df4; 151. Df4; 152. Df4;  
153. Df4; 154. Df4; 155. Df4; 156. Df4;  
157. Df4; 158. Df4; 159. Df4; 160. Df4;  
161. Df4; 162. Df4; 163. Df4; 164. Df4;  
165. Df4; 166. Df4; 167. Df4; 168. Df4;  
169. Df4; 170. Df4; 171. Df4; 172. Df4;  
173. Df4; 174. Df4; 175. Df4; 176. Df4;  
177. Df4; 178. Df4; 179. Df4; 180. Df4;  
181. Df4; 182. Df4; 183. Df4; 184. Df4;  
185. Df4; 186. Df4; 187. Df4; 188. Df4;  
189. Df4; 190. Df4; 191. Df4; 192. Df4;  
193. Df4; 194. Df4; 195. Df4; 196. Df4;  
197. Df4; 198. Df4; 199. Df4; 200. Df4;  
201. Df4; 202. Df4; 203. Df4; 204. Df4;  
205. Df4; 206. Df4; 207. Df4; 208. Df4;  
209. Df4; 210. Df4; 211. Df4; 212. Df4;  
213. Df4; 214. Df4; 215. Df4; 216. Df4;  
217. Df4; 218. Df4; 219. Df4; 220. Df4;  
221. Df4; 222. Df4; 223. Df4; 224. Df4;  
225. Df4; 226. Df4; 227. Df4; 228. Df4;  
229. Df4; 230. Df4; 231. Df4; 232. Df4;  
233. Df4; 234. Df4; 235. Df4; 236. Df4;  
237. Df4; 238. Df4; 239. Df4; 240. Df4;  
241. Df4; 242. Df4; 243. Df4; 244. Df4;  
245. Df4; 246. Df4; 247. Df4; 248. Df4;  
249. Df4; 250. Df4; 251. Df4; 252. Df4;  
253. Df4; 254. Df4; 255. Df4; 256. Df4;  
257. Df4; 258. Df4; 259. Df4; 260. Df4;  
261. Df4; 262. Df4; 263. Df4; 264. Df4;  
265. Df4; 266. Df4; 267. Df4; 268. Df4;  
269. Df4; 270. Df4; 271. Df4; 272. Df4;  
273. Df4; 274. Df4; 275. Df4; 276. Df4;  
277. Df4; 278. Df4; 279. Df4; 280. Df4;  
281. Df4; 282. Df4; 283. Df4; 284. Df4;  
285. Df4; 286. Df4; 287. Df4; 288. Df4;  
289. Df4; 290. Df4; 291. Df4; 292. Df4;  
293. Df4; 294. Df4; 295. Df4; 296. Df4;  
297. Df4; 298. Df4; 299. Df4; 300. Df4;  
301. Df4; 302. Df4; 303. Df4; 304. Df4;  
305. Df4; 306. Df4; 307. Df4; 308. Df4;  
309. Df4; 310. Df4; 311. Df4; 312. Df4;  
313. Df4; 314. Df4; 315. Df4; 316. Df4;  
317. Df4; 318. Df4; 319. Df4; 320. Df4;  
321. Df4; 322. Df4; 323. Df4; 324. Df4;  
325. Df4; 326. Df4; 327. Df4; 328. Df4;  
329. Df4; 330. Df4; 331. Df4; 332. Df4;  
333. Df4; 334. Df4; 335. Df4; 336. Df4;  
337. Df4; 338. Df4; 339. Df4; 340. Df4;  
341. Df4; 342. Df4; 343. Df4; 344. Df4;  
345. Df4; 346. Df4; 347. Df4; 348. Df4;  
349. Df4; 350. Df4; 351. Df4; 352. Df4;  
353. Df4; 354. Df4; 355. Df4; 356. Df4;  
357. Df4; 358. Df4; 359. Df4; 360. Df4;  
361. Df4; 362. Df4; 363. Df4; 364. Df4;  
365. Df4; 366. Df4; 367. Df4; 368. Df4;  
369. Df4; 370. Df4; 371. Df4; 372. Df4;  
373. Df4; 374. Df4; 375. Df4; 376. Df4;  
377. Df4; 378. Df4; 379. Df4; 380. Df4;  
381. Df4; 382. Df4; 383. Df4; 384. Df4;  
385. Df4; 386. Df4; 387. Df4; 388. Df4;  
389. Df4; 390. Df4; 391. Df4; 392. Df4;  
393. Df4; 394. Df4; 395. Df4; 396. Df4;  
397. Df4; 398. Df4; 399. Df4; 400. Df4;  
401. Df4; 402. Df4; 403. Df4; 404. Df4;  
405. Df4; 406. Df4; 407. Df4; 408. Df4;  
409. Df4; 410. Df4; 411. Df4; 412. Df4;  
413. Df4; 414. Df4; 415. Df4; 416. Df4;  
417. Df4; 418. Df4; 419. Df4; 420. Df4;  
421. Df4; 422. Df4; 423. Df4; 424. Df4;  
425. D

13. Fx6<sub>5</sub>, b6x6<sub>5</sub>; 12. Cx5<sub>5</sub>, R6<sub>5</sub>; 13. Fx6<sub>5</sub>, b6; 14. Fx<sub>5</sub> mûri de Cx4, S<sub>5</sub>; 10... Cx4<sub>5</sub>; 11. R6<sub>2</sub>?

b) Un moment important pour les Noirs. 11... Cx4<sub>5</sub> semble trop dangereux à cause de 12. R6<sub>2</sub> Sur 11... 11... Cx4<sub>5</sub> 12. Fx6<sub>5</sub> b6x6<sub>5</sub>; 13. Cx6<sub>5</sub>, R7<sub>6</sub> (cf 13... Fx4+7<sub>4</sub>; 14. R6<sub>2</sub>, R7<sub>6</sub>; 15. Tc11, F7<sub>6</sub>) 16. Cx6<sub>5</sub>, Fx6<sub>5</sub>; 17. Ta6<sub>5</sub> (Stabo-Hieratna 1979). Après 11... Cx4<sub>5</sub> les Blancs ont tout juste le temps d'écarter 12. Fx6<sub>5</sub> 13. Fx4+7<sub>4</sub>, R7<sub>6</sub> - et non 13... R7<sub>6</sub> à cause de 14. Fx6<sub>5</sub>, b6x6<sub>5</sub>; 15. Cx6<sub>5</sub>; 16. Fx6<sub>5</sub>, b6x6<sub>5</sub>; 17. Ta6<sub>5</sub> 18. Fx6<sub>5</sub>, b6x6<sub>5</sub>; 19. Cx6<sub>5</sub>, R7<sub>6</sub>; 20. Fx6<sub>5</sub>, b6x6<sub>5</sub>; 21. Cx6<sub>5</sub>, R7<sub>6</sub>; 22. Fx6<sub>5</sub>, b6x6<sub>5</sub>; 23. Cx6<sub>5</sub>, R7<sub>6</sub>; 24. Fx6<sub>5</sub>, b6x6<sub>5</sub>; 25. Cx6<sub>5</sub>, R7<sub>6</sub>; 26. Fx6<sub>5</sub>, b6x6<sub>5</sub>; 27. Cx6<sub>5</sub>, R7<sub>6</sub>; 28. Fx6<sub>5</sub>, b6x6<sub>5</sub>; 29. Cx6<sub>5</sub>, R7<sub>6</sub>; 30. Fx6<sub>5</sub>, b6x6<sub>5</sub>; 31. Cx6<sub>5</sub>, R7<sub>6</sub>; 32. Fx6<sub>5</sub>, b6x6<sub>5</sub>; 33. Cx6<sub>5</sub>, R7<sub>6</sub>; 34. Fx6<sub>5</sub>, b6x6<sub>5</sub>; 35. Cx6<sub>5</sub>, R7<sub>6</sub>; 36. Fx6<sub>5</sub>, b6x6<sub>5</sub>; 37. Cx6<sub>5</sub>, R7<sub>6</sub>; 38. Fx6<sub>5</sub>, b6x6<sub>5</sub>; 39. Cx6<sub>5</sub>, R7<sub>6</sub>; 40. Fx6<sub>5</sub>, b6x6<sub>5</sub>; 41. Cx6<sub>5</sub>, R7<sub>6</sub>; 42. Fx6<sub>5</sub>, b6x6<sub>5</sub>; 43. Cx6<sub>5</sub>, R7<sub>6</sub>; 44. Fx6<sub>5</sub>, b6x6<sub>5</sub>; 45. Cx6<sub>5</sub>, R7<sub>6</sub>; 46. Fx6<sub>5</sub>, b6x6<sub>5</sub>; 47. Cx6<sub>5</sub>, R7<sub>6</sub>; 48. Fx6<sub>5</sub>, b6x6<sub>5</sub>; 49. Cx6<sub>5</sub>, R7<sub>6</sub>; 50. Fx6<sub>5</sub>, b6x6<sub>5</sub>; 51. Cx6<sub>5</sub>, R7<sub>6</sub>; 52. Fx6<sub>5</sub>, b6x6<sub>5</sub>; 53. Cx6<sub>5</sub>, R7<sub>6</sub>; 54. Fx6<sub>5</sub>, b6x6<sub>5</sub>; 55. Cx6<sub>5</sub>, R7<sub>6</sub>; 56. Fx6<sub>5</sub>, b6x6<sub>5</sub>; 57. Cx6<sub>5</sub>, R7<sub>6</sub>; 58. Fx6<sub>5</sub>, b6x6<sub>5</sub>; 59. Cx6<sub>5</sub>, R7<sub>6</sub>; 60. Fx6<sub>5</sub>, b6x6<sub>5</sub>; 61. Cx6<sub>5</sub>, R7<sub>6</sub>; 62. Fx6<sub>5</sub>, b6x6<sub>5</sub>; 63. Cx6<sub>5</sub>, R7<sub>6</sub>; 64. Fx6<sub>5</sub>, b6x6<sub>5</sub>; 65. Cx6<sub>5</sub>, R7<sub>6</sub>; 66. Fx6<sub>5</sub>, b6x6<sub>5</sub>; 67. Cx6<sub>5</sub>, R7<sub>6</sub>; 68. Fx6<sub>5</sub>, b6x6<sub>5</sub>; 69. Cx6<sub>5</sub>, R7<sub>6</sub>; 70. Fx6<sub>5</sub>, b6x6<sub>5</sub>; 71. Cx6<sub>5</sub>, R7<sub>6</sub>; 72. Fx6<sub>5</sub>, b6x6<sub>5</sub>; 73. Cx6<sub>5</sub>, R7<sub>6</sub>; 74. Fx6<sub>5</sub>, b6x6<sub>5</sub>; 75. Cx6<sub>5</sub>, R7<sub>6</sub>; 76. Fx6<sub>5</sub>, b6x6<sub>5</sub>; 77. Cx6<sub>5</sub>, R7<sub>6</sub>; 78. Fx6<sub>5</sub>, b6x6<sub>5</sub>; 79. Cx6<sub>5</sub>, R7<sub>6</sub>; 80. Fx6<sub>5</sub>, b6x6<sub>5</sub>; 81. Cx6<sub>5</sub>, R7<sub>6</sub>; 82. Fx6<sub>5</sub>, b6x6<sub>5</sub>; 83. Cx6<sub>5</sub>, R7<sub>6</sub>; 84. Fx6<sub>5</sub>, b6x6<sub>5</sub>; 85. Cx6<sub>5</sub>, R7<sub>6</sub>; 86. Fx6<sub>5</sub>, b6x6<sub>5</sub>; 87. Cx6<sub>5</sub>, R7<sub>6</sub>; 88. Fx6<sub>5</sub>, b6x6<sub>5</sub>; 89. Cx6<sub>5</sub>, R7<sub>6</sub>; 90. Fx6<sub>5</sub>, b6x6<sub>5</sub>; 91. Cx6<sub>5</sub>, R7<sub>6</sub>; 92. Fx6<sub>5</sub>, b6x6<sub>5</sub>; 93. Cx6<sub>5</sub>, R7<sub>6</sub>; 94. Fx6<sub>5</sub>, b6x6<sub>5</sub>; 95. Cx6<sub>5</sub>, R7<sub>6</sub>; 96. Fx6<sub>5</sub>, b6x6<sub>5</sub>; 97. Cx6<sub>5</sub>, R7<sub>6</sub>; 98. Fx6<sub>5</sub>, b6x6<sub>5</sub>; 99. Cx6<sub>5</sub>, R7<sub>6</sub>; 100. Fx6<sub>5</sub>, b6x6<sub>5</sub>; 101. Cx6<sub>5</sub>, R7<sub>6</sub>; 102. Fx6<sub>5</sub>, b6x6<sub>5</sub>; 103. Cx6<sub>5</sub>, R7<sub>6</sub>; 104. Fx6<sub>5</sub>, b6x6<sub>5</sub>; 105. Cx6<sub>5</sub>, R7<sub>6</sub>; 106. Fx6<sub>5</sub>, b6x6<sub>5</sub>; 107. Cx6<sub>5</sub>, R7<sub>6</sub>; 108. Fx6<sub>5</sub>, b6x6<sub>5</sub>; 109. Cx6<sub>5</sub>, R7<sub>6</sub>; 110. Fx6<sub>5</sub>, b6x6<sub>5</sub>; 111. Cx6<sub>5</sub>, R7<sub>6</sub>; 112. Fx6<sub>5</sub>, b6x6<sub>5</sub>; 113. Cx6<sub>5</sub>, R7<sub>6</sub>; 114. Fx6<sub>5</sub>, b6x6<sub>5</sub>; 115. Cx6<sub>5</sub>, R7<sub>6</sub>; 116. Fx6<sub>5</sub>, b6x6<sub>5</sub>; 117. Cx6<sub>5</sub>, R7<sub>6</sub>; 118. Fx6<sub>5</sub>, b6x6<sub>5</sub>; 119. Cx6<sub>5</sub>, R7<sub>6</sub>; 120. Fx6<sub>5</sub>, b6x6<sub>5</sub>; 121. Cx6<sub>5</sub>, R7<sub>6</sub>; 122. Fx6<sub>5</sub>, b6x6<sub>5</sub>; 123. Cx6<sub>5</sub>, R7<sub>6</sub>; 124. Fx6<sub>5</sub>, b6x6<sub>5</sub>; 125. Cx6<sub>5</sub>, R7<sub>6</sub>; 126. Fx6<sub>5</sub>, b6x6<sub>5</sub>; 127. Cx6<sub>5</sub>, R7<sub>6</sub>; 128. Fx6<sub>5</sub>, b6x6<sub>5</sub>; 129. Cx6<sub>5</sub>, R7<sub>6</sub>; 130. Fx6<sub>5</sub>, b6x6<sub>5</sub>; 131. Cx6<sub>5</sub>, R7<sub>6</sub>; 132. Fx6<sub>5</sub>, b6x6<sub>5</sub>; 133. Cx6<sub>5</sub>, R7<sub>6</sub>; 134. Fx6<sub>5</sub>, b6x6<sub>5</sub>; 135. Cx6<sub>5</sub>, R7<sub>6</sub>; 136. Fx6<sub>5</sub>, b6x6<sub>5</sub>; 137. Cx6<sub>5</sub>, R7<sub>6</sub>; 138. Fx6<sub>5</sub>, b6x6<sub>5</sub>; 139. Cx6<sub>5</sub>, R7<sub>6</sub>; 140. Fx6<sub>5</sub>, b6x6<sub>5</sub>; 141. Cx6<sub>5</sub>, R7<sub>6</sub>; 142. Fx6<sub>5</sub>, b6x6<sub>5</sub>; 143. Cx6<sub>5</sub>, R7<sub>6</sub>; 144. Fx6<sub>5</sub>, b6x6<sub>5</sub>; 145. Cx6<sub>5</sub>, R7<sub>6</sub>; 146. Fx6<sub>5</sub>, b6x6<sub>5</sub>; 147. Cx6<sub>5</sub>, R7<sub>6</sub>; 148. Fx6<sub>5</sub>, b6x6<sub>5</sub>; 149. Cx6<sub>5</sub>, R7<sub>6</sub>; 150. Fx6<sub>5</sub>, b6x6<sub>5</sub>; 151. Cx6<sub>5</sub>, R7<sub>6</sub>; 152. Fx6<sub>5</sub>, b6x6<sub>5</sub>; 153. Cx6<sub>5</sub>, R7<sub>6</sub>; 154. Fx6<sub>5</sub>, b6x6<sub>5</sub>; 155. Cx6<sub>5</sub>, R7<sub>6</sub>; 156. Fx6<sub>5</sub>, b6x6<sub>5</sub>; 157. Cx6<sub>5</sub>, R7<sub>6</sub>; 158. Fx6<sub>5</sub>, b6x6<sub>5</sub>; 159. Cx6<sub>5</sub>, R7<sub>6</sub>; 160. Fx6<sub>5</sub>, b6x6<sub>5</sub>; 161. Cx6<sub>5</sub>, R7<sub>6</sub>; 162. Fx6<sub>5</sub>, b6x6<sub>5</sub>; 163. Cx6<sub>5</sub>, R7<sub>6</sub>; 164. Fx6<sub>5</sub>, b6x6

j) Si14., F47; 15.66!  
 k) On 15., R8; 16.-0., 46.  
 17.-Tf1, Fd6; 18.-B5, Fc7  
 19. Cx65! Fx65; 20. Fx65, Rf7  
 21. Tg7, R8; 22. Tg7, Rf7  
 23. Tg8, R8; 24. Tg7, Rf7  
 25. Tg8, R8; 26. Tg7, Tc2+; 27. Rg3, B5  
 28. b6, h4+; 29. Rxb4, Tg2+  
 30. Tf7+, abandon U. 1983! On voit  
 que sur l'alle - R, le R. noir n'est pas  
 nous plus en sécurité.

l) Les Blancs ont récupéré le pion  
 perdu, sont mieux développés et peuvent  
 attaquer facilement le R. noir trop  
 exposé.

m) Essayant de se dégager de  
 l'ennemi.

n) Si21., Fxb4? 22. Tf-b1.  
 o) Si22., Rb5; 23. Ch7 menaçant  
 24. Ta5+, etc.

p) Si23., Rb5; 24. Ta5 mat.  
 Si24., Rb5; 25. Rb5, R8; 26. Fd5+.  
 Rb5 on 25., Rb5; 26. Tg7+, R8  
 27. Td1+, R6; 28. Te1+ etc.;  
 26. Tg7+ suivi de 27.Tb7+, etc.

SOLUTION DELL'ESCHE n° 1345  
 V. PLATTEN (1838)  
 (Blancs : Rf7, Cd1, Fc5, c6. Noirs  
 Rf3, Pa5, h3).  
 1. c7, h2; 2. c8-m, h1-d;  
 3. Dg4+! Rxb4; 4. Cf2+, Rf4-;

3. Cxh1, e4; 4. a6, e3; 5. a7, e2  
6. C72, Rb3; 7. Cg4, Rb4; 8. Cb5  
Rw6; 9. 11. a8=D, e1=D; 12. Dd8+ e  
13. Dx61.

CLAUDE LEMOINE.

ÉTUDE N° 1349

D. DONOVAN

8  
7  
6  
5  
4  
3  
2  
1

a b c d e f g h

BLANCS (6) : Rf4, Dd5, Tg7,  
Fg6, g3, e5.  
NOIRS (5) : Rb6, Dc7, Cg8,  
Cf6, Pe5.

Les Blancs jouent et gagnent.

Tandis qu'une autre équipe française participe en Australie aux championnats du monde avec les Polonais et les représentants des autres zones mondiales, il est intéressant d'analyser les données de la finale du Tournoi des champions au Casino de Deauville. On constate que dans le jeu de la carte, les joueurs n'ont pas toujours eu l'avantage.

♠ A654  
 ♠ A3  
 ♠ D863  
 ♠ 5  
 ♠ 7  
 ♠ R954  
 ♠ V1094  
 ♠ V1075

♣ RV93  
 ♣ D63  
 ♣ A32  
 ♣ 956

♣ D107  
 ♣ V1072  
 ♣ R7  
 ♣ A2D2

Ann. : S. don. E.C. vuln.

Sud	Ouest	Nord	Est
Lesniew	Chmies	Przybora	Perron
1SA	passé	3SA	passé
2♣	passé	3SA	passé
4♣	passé	passé	passé

Le Texas à 2 Cœurs a garanti-  
sant cinq cartes à Pique et, ensuite, le  
saut, à 3 SA, montrait une dizaine  
de points avec une distribution réguli-  
ère et laissait le choix à l'ouvreur de  
jouer 3 SA ou 4 Piques.

Chemis, en Ouest, ayant entamé le  
3 de Cœur, comment *Lewenski*,  
en Sud, a-t-il gagné QUATRE  
PIQUES?

Réponse

Le déclarant a pris avec l'As et il a  
tiré la tierce majeure à Trèfle pour  
défausser le petit Cœur du mort ;  
ensuite, il a joué le Roi de Carreau.  
Ouest a pris et il a continué Cœur  
coupé par le 4 de Pique. *Lewenski* a  
alors joué le 5 de Carreau, puis il a  
coupé le Carreau avec le 2 de  
Pique et un autre Cœur avec le 5 de  
Pique, et Ouest n'a pu faire que deux  
arouts car la situation était :

♠ RV93      ♠ AS606  
♦ 10V9V2    ♦ 10V9V2

Le déclarant joua le 6 de Carreau  
et défaussa le 2 de Trèfle. Ouest

coupa, mais dut rejouer Pique.

*A l'autre table, en salle fermée, les annonces avaient été :*

Sud	Ouest	Nord	Est
Muniel	Seyn.	Lucy	Marte
1 SA	pas	3 0	pas
2 ♣	pas	3 0	pas
4 ♠	pas	pas	pas

Au second tour, Nord a préféré montrer sa deuxième couleur...

Ouest a attaqué l'As de Carreau et le 5 de Carreau. Le déclarant a pris avec le Roi, et il a cru pouvoir jouer tout. Mais Oest a fait *trois* atouts pour la chute.

## Les Soviétiques

### A Dsévîville

Au Tournoi des champions du Casino de Deasvîlle, les spectateurs du bridge russe ont suivi avec intérêt la rencontre entre les Français et les Soviétiques, dont c'était la première participation en France. Malheureusement,

trument, les Français n'ont pas bien joué, et les Russes ont montré leurs limites dans les annonces et aussi dans le jeu de la carte. Ainsi dans cette donne, les Français ont réussi une mauvaise manche qu'ils auraient dû chuter.

♠ A96  
 ♥ A7  
 ♦ RV982  
 ♣ A105

♠ R1043  
 ♥ R3  
 ♦ AS4  
 ♣ RV5

N  
 E  
 S  
 W

D75  
 ♠ 642  
 ♦ 10763  
 ♣ D97

♥ V82  
 ♦ DV10985  
 ♣ —  
 ♠ 6432

Ann. : O. don. N.-S. vuln.

<i>Ouest</i>	<i>North</i>	<i>East</i>	<i>Sud</i>
1 ♠	1 SA	passé	2 ♣
contre	passé	passé	surs.
2 ♣	passé	passé	4 ♥

(2 Carreaux : Texas).

Ouest a entamé le 3 de Pique pour la Dame d'Est qui a continué Pique, le déclarant (Perron) a mis l'As et il a rejouté Pique. Après avoir pris avec le Roi, la jouenne soviétique, que Ouest, a cru bon de tirer l'As de Carreau. *Comment Perron, en Sud, a-t-il joué pour essayer de gagner QUATRE CŒURS ?*

**Notes**  
**sur les enchères**

Donnage que Nord n'ait pas profité de l'occasion de surmonter le contre du Texas à « 2 Carreaux ». En bonne logique, il aurait montré une force à Carreau, et Perron aurait compris que la force à Carreau de Nord était inutile. Il se serait alors contenté de dire « 3 Cœurs », un contrat raisonnable.

**PHILIPPE BRUGNON.**

1. 33-29	17-31	24. 42-38 (1)	14-20
2. 39-31 (1)	21-26	25. 39-34	8-12
3. 13-20 (1)	7-6	26. 34-29	29-10 (1)
4. 37-32 (1)	26-37	27. 37-32	15-18
5. 42-31	6-11	28. 32-21	3-4-9
6. 44-39	19-23 (1)	29. 41-36	3-4-9
7. 28-19	14-22	30. 36-21 (1)	7-13
8. 40-37	14-22	31. 37-32	26-29
9. 38-30	14-19	32. 32-21 (1)	2-4 (1)
10. 40-35 (1)	4-16 (1)	33. 40-35 (1)	12-17 (1)
11. 85-40	1-6	34. 40-35	8-12 (1)
12. 50-45	17-21	35. 40-31 (1)	27-46
13. 41-36 (1)	11-17	37. 41-36 (1)	28-34 (1)
15. 26-31	6-11	38. 43-31	24-35
16. 49-44	17-21 (1)	39. 43-31 (1)	
17. 39-41 (1)	19-28		23-29 (1)
18. 41-36 (1)	11-17	40. 39-34	26-29
19. 47-41	23-34	41. 39-34	44-18 (1)
20. 40-29	18-23 (1)	42. 40-31	35-33
21. 27-18	12-23	43. 40-29	17-28
22. 33-28	8-10 (1)	44. 23-18 (1)	21-41
23. 36-33	10-14	45. 36-33	4-9
		46. 36-37 (1) (d)	absolutes

du centre [Vernin-Vercovich, match URSS-Pays-Bas, juin 1987].

*b*) Par exemple actuellement une préférence pour 5. 32-38 (11-17); 4. 30-44 (6-18); 5. 44-38 (les Blancs investissent le centre); 6. 38-32; 7. 30-24 (on retrouve l'attaque sur le flanc droit des Blancs); 7. 29-20 (15-24); 8. 31-27 (10-15); 9. 43-38 (18-23) [occupation partagée du centre] [Schönborn-Borst, Groningen, août 1987].

*c*) 6. 37-32 (26-37); 7. 42-31 (21-26); 8. 32-27 (36-37); 9. 42-31 (1-6); 10. 48-42 (16-21); 11. 31-26 (20-24) [le désar, peut-être rétrograde, de ne pas prendre trop de risques]; 12. 26-17 (12-21); 13. 29-20 (15-24), etc. [Klarenbeek-Beriswijk, championnat du monde, juniors, 1987].

*d*) La manière forte.

*e*) Contrôle le centre.

*f*) Van der Wal sait aussi attendre, contrôler, piéger, piéger et brander, apparemment nonchalamment, une intervention; comme la risette du pion à 5.

*g*) Pas très satisfaisant.

*h*) Van der Wal, comme 3 sa habitude, prend des risques positionnels.

*i*) Evident, logique, cet enchaînement, chevillé.

*j*) Van der Wal, après s'être efforcé à l'inhibition apparente, passe à une nouvelle phase de son plan: opération « commando ».

- j) Le Gourmandise opérée par le centre.
- k) Enfil.
- l) Imperceptiblement, *Van der Wal* prend l'ascendant.
- m) Et non 26. ... (20×25) ; 27. 27-22 (25×34) ; 28. 22-18 (13×22) ; 29. 28×6, 8+.
- n) Forçant 28. ... (9-14), le ciel s'obscurcit pour les Noirs, dont l'aile gauche, peu efficace [absence de pion à 9 pour former une chaîne d'attaque], peut faire croire l'illusion.
- o) A apprendre par cœur, depuis le huitième temps, cette parution caractéristique du style très typé de *Van der Wal*.
- p) Comme un quantième perpétuel.
- q) Toujours la partition.
- r) Ou ?
- s) Toute l'aile gauche des Noirs est réduite à l'impuissance.
- t) Le désespoir.
- u) L'heure de vérité.
- v) Le côté implorable de *Van der Wal*.
- w) Rien de mieux. Alors il faut suivre, dès ce levé de rideau, le fabuleux forcing de *Van der Wal*.
- x) Les Blancs font primer la qualité pour amorcer leur forcing.

y) Forcé.  
z) La pointe du forçage.  
aa) Toujours forcé.  
bb) Effrayante efficacité : 21-41. -- (14-20); 42. 43-58\* (20-24); 59-67; 43. 38-33\* (9-14); 44. 44-101\* [seul ce pignage conduit au gain] (35-44); 45. 39-50 (14-20); 56-62; 46. 39-50 (14-20); 53-47; 45-40 (19-21); 19-64; 48. 22-13 (19-8\*); 49. 22-13 (12-18); 50. 29-20 (25-14); 51. 33-29\* (8-13.m); 52. 29-24 (19-13); 53. 24-20, B+.  
bb1) 42. -- (9-14); 43. 38-33 (20-25); 56-67; 44. 44-101\* (35-44); 45. 39-50 (14-20); 46. 50-45 (20-24); 47. 43-40 (24-30) [47. -- (13-19); 48. 22-13 (19-8\*) variante bb]; 49. 40-35; 50. 29-24, B+.  
bb1') 43. ... (20-24); 44. 44-10 (35-44); 45. 39-50 (13-19); 46. 50-45 (20-24); 47. 43-40 (19-8\*); 48. 40-35 (12-18); 49. 40-35 (13-19); 50. 34-30 (13-19); 51. 30-25, B+.  
bb1'') 45. -- (14-20); 46. 50-45, etc. + comme dans bb et bb1.  
bb1''') 49. -- (14-19); 50. 35-30! [un gain!] (24-35); 51. 33-29; Les Noirs sont perdus.  
bb1''') 49. (13-19); 50. 35-30 (24-35); 51. 33-29 (18-23); 52. 29-18 (19-24); 53. 18-13 (24-30); 54. 34-25; avantage au Blanc, mais

+ très difficile. Qu'en pensent les lecteurs et *Van der Wal* ? Pour bb2, bb3 bb4 et bb5, variantes similaires on propose des variantes et sous-variantes données ci-dessous.

cc) Dame.

dd) Enchaînement de quatre rafles !

JEAN CHAZE.

**PROBLÈME**  
**MAZURE (1948)**

*Les Blancs jouent et gagnent.*

● **SOLUTION** : 27-21!! (25x34).  
33-27 (26x17), 47-41 (36x47), 27-21 (47x33), 22x2 (37x6) 2x39! (6x44)  
50x39! +.

**Horizontalement**  
 I. Opèrent rarement sans but lucratif. — II. A l'air sombre même s'il a un heureux caractère. En plein Piémont. — III. Train. A l'ombre. — Habille n'importe comment. — IV. Lézarde sous les tropiques. Donal du poids. — V. Partirai au galop. Choix. — VI. A battu en deux mots. En état de marche. — VII. Conjonction. Provoquent l'indignation quand elles sont bourrées. On y allait pour l'eau. — VIII. Balades sans surprises. Dans l'auxiliaire. — IX. Quand on draine trop de

1. Instruit qui s'en sert. - 2. Au régime douceurs. Un roi latin déboussolé. - 3. Ardeurs. - 4. Note inversée. Salles d'eau. - 5. C'est faire un travail d'extraction. Fin de fleuve. - 6. Belles mexicaines. - 7. On en avait fait une montagne. Participe. - 8. Signale. - 9. En place. Pour en avoir il faut être célèbre. - 10. En rêve. Dans le calendrier.

**anacroisés**  
®  
N° 578

Les anacroïses sont des mots croisés dont les di- rections sont res- pectées par les let- tres de mots à trouver.	22-21	22-22	23-23	24-24	25-25
1					
2-3					
4					
5					
6					
7-8					
9					
10					

	7	8	9	10	11	12	13
7							
8							
9							
10							
11							
12							
13							

12. Dormis peu on prou. Se sustente  
tranzquilment. — 13. No s'acrot  
adonc pas rembours.

**SOLUTION DU N° 676**

**Horizontalement**

I. Spéculateur. — II. Potelé.  
Appât. — III. OTAN. Variée. —  
IV. Limon. VII. Et. — V. Iceberg.  
Lati. — VI. Axi Iponée. Eo. —  
VII. L'été. — VIII. Peland.  
Tou. IX. IBM. Antigène. —  
X. Coati. Etalon. — XI. Encastrement.

**Verticalement**

1. Spoliatrice. — 2. Potiche. Bon.  
— 3. Etape. Spas. — 4. Cénobite.  
Ta. — 5. U. N. Népalais. — 6. Lev.  
Roman. — 7. Augmenter. — 8. Turi.  
Entité. — 9. Epillet. Gar. — 10. Pare.  
Sole. — 11. Rareté. Anon. —  
12. Station.

**FRANÇOIS DORLET.**

**Horizontalement**

1. EINRSTN. - 2. CDEBERNO. -  
3. AACXNU. - 4. ABERST (+ 1).  
4. ABERST. - 5. ACXNU. -  
7. CEEQOITU. - 8. AEIUST.  
9. EERHOSU. - 10. EINRSTN.  
11. AAEHM. - 12. EEEGINQU.  
13. ABERST. - 14. ABERST.  
14. AENNRN. - 15. AAEELPRU  
(+ 1). 16. EEEELMTT.  
17. AEI. (+ 5). -  
18. EINRSTN. -  
19. ABERST.  
  
**Verticalement**  
20. ACEEHNK. - 21. EINRSTN.  
- 22. EERHOSU. - 23. CEIUNQU.  
24. IPRSTU (+ 1). - 25. AAEIUS.  
26. EENNRN. - 27. ABERST.  
27. EENNRN. - 28. ABERST.  
(+ 4). - 29. EEGIN (+ 1).  
30. EENNRN. - 31. ABERST.  
32. CEIUNQU. - 33. AGILS (+ 1).  
34. ABERST. (+ 2).  
35. DEIRNTU (+ 4). - 36. ABERST.  
37. ABERST. - 38. ABERST.  
39. AAEIUS. - 40. EESU.

**SOLUTION DU 577**

1. BIENFAIT. - 2. ECOCENSE.  
3. NEOPRENE (EPERONNE). - 4. SUP-  
PLANT. - 5. ESPERANCE.

**6. L'ECTORAT (CALOTTER, COLLEC-  
TAT) - 7. AMBIAANCA - 8. CRAIGNES  
9. SINGAPAPOUR - 10. BOURNAYE  
10. NUBIENNE - 11. NEMKETE.  
12. AISEMENT (AMENITES, etc.).  
13. KERNALIS. - 14. SINAPISE.  
15. TERKINE (REVINT, REVENIR,  
TERRIEN).**

**16. MEULLETTE (LENTIN,  
MELITE). - 17. TAXATEUR - 18. EUS-  
KERA, basque.  
19. CIBLAIS. - 20. NAIENTSIN (INA-  
NENTINS INSANITE). - 21. REUNIFINI**

(Electrique). - 23. IMITERA (MERTAL, MITERA). - 24. FORLONGE(E).  
distancier les chiens. - 25. NOÏTQUE. -  
26. INGRATE (GRANITE, etc.). -  
27. ENTERER (ENTERER, REFE-  
RENT). - 28. EPEIEMES, neotoma.  
29. MASITIE (ESTIMAT, MATITES,  
METTAIS, MITATES). -  
30. SUPRESTE (PUBERTES). -  
31. CENOBITE. - 32. RETOUR  
(OUTRER, ROTURE, ROUTER,  
TROUER). - 33. NEOTENIE.  
34. EUDISTE (EUDIES, SEDULITE).  
35. SURINAVIS. - 36. FAZENDA.  
MICHEL CHARLEMAGNE

Percentage of total effort	A. balearicum (%)	A. mediterraneum (%)
0	0	0
10	10	5
20	20	10
30	30	15
40	40	18
50	50	20
60	60	22
70	70	25
80	80	28
90	90	30
100	100	32

ن الاصل

150

Grande Arches  
de Defense





## CINÉMA

Yves Robert tourne les souvenirs de Pagnol

### Le bonheur d'être enfant

Le réalisateur de la Guerre des boutons retrouve le chemin des écoliers en adaptant pour le cinéma la Gloire de mon père et le Château de ma mère.

En partant d'Aix, il faut passer au pied de la Sainte-Victoire, ravagée, noircie, pour arriver jusqu'au plateau. Mais là, dans les collines, à Pichauris, les bois et la garrigue ont été épargnés. Entre mûriers, pins et oliviers, autour d'une petite bastide ravissante d'authenticité, construite pour les besoins du tournage, Yves Robert réalise deux films et un vieux rêve.

En 1962, le cinéaste avait rendu visite à Marcel Pagnol pour lui demander l'autorisation de porter ses souvenirs d'enfance à l'écran. « Ce sera mon dernier film », répondit l'académicien. A sa mort, en 1974, il avait écrit une première « lecture cinématographique » de la Gloire de mon père sans aller plus loin. L'année dernière, les héritiers de Marcel Pagnol, et surtout son frère René — le benjamin des enfants de Jules et d'Augustine — se sont laissés convaincre. Avec le producteur Alain Poiré, détenteur des droits cinématographiques de l'œuvre (comme il l'était de ceux de l'Eau des collines), Yves Robert s'est lancé à l'assaut des deux livres : la Gloire de mon père et le Château de ma mère.

Parce qu'ils ne font qu'une seule histoire, parce que les décors, les personnages sont les mêmes, pour pouvoir profiter du rythme des saisons, les deux films sont tournés en même temps, selon un plan de travail unique qui oblige à travailler jusqu'à la fin de l'année. Du coup, l'on doit se préoccuper de l'éduca-



Yves Robert avec ses jeunes interprètes, Julien Clémence (à gauche) et Victorien Delamarre.

tion des enfants-acteurs, Julien Clémence qui joue Marcel à dix ans et Victorien Delamarre, Paul à cinq ans. L'académicien d'Aix-Marseille détachera deux enseignants sur le plateau, c'est bien le moins (et de

père, interprété par Philippe Caubère) s'entraîne sous la direction de Joseph (l'oncle, Didier Pain) au tir à la carabine sur la porte du cabinet d'assurances, sans savoir que la bonne s'y trouve. Ce gag, qui a ravi des générations de collégiens, pose des problèmes balistiques d'une complexité insoupçonnable : l'accessoire démontre qu'une décharge de chevrotines désintégrera la porte, rendant bien improbable la survie de la bonne. De plus, le coup de feu ne dégage pas assez de fumée.

Les accessoires sont moins dociles que les enfants. Ils doivent surveiller la scène depuis une cachette, Yves Robert les dirige avec précision. « Je ne sais pas ce que direction d'acteurs signifie, dit-il. Je ne montre jamais, sauf aux enfants » — et avec une efficacité presque miraculeuse. « C'était quand même plus facile de diriger les hordes de la Guerre des boutons. Il y avait des chefs qui pouvaient se permettre de dire : ferme-la ! à leurs copains », se souvient le cinéaste.

« Je suis presque un expert »

Les faux frères, qui en sont déjà à s'appeler Marcel et Paul entre deux prises, ont été choisis parmi des centaines de candidats de la région, accent oblige. Pour jouer le père, le héros, l'instituteur « sans dieu », animé d'une foi inébranlable en l'homme (nos sommes avant 1914), Yves Robert avait d'abord contacté Daniel Auteuil, qui n'a pas voulu s'engager dans un nouveau Pagnol. Du coup, Jules a les traits de Philippe Caubère (à moins que ce ne soit le contraire). Membre de la troupe du Théâtre du Soleil, il fut Molière au cinéma pour Ariane Mnouchkine. Depuis huit ans, il travaille seul sur des spectacles qu'il écrit et interprète. La Gloire et le Château marquent son retour au travail en équipe et, surtout, au pays.

Caubère est de Marseille. Enfant, il passait ses vacances avec sa petite sœur chez ses grands-parents, dans les collines. Il a repris sans peine un accent qu'il n'avait jamais oublié : « Je suis presque un expert, dit-il, sur le sujet, le roman de Pagnol de Marseille de celui d'Aix ». Et puis, plus sérieux : « Avec la destruction de tout ce qui nous entoure, j'ai parfois l'impression de tourner un film sur les derniers éléphants. Quand les enfants sont arrivés sur le plateau, ils n'avaient jamais vu un chevreuil, un mouflon. C'est un monde qu'ils n'auraient jamais connu sans le film ».

Autour de lui, Didier Pain, Parisien, vétéran de Jean de Florette et de Manon des sources, a pris sans peine l'accent catalan de l'oncle Joseph. Nathalie Roussel (Augustine) et Thérèse Liotard (Rose) ont retrouvé celui de Marseille dans leurs souvenirs. Après le refus d'Auteuil, Yves Robert n'a pas voulu de têtes trop connues qui auraient encombré les personnages de leur image. « Mes films n'ont jamais eu vraiment d'intrigue, dit-il. Celui que je considère comme le plus proche de moi, Alexandre le bienheureux, parle d'un type qui ne fait rien. Je m'intéresse aux sentiments — ici la dévotion familiale, aux sensations. Quand je me promène sur le plateau, j'entends du Prokofiev, Pierre et le Loup, mais aussi Alexandre Nevski. Pagnol sait trouver la dimension épique des petites choses. Le livre aurait pu s'appeler Quel bonheur d'être un enfant ! Un bonheur que j'ai connu ».

Après le coucher du soleil, la soirée est consacrée au tournage d'une scène de film. De la balistique, l'accessoiriste passe à la gastronomie — la soupe au fromage ne file pas assez — puis au bricolage — la lampe tempête vacille, alors que la bande-son est occupée par une tirade à la gloire de cette merveille de la technologie du vingtième siècle naissant. Autour de la table, l'ambiance d'un repas de famille, enfants surexcités et adultes partagés entre admiration, amusement et exaspération, sous l'œil paternel du réalisateur, finit par l'emporter sur celle d'un tournage.

MICHEL BRAUDEAU, THOMAS SOTINEL

Deux livres et une revue

### L'année Godard

Il tourne un nouveau film, il est le sujet de plusieurs livres. Que seraient, sans lui, le cinéma et ceux qui écrivent sur le cinéma ?

Le 4 septembre, Jean-Luc Godard a commencé le tournage de son nouveau film, intitulé *Nouvelle vague* — les interprètes sont Alain Delon et l'actrice italienne Domiziana Giordano, qu'il avait remarquée dans *Notte alghia* de Tarkovski — il n'a pas la mémoire courte. Voilà trente ans que cela dure, Godard n'est pas seulement l'inventeur d'un cinéma dont personne ne peut se passer, il alimente les chroniques, les livres. Trois ouvrages récents font, d'une certaine façon, l'année Godard de cette année 1989, puisqu'un bouillonnement y a déjà, — *Nouvelle vague*.

Carole Desbarats et Jean-Paul Gorce ont réalisé en commun, *L'Effet Godard*, présenté sous forme d'album, avec une mise en pages très étudiée : une manière d'aborder le cinéaste autrement que par la biographie (1). Cet ouvrage est publié avec le concours de la Cinémathèque de Toulouse qui, en 1985, avait présenté une rétrospective complète du cinéaste. La Cinémathèque de Toulouse possède des collections et un photographe, Jean Hector. Elle a, donc, fourni la plus grande part de l'illustration, photographies ou photographes tirés par Jean Hector de certains films. Ce rôle de l'illustration est très important. Godard dit — c'est cité — « Est-ce qu'on ne cessera pas de dire les choses, et qu'on commencera à les voir, ces pauvres choses ? » Dans le livre, on les voit.

On voit Godard et ses films. Le mouvement s'est arrêté, bien sûr, mais, par le jeu des thèmes et des comparaisons, des ensembles d'images légendaires constituent une « lecture » de l'univers godardien par ailleurs relancée plutôt que complétée par des textes. Ceux des auteurs de l'ouvrage. Et ceux, rassemblés au moment de la rétrospective de Toulouse, dus à des écrivains, des peintres, des musiciens, des intellectuels, sensibles à « l'effet Godard » — c'est le titre de l'album — et pas forcément influencés par lui.

On sait que Jean-Luc Godard s'intéresse autant aux mots qu'aux images, et que ses films ont toujours plus ou moins (plus depuis son « retour au cinéma » de ces dix dernières années) emprunté des matériaux aux autres arts, à tout ce qui relève du savoir. La forme du livre reproduit donc métaphoriquement le démarche du cinéaste : une vraie réussite.

L'étude de Marc Cerisuelo (*Jean-Luc Godard*) est d'une précision infiniment plus modeste. La petite collection « Spectacle Poche » où elle est publiée se veut bon marché (2). « Spectacle

Poche, aux éditions des Quatre-Vents, constitue avec ses quatre titres parus *Jean Cocteau cinéaste* par René Gilson, *Frank Capra* par Christian Viviani, *Jean-Pierre Mocky* par René Prédal, et celui-ci la rivale de la collection « Rivages/Cinéma » qui, avec un *Clint Eastwood* de Michèle Weinberger, en est à son vingt-deuxième titre. Mais passons.

Marc Cerisuelo a vingt-neuf ans, cela veut dire qu'il est né à l'époque d'A bout de souffle. Il enseigne l'esthétique du cinéma et la communication audio-visuelle. Il a choisi Jean-Luc Godard pour son premier livre de cinéma, comme s'il voulait affirmer la jeunesse du cinéaste par la sienne propre.

Car c'est bien de cela qu'il s'agit, même si la jeunesse s'écrit « modernité ». Et voilà que nous découvrons une biographie exemplaire qui commence là où l'on ne s'est pas risqué souvent : dans les textes critiques de Godard. Il professait, comme François Truffaut, que la critique était l'apprentissage de la mise en scène. « En tant que critique, je me considérais déjà comme cinéaste ».

Marc Cerisuelo a très bien compris lui aussi que, chez Godard, tout était venu des mots et de la littérature. Mais il va plus loin : il se livre, au gré d'un plaisir passionné, à une biographie exemplaire qui commence là où l'on ne s'est pas risqué souvent : dans les textes critiques de Godard. Il professait, comme François Truffaut, que la critique était l'apprentissage de la mise en scène. « En tant que critique, je me considérais déjà comme cinéaste ».

Enfin, le *Cinéma selon Godard*, ouvrage collectif pour la revue *Cinémaction* (3), forme un de ces dossiers copieux où l'on peut toujours aller puiser, toute lecture faite, pour se remémorer des détails ou piocher des brides d'entretiens. Justement il y en a un, fort amusant, avec Noël Godin, l'homme qui, au Festival de Cannes 1985, jeta une tartre à la crème à la figure du cinéaste. Henri Agel se livre, quant à lui, dans « Jean-Luc persécuté ? » à une intéressante réévaluation des films des années 60 : la cinquième partie du dossier « Godard, société, critique », est la plus dense et la mieux venue, même si Michel Polac mêle à des propos très pertinents cette manie de donner des leçons péremptories qu'il reproche à notre cinéaste.

JACQUES SICLER.

(1) *L'Effet Godard*, éditions Milan, Toulouse, 184 p., ill., 240 F.  
(2) *Jean-Luc Godard*, collection « Spectacle Poche », l'Harmattan, éditions des Quatre-Vents, 270 p., ill., 60 F.  
(3) *Le Cinéma selon Godard*, *Cinémaction*, n° 52, juillet 1989, Editions Corlet-Télérama, 216 p., ill., 120 F.

A la Mostra de Venise

### Une fleur dans le désert

• « New Year's Day », de Henry Jaglom • « Island », de Paul Cox  
• « Christian », de Gabriel Axel • « The Mad Monkey », de Fernando Trueba • « Storia di ragazzi e di ragazze », de Pupi Avati

Oui, un jour je me suis senti misérable et nul et j'ai décidé de quitter Los Angeles pour New-York, de tout recommencer, déclare Drew (Henry Jaglom, principal acteur et réalisateur de *New Year's Day*). Il arrive à New-York, frigorifié, le 1<sup>er</sup> janvier au matin dans l'appartement qu'il a loué. Mais les locataires d'avant sont encore là, pour un jour.

Trois jeunes femmes avec qui il va passer vingt-quatre heures à parler, dormir, écouter, qu'il va séduire, qui vont le faire changer. Elles font leurs vœux pour l'année : laisser tomber les hommes, Pierbe, les bombons. Annie (Cecilia Winkler) est dépressive et frustrée, Winona (Melanie Lynskey) veut des enfants mais pas de mari, Lucy va quitter New-York dès le lendemain. Pour lui son petit ami volage, des parents affectueux et persévérants. C'est elle la plus jolie des trois (Maggie Johnson) ; elle fait les « vœux » pour les dessins animés, imite les chimpanzés. Drew aimerait bien, Annie aussi. Mais Lucy dit gentiment non.

La presse italienne a trouvé excessivement bavard le film de Jaglom. C'est vrai qu'on y parle énormément, trop peut-être. Mais tel qu'il est, plein de cris, de rires, de discussions ou enlacement incandescent, il a sa place entre Woody Allen et Eric Rohmer, dans un registre intime de la comédie dont on n'est pas près de se lasser.

En tout cas moins vite que du cinéma de Paul Cox, représenté cette année par *Island*. La sélection de ce film en compétition officielle relève du mystère, et si l'on en dit trois mots ici, c'est parce que vous n'avez que peu de chances de le voir sur un écran français.

Dans une île grecque, trois femmes se rencontrent. L'Australienne se fixe à l'éthérée, la Cinquante-ans pleure son mari parti, la Grecque (Irène Papas, bien sûr, toujours très digne et belle) console tout le monde avec l'aide d'un sourd-muet

(Chris Haywood, Australien plus Grec que nature). De longs plans sur la mer, les moines, alternent avec des tavernes saturées de pittoresque et d'ouzo, noyant les grandes intentions universalitaires de l'auteur dans un montage relâché comme on en voit d'ordinaire à la télévision. Ce n'est pas, semble-t-il, de la qualité à laquelle Venise nous avait habitués.

De même, faut-il réviser à la baisse la bonne opinion que l'on se fait de Gabriel Axel depuis *Le Festin de Babette* et son oscar ? *Christian* est un film techniquement bien fait, mais tellement gâvé de bons sentiments qu'il en devient presque réaliste. Un jeune Daniel qui s'ennuie dans son Danemark trop bien organisé devient délinquant, se fait prendre, s'enfuit et traverse l'Europe en chantant.

Tous les gens qu'il rencontre, et qu'il vole à l'occasion, sont absolument charmants : la bourgeoise parisienne (qui refuse courtoisement ses avances, pour une inespérée), le clochard, la fille de Pan, le riche Espagnol, tout le monde est résolument gentil. Au Maroc, il est accueilli par des Berbères exquises dans un village ravissant, sans une croûte d'âne ni une mouche qui vole.

Evidemment ce jeune homme qui a bon fond, on s'en doute, découvre le sens de la vie au pied de l'Atlas et se promet de devenir musulman pour épouser une Aïcha doune qui lui fera des enfants et des brochettes. Certes, les Berbères sont un peuple admirable et le Maroc un beau pays, mais qui peut résister à tant de beauté sans ombre ? Pas un spectateur.

Ce n'est pas pour autant que le vice soit le garant d'un véritable intérêt. Si le *Mad Monkey*, de Fernando Trueba, l'auteur espagnol de *Manolo*, démarre assez bien, c'est parce qu'il est bien filmé, ce qui, apparemment, n'est plus obligatoire, et bâti sur un canevas de film noir où le héros, un scénariste, entraîne dans

une manipulation de plus en plus retorse, découvre un encheînement de cauchemars glorieux.

On ne dévoilera pas l'intrigue, tirée du roman de Christopher Frank, *Le Rêve du singe fou*. Elle est perverse et pas toujours croyable, à l'écran du moins. Jeff Goldblum, qui interprète le scénariste, a, du reste, l'air constamment effaré de ce qui lui arrive. Plaque par sa femme, fasciné par un jeune Anglais (Dexter Fletcher), gâté par la très jeune sœur de celui-ci, roulé par son producteur (Ah ! l'accent british de Daniel Cecodil !), attiré par son agent (Miranda Richardson, invincible mais passionnée), le cher homme n'a pas le temps de souffler.

Le finale grand-guignolesque ne contribue pas à donner une impression de réalisme à l'entreprise inutilement outrée.

Ce n'est qu'avec un film de une heure trente, en noir et blanc, *Histoire de garçons et de filles*, de Pupi Avati, qu'on a retrouvé le vrai plaisir du cinéma, comme les Italiens savent en faire avec presque rien : des inconnus, une histoire légère, un métier formidable. En 1936, un jeune bourgeois de Bologne va se fiancer à une jeune fille d'un petit village, d'une famille d'originaux. La rencontre des familles, le repas qui les réunit, le retour chez soi, c'est tout et c'est un monde. Les frustrations, les amours, les manies, les jalousies de chacun, de l'oncle vaguement pédophile au curé qui confesse des enfants persuadés de parler aux anges, des tantes vieilles filles méchantes aux cousins qui voient des vérités bien senties, tous s'aiment quand même, étrangement et fortement. Reste comme seule faiblesse à comprendre comment une guerre si tendre, achevée et heureuse, se trouve hors compétition, contrairement à tant de chevaux boiteux, mais ce n'est sans doute pas de notre ressort.

MICHEL BRAUDEAU,

à la Grande Arche de la Défense

Le voyage-spectacle « de la ville et de son temps »

Représentations 48 785 00

# La traversée de PARIS

Arrivée le 31 décembre 1989

documents

# Observateur

un numéro exceptionnel des Documents de l'Observateur

# CHINE

Le roman d'une révolution inachevée

150 photos

Des reportages, des témoignages, des analyses, des documents inédits, avant, pendant et après le Printemps de Pékin

n° 7 — 192 pages

EN VENTE CHEZ VOTRE LIBRAIRE



## Culture

## THÉÂTRE

« Palais brûlés », de Sevim Burak

## Sur deux rives du Bosphore

La cohabitation des communautés juives et musulmanes à Istanbul, décrite sans pathos par une poétesse de là-bas. Sevim Burak est un auteur à découvrir. Lulu Menase reste une actrice impériale.

C'est une femme qui part la première, cette saison 1989-1990, sur les planches des théâtres. Une femme du désert de Constantinople.

Sevim Burak, auteur de *Palais brûlés*, a disparu en 1985, à la suite de plusieurs interventions au cœur. Elle avait cinquante ans.

Istanbul était son port d'attache, mais elle courait le monde, presque fiévreusement, comme ayant peur d'être prise de court. Partout elle avait une écoute spontanée, chaleureuse, pour des phénomènes de tel ou tel pays, ce pouvait être des bolides de course aussi bien que les Beatles, ou des faveurs en Afrique.

Et pourtant, chaque fois qu'elle publiait, à Istanbul, un texte, une nouvelle (elle écrivait peu et court), cela prenait l'allure d'un pamphlet politique, tant elle allait tout droit, les yeux fermés, à des choses cruciales.

En France, elle passa beaucoup de jours dans les lits d'hôpitaux, elle s'y sentait bien soignée, bien opérée. Elle écrivait tout sur de petits fragments de papier, qu'elle pliait en désordre. À la fin, elle eut le sentiment que le temps se resserrait. Elle demandait sans cesse : « Quelle heure est-il ? Quelle heure est-il ? » Il y a dans ses écrits des moments, comme cela, où la voix se précipite, comme l'eau des fleuves avant les étiages.

*Palais brûlés* met en jeu deux êtres : une jeune fille juive et son compagnon qui est musulman, et dont elle a un fils. Quatre semaines après la naissance, les deux parents meurent le même jour, en juillet 1931. C'est un petit peu un requiem à deux voix.

Sevim Burak nous donne en fait quelques pages où la jeune juive s'exprime. Puis c'est le journal intime du mari. De prime abord, la fiancée ne cache pas l'union avec un musulman à marquer l'union sur le coup. Du côté de l'homme, la réprobation familiale a été nette, mais n'a pas pris des dimensions aussi tragiques.

Mais, surtout, Sevim Burak nous fait sentir que cette concorde des deux religions n'était pas le vrai propos, comme si elle ne

comptait pas réellement. Et nous sommes étonnés de voir que cette femme et cet homme, qui s'aiment, qui vont donner la vie à un garçon, restent très loin l'un de l'autre, ne partageant ni les heures ni les inquiétudes ou les attentes.

L'homme est nettement ancré dans le monde réel, la vie est pour lui les verres de vin, les demi-têtes de mouton mangées chez le boucher, les heures des bateaux qui le font passer d'une rive à l'autre du Bosphore, une aiguille qu'il s'est rendue dans la peau et qui, prétend-il, circule dans son corps. La femme semble se confiner volontairement chez elle, faisant front à des imaginations.

Si bien que la cohabitation des communautés différentes est plutôt le prétexte d'un poème parfois très proche du délire paranoïaque, lequel délire progresse par des références comme involontaires aux livres de l'Ancien Testament, ou à Pythagore ou Héraclite.

La fable antique est confondue avec les inventions actuelles, et une « fuite de l'esprit » paraît joindre les deux mondes. En cela, Sevim Burak rappelle un peu Jean Giono, qui, ayant à écrire une préface pour une édition de *Tristan et Isolde* en livre de poche, a sa réflexion sur l'usine Shell de l'étang de Berre, et prolonge la chose en écrivant un conte de fées moderne fondé sur le centre nucléaire de Cadarache et l'engin géant, appelé Dragon, qui aspirait alors les autoroutes.

Le texte de *Palais brûlés* a été adapté par Marie-Christine Varol, c'est le premier écrit de Sevim Burak traduit en français. Et c'est une compatriote de Sevim Burak, Lulu Menase, elle aussi hôte constante de notre pays, qui porte au théâtre l'histoire de la fiancée juive Zembouf et de son homme Bilal Bey, — histoire qui s'achève dans le feu.

Lulu Menase a un art de jouer et de dire inconnu en France — un ton étrange, ferme, net, évident, qui ne fait pas du tout « théâtre », mais la charge poétique et poétique est violente. C'est très beau. Cette soirée apporte une plus éclairée sur la séparation ou la réunion des religions et des origines. Elle apporte aussi un air d'Istanbul, l'une des seules villes du monde dont le souvenir ne vous lâche pas. Et quand l'œuvre de Sevim Burak sera traduite, nous y découvrirons un esprit des plus attachants.

MICHEL COURNOT.

\* Jusqu'au 8 octobre, Théâtre de la Main d'Or/Belle de mai. Tél. : 48-05-67-89.

## M. Jean Gattegno va quitter la direction du livre et de la lecture

M. Jean Gattegno, directeur du livre et de la lecture au ministère de la culture, quittera ses fonctions le 1<sup>er</sup> novembre prochain. M. Gattegno rejoindra à cette date, comme conseiller scientifique, M. Dominique Jamet, responsable de la Bibliothèque de France.

Nommé par M. Lang dès 1981 à la direction du livre et de la lecture, M. Gattegno s'est particulièrement attaché au développement de la lecture publique et à la défense de l'édition et de la librairie de création et de recherche. Il a notamment mis en œuvre la « loi Lang » sur le prix unique du livre et créé une bibliothèque centrale de prêt dans chaque département.

[Né le 6 juin 1935 à Paris, normalien, agrégé d'anglais en 1960, M. Jean Gattegno est nommé en 1968 professeur d'anglais à l'université de Vincennes. Il a été responsable national du Syndicat général de l'éducation nationale (SGEN). Spécialiste de Lewis Carroll à qui il a consacré sa thèse publiée en 1971 chez José Corti, et dont il a écrit la biographie (Le Seuil, 1974), il est aussi l'auteur d'un « Que-sais-je » sur la science-fiction et d'un *Dictionnaire* au Seuil. Il était éditorialiste jusqu'en 1981 l'éditeur de la collection anglaise de « 10/18 ».]

● Patrimoine : « Journées portes ouvertes ». — La désormais traditionnelle « Journée portes ouvertes » du patrimoine se déroulera le dimanche 17 septembre dans 7 700 monuments publics et privés. Pour la première fois, la Bibliothèque nationale et l'Institut de France participeront à cette journée organisée par le ministère de la culture.

Des circuits à thème, des visites guidées et des expositions seront proposées au public selon les régions et les localités. La participation des Pays-Bas, du Danemark et de la Belgique, qui ont ouvert également leurs monuments au public le même jour, contribuera à donner une dimension européenne à cette fête du patrimoine.

## MUSIQUES

## Mort de Tommy Desserre l'organiste du Gaumont-Palace

L'organiste de cinéma Tommy Desserre est mort le 5 septembre, à Assigny, près de Dieppe. Il était âgé de quatre-vingt-trois ans.

Elève de Marcel Dupré, organiste dès l'âge de sept ans, Tommy Desserre est devenu à sa façon une star du cinéma d'avant guerre, époque où les grandes salles parisiennes offraient à l'entracte des attractions. Au Gaumont-Palace, la plus grande salle de Paris (six mille places, quatre séances quotidiennes de trois heures), il surgissait quatre fois par jour de la fosse, au pupitre de son instrument monté sur ascenseur, dans un halo de lumières. Puis il jouait pour un public populaire — les places, alors, n'étaient pas chères — les airs à succès des comédies musicales américaines, Fats Waller, Gershwin, Ellington. De l'instrument monumental du Gaumont, terminé en 1931, Desserre allait faire son trône jusqu'en 1937, puis encore quatorze ans après la guerre, de 1948 à 1962.

Mais la démolition du Gaumont-Palace fut annoncée pour 1973. Qu'allait devenir l'énorme instrument construit par la firme anglaise Christie,

avec ses quatre claviers, ses quatorze jeux, ses accessoires, divers et sa soufflerie, un meuble d'une hauteur totale de 24 mètres ? Déjà démonté, il allait pendant plusieurs années dormir aux Archives du film, à Bois-d'Arcy, avant d'être vendu aux enchères, racheté par Roland Nungesser et « reconstitué » sera beaucoup de respect à Nogent-sur-Marne.

Un admirateur de Tommy Desserre, un rêveur, avait cru entre-temps pouvoir contraindre cet emblématique. En 1972, Alain Villard, alors directeur de courts métrages, et futur patron de la firme de disques indépendante Stil, ramène l'organiste une dernière fois au clavier et enregistre un disque réunissant les plus grands succès d'autrefois. L'album (*Trente ans d'orgue au Gaumont-Palace*) ne fit pas suffisamment de bénéfices pour permettre de garder en vie l'instrument. Probablement réédité en CD prochainement, il pérennise, en tout cas, le style de Tommy Desserre, d'un coulé et d'un chic inimitable.

ANNE REY.

\* Stil éditions, 5, rue de Charonne, 75011 Paris. Tél. : 48-06-38-19.

## PHOTO

Un numéro spécial de « la Recherche photographique »

## Figures de l'horreur

Depuis son invention, la photographie a été utilisée sans trêve pour signifier la mort et l'horreur des combats.

Traité par de multiples opérateurs qui y laissent parfois leur peau, la guerre est, après l'érotisme, le thème auquel la revue *la Recherche photographique* consacre un numéro spécial. Depuis 1914, les photographes aux armées ont pour mission de documenter l'horreur des combats.

Mais cette véritable attraction s'exerce dès 1855, chez les primitifs, avec les panoramiques réalisés dans des conditions héroïques par le colonel peintre Jean-Charles Langlois sur le siège de Sébastopol. Des barricades de la Commune aux ruines de Bayrouth, le champ de bataille, cadré comme un théâtre, assimile fantasmagiquement la guerre à un spectacle.

Qu'il s'agisse d'établir la scénographie des sites dévastés, de traiter la vie sur le front, ou de constater les bouleversements qu'elle entraîne dans la vie quotidienne, la guerre apparaît comme un drame qui nourrit les images.

« Manifestation d'une sorte d'inconscient du réel », comme l'écrit André Rouillé, l'enfer du

feu, la violence, le danger, l'effroi, la peur constituent une zone dont les reporters, sur un mode descriptif ou métaphorique, tentent de percer le secret.

Les plus aventureux d'entre eux (Bourke-White, Lee Miller, Mac Cullin) atteignent à l'insondable par la splendeur brutale d'images inouïes. La représentation de l'horrible atteint son point de non-retour avec la barbarie d'Auschwitz.

Mais ce numéro fait la part belle aux images frustes des opérateurs anonymes. Des inédits de Roger Schall, ou de Robert Doisneau, sont complétés par un entretien instructif avec Paul Virilio, un inventaire complet du fonds photographique du Musée de l'Armée et une analyse pertinente de Michel Guerrin sur la crise du reportage de guerre.

Malgré un graphisme inutilement sophistiqué, *la Recherche photographique* semble avoir enfin trouvé son identité. La prochaine livraison de cette excellente revue d'histoire et d'esthétique sera consacrée à la photographie de famille.

PATRICK ROGIERES.

\* *La Recherche photographique*, « la Guerre », numéro édité par Paris Audiovisuel, 70 F. A lire aussi : *Photographies anciennes 1848-1918*, regard sur le soldat et la société, collections historiques du Musée de l'Armée.

## Communication

Le maillon faible de l'audiovisuel public

## Vers une nouvelle réduction des effectifs de la SFP

Désigné le 10 août dernier à la présidence commune d'Antenne 2 et de FR 3, M. Philippe Guilhaume demeure PDG de la Société française de production et de création audiovisuelle (SFP) pour quelques jours encore, le temps pour le gouvernement de lui choisir un successeur. Mercredi 6 septembre, il présidait donc, aux Bâtiments-Chaumont, un comité d'entreprise, réunion au cours de laquelle le nouveau directeur général de la SFP, M. Alain Anclaire, a présenté aux représentants du personnel un plan de réduction des effectifs. La SFP devrait, il est vrai, connaître cette année un exercice lourdement déficitaire.

Lorsque, en janvier 1988, M. Philippe Guilhaume succédait enfin, après des mois d'incertitude et après un parachutage mouvementé, à la tête de la SFP, il fit ce qu'il avait encore jamais fait un PDG : deux mois d'une véritable « tournée des popoles » pour motiver, dynamiser et doper un personnel inquiet. Une opération charmante réussie qui lui permit de prendre à contre-pied des syndicats fort réservés et qui l'encouragea à se fixer des objectifs extrêmement ambitieux : un chiffre d'affaires renouant avec la croissance et un retour rapide à l'équilibre des comptes. Vingt mois plus tard, le volume d'activité de la société n'arrive toujours pas à décoller : le déficit qui s'était légèrement contracté l'an dernier (130 millions de francs) devrait, selon les dernières projections, se creuser à nouveau cette année pour rejoindre les chiffres des années noires de 1986 et de 1987 (160 millions). Echec d'une politique ? « Le bilan doit en être nuancé », affirment les pouvoirs publics, qui se refusent à tout commentaire officiel de peur de les voir interpréter comme un épisode d'une querelle opposant le gouvernement à ce nouveau PDG d'Antenne 2 et de FR 3, inattendu et proche de M. Jacques Chaban-Delmas (le Monde du 12 août). Pour l'instant, l'Etat attend des responsables de la société publique la présentation d'un plan à moyen terme, solide et précisant objectifs et politiques nécessaires.

Les précisions apportées mercredi dernier au comité d'entreprise sur les nécessaires réductions d'effectifs en constituent, bien sûr, l'un des volets. La direction de la société a décidé, en effet, de mettre en route, un plan FNE de départs en pré-retraite à l'âge de cinquante-cinq ans. De 260 à 280 personnes pourraient être concernées — les départs se font sur la base du volontariat. « Cette politique, précise-t-on toutefois à la SFP, devrait s'accompagner d'une action parallèle de recrutement et de formation. Tout cela reste encore à négocier, et la balance départs-embauces, négo-

tive de toute façon, est aujourd'hui difficile à chiffrer. » De 150 à 170 emplois pourraient ainsi être supprimés d'ici à la fin-1990.

Malgré les efforts indéniables effectués par la société ces dernières années — suppression d'emplois, fermeture des laboratoires de Cognac-Jay et des studios 101 de la Maison de Radio-France —, malgré la modernisation des méthodes de travail, l'assouplissement des rigidités syndicales, la quasi-disparition des grèves à répétition, la SFP doit encore, de façon urgente, abaisser son « point mort » (le seuil d'activité à partir duquel une entreprise équilibre ses comptes).

Les raisons ? Multiples. Il y a d'abord l'exacerbation de la concurrence dans le secteur de la vidéo qui pousse toutes les sociétés prestataires — publiques comme privées — à traiter des rabais dégradant la rentabilité. Il y a ensuite les variations brutales des grilles de programmes des chaînes qui empêchent toute prévision à long terme. Il y a toujours les relations difficiles, voire conflictuelles, que la SFP entretient

avec les télévisions publiques à la tête de « contreparties historiques ». Il y a encore l'émergence des producteurs privés qui a bouleversé les règles du jeu et contraint la société à investir directement dans la production, alors qu'elle n'en avait pas vraiment les moyens (le Monde du 14 janvier).

« Les causes externes sont déterminantes », commente un professionnel. Mais l'action du président Guilhaume, souvent dynamique, et qui a maintenu un certain calme social, n'a pas été non plus exempte d'erreurs ni d'ambiguïtés. Pour avoir voulu, par exemple, « casser » le corps des polytechniciens qui tenaient en main les destinées de la société depuis des années, il en a brisé l'encadrement sans jamais arriver à le remplacer. Trois directeurs se sont ainsi succédés à la tête du service commercial ; aucun n'est resté. A la SFP, comme dans l'ensemble de l'audiovisuel public, cohérence et durée sont, décidément, deux objectifs difficiles à concilier.

PIERRE-ANGEL GAY.

## Parution de l'Index du « Monde » 1988

## L'histoire au jour le jour

Depuis Jean-Jacques Rousseau, il est de bon ton d'ironiser sur le caractère éphémère du journal. Pourtant dès le Siècle des Lumières, historiens et savants manifestaient le besoin de se reporter à la manne d'informations qui forgent l'histoire au quotidien. De ce besoin naquirent les index analytiques. Après la rédaction en 1768 de l'Index de la Gazette de Théophraste Renaudot, ce fut le tour du *Times* britannique d'être ainsi décortiqué et soigneusement organisé, puis du *New York Times*. Ces deux journaux publièrent régulièrement leur index depuis le début de ce siècle.

Le Monde, parce qu'il représente en France le journal de référence, fit paraître ses index de 1944 à 1968. Il vient de renouer avec cette tradition en publiant l'Index 1988, qui a été publié grâce à la société britannique Research Publications — celle qui édite l'Index mensuel du *Times*. Il regroupe deux fascicules mensuels en un gros livre de quelque 680 pages qui ne dépasserait pas la bibliothèque d'un homme moderne. Mais c'est surtout aux historiens, aux chercheurs et aux bibliothécaires que s'adresse cet ouvrage.

Classés par ordre alphabétique à partir de leur mot-clé, toutes les informations parues dans le Monde en 1988 y figurent. Les croissements avec d'autres articles parus dans nos colonnes ainsi qu'avec le nom des personnes citées et celui des auteurs ont été facilités et chaque information bénéficie d'un court résumé fournissant le sens et le contexte de l'événement survenu.

Ainsi le mot-clé « Afrique du Sud » de cet Index 1988 offre une page complète d'articles parus dans nos colonnes, qui retracent en quelques mots concis l'actualité de ce pays ainsi que ses interférences avec la scène politique et l'activité économique internationale. Le mot-clé « Mitterrand » (François) fournit quant à lui, une demi-colonne, la synthèse des déplacements et des discours du président de la République pendant l'année dernière.

Les acheteurs et les abonnés aux futures éditions d'un tel ouvrage pourront savourer le plaisir de retrouver dans les lignes de cet index le parfum de l'histoire qui s'écrit au jour le jour : ils recevront en effet les deux parutions mensuelles plus l'ouvrage cumulé. *Le Monde* et Research Publications ont décidé de faire paraître l'Index des années à venir et ont aussi choisi de combler la période 1968-1988 en publiant les index de ces années passées. La société britannique tient déjà à la disposition des historiens et des bibliothécaires les microfilms de tous les exemplaires parus, de 1944 à nos jours. Elle possède aussi les microfilms des publications périodiques (*Le Monde diplomatique*, *le Monde de l'éducation* et *Doctes et documents*) depuis leur début.

● Abonnement à l'Index analytique du Monde 1988 : 2 325 F (plus 235 F de frais d'expédition), à Research Publications, PO Box 45, Reading RG1 3HF, England. Tél. : 0734-523247 et télex 848336 RPLG.

## EN BREF

● Le groupe d'éditions HELP ouvre son capital à des investisseurs. — Le groupe d'éditions HELP (Holding Edition Presse Livre), créé en 1988 et qui a réalisé un chiffre d'affaires de 300 millions de francs en 1988, ouvre son capital à une série d'investisseurs financiers comme Euroventures, Astorg, In-Com, Vendôme France, la BUO ou la BIMP. En investissant 18 millions de francs, ceux-ci détiendront 37,5 % de HELP (42 % à terme), ses trois fondateurs conservant la majorité.

● Parution de *Témoignages de guerre*. — L'éditeur Attila du livre et de la presse (ALP) a publié le 8 septembre un nouveau magazine, *Témoignages de guerre*. Tiré à 180 000 exemplaires, ce mensuel retracera l'histoire de la seconde guerre mondiale à l'aide d'un fascicule expliquant la genèse et le déroulement du conflit, de cartes d'état-major, de fac-similés de quotidiens de l'époque (le premier numéro comprend la reproduction de Paris-Soir, du Journal et de l'Intransigeant) et de documents (cartes de rationnement). Vendu en kiosques 19 francs, ce magazine est le cinquième titre d'ALP.

● M. Claude Perdriel lance un mensuel de voile, « Au Large ». — Paris-Info-Direct, la filiale du groupe de presse de M. Claude Perdriel (le *Nouvel Observateur*) qui édite l'*Obs* de Paris, *Challenges* et gère les magazines télématiques du groupe, a lancé, le 8 septembre, *Au large*, un nouveau magazine spécialisé dans le yachting. Tiré à 100 000 exemplaires, ce mensuel grand format comporte des essais de voiliers, des récits, des comptes rendus de régates, etc. Destiné au grand public amateur de voile et de bateaux et vendu en kiosques au prix de 9 F, *Au large* succède à l'ancien titre du groupe, *Course au large*.

● TF 1 verse 8 millions de francs au compte de soutien après négociation avec le CSA. — Pour n'avoir pas respecté ses quotas de diffusion ni certains engagements en matière de production, TF 1 avait été contraint par le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) de s'engager à compenser ces manquements avant le 31 décembre 1989. La Une avait notamment promis de commander des œuvres françaises pour 50 millions de francs supplémentaires (dont 18,8 millions réservés au dessin animé), de produire 69 heures supplémentaires d'émission, scénarisées pour la jeunesse et de remplir désormais « intégralement » ses obligations à l'égard de la SFP. Elle vient en outre de verser 8 millions de francs au compte de soutien à l'industrie de programmes, une mesure qui n'avait pas été initialement rendue publique.

● RECTIFICATIF. — Une coquille a malencontreusement modifié le chiffre de la diffusion payée des Echos en 1988 dans l'article consacré au lancement du *Temps de la finance* (le Monde du 8 septembre) : la vente du premier quotidien économique français est de 77 880 exemplaires (et non 7 880).

**PLAGE DE LA LIBERATION**  
DE ROLAND FICHET  
MISE EN SCENE: RENE LOYON  
AU THEATRE DE L'AQUARIUM  
12 SEPTEMBRE AU 15 OCTOBRE  
43 74 99 61

---

**CE SOIR 20 h 45**  
**BOULEVARD PARISIENS**  
100 REPRESENTATIONS EXCEPTIONNELLES  
**JEAN-CLAUDE BRIALY**  
CORINNE LE POULAIN et ALAIN FEYDEAU  
**L'illusionniste**  
de SACHA GUITRY  
Mise en scène JEAN-LUC MOREAU  
EUROPE 1  
LOCATION: 42 96 60 21

صحنه من الاعمال



# Le Monde DE L'EDUCATION



ENQUÊTE :

## LES LYCÉES CRAQUENT

Bonne nouvelle : en accueillant 70 000 jeunes de plus chaque année, les lycées d'enseignement général et technique augmentent les chances des nouvelles générations de décrocher le bac. Mais dans quelles conditions : locaux saturés, manque d'enseignants, classes surchargées, emplois du temps absurdes... Les lycées craquent. Et les lycéens s'impatiente. A l'heure de la rentrée, un dossier complet qui présente les efforts entrepris pour redonner aux établissements une dimension humaine.

### FRANÇAIS, PHILO LES SUJETS DU BAC 89

Le Monde de l'éducation publie tous les sujets de français et de philosophie de la session 89. Une aide précieuse pour les élèves de première et ceux de terminale qui préparent les épreuves de 1990. Avec des commentaires, des exercices, des notices biographiques et des conseils des correcteurs sur les écrits et les oraux.

### EVALUATION

#### LES FORMATIONS AU JOURNALISME

Les écoles et les formations universitaires au banc d'essai afin de permettre à tous les candidats à la succession d'Albert Londres de ne pas se fourvoyer.

### SOCIÉTÉ

#### LES LANGUES RÉGIONALES A L'ASSAUT DES ÉCOLES

A l'heure de l'Europe, les régions françaises cherchent à préserver leurs langues et leurs cultures. De l'Alsace à la Bretagne, en passant par le Pays basque, le Monde de l'éducation dresse un panorama complet de l'enseignement des langues régionales.



**POUR BIEN COMPRENDRE  
SES ENFANTS  
POUR PRÉPARER LEUR AVENIR**

**NUMÉRO DE SEPTEMBRE, 140 PAGES, 17 F**

En vente chez votre marchand de journaux

5

et  
des  
du  
trial  
du  
les  
écri-  
laré  
tale  
te

des  
con-  
idé  
de  
mil-  
a à  
out  
: de  
ons  
nvi-  
ver-  
ous  
au  
et  
uite  
erts  
les  
'EE  
ide  
r à  
mes  
tion  
FP.

de  
s de  
du  
leur  
de  
de-  
lail  
imé  
mes  
t de  
k à  
lan,  
rait  
ir la  
emus  
ipôt

NS  
C

lent  
unil  
elon  
ste-  
data  
à la  
de  
mes

des  
ment  
ales,  
i du  
redi,  
et  
ision  
s la  
inco-  
mine  
la  
lieu  
i au  
elles  
ques  
autre  
thio-

de  
fri-  
cen-  
aris  
le  
i les  
crot  
éni-  
un  
u à  
sepe-  
race  
ni  
nt à  
tait  
ipos  
tain  
cos  
vers







REPRODUCTION INTERDITE

989 5

**AERO**

**DEVELOPPEMENT**

**BOILLORE TECHNOLOGIES**

**SEGIME INDUSTRIE**

**SECRE**

**FRAMATOME**

**SEXTANT AVIONIQUE**

**team**

**SINORG**

**CGI-Informatique**

**INTERTECHNIQUE**

**EDF**

**cnes**

**digital**

**aerospatiale**

**la cité**

**INSTITUT FRANÇAIS DU PETROLE**

**ORION**

**Groupe Bureau Veritas**

**THOMSON**

**BANQUE LD**

**Sogitec**

**CONCEPT**

**Chantal Baudron SA**

**Teisseire**

**SILEC**

**SONY**

**SFR**

**CONCEPT RECRUTEMENT**

**TELIC**

**ALCATEL**

**AFL**

**EDF**

**cnes**

**digital**

**aerospatiale**

**la cité**

**INSTITUT FRANÇAIS DU PETROLE**

**ORION**

**Groupe Bureau Veritas**

**THOMSON**

**EURODATA**

**SYNATEC**

**EURODATA**

**Teisseire**

**SILEC**

**SONY**

**SFR**

**CONCEPT RECRUTEMENT**

**TELIC**

**ALCATEL**

**AFL**

**EDF**

**cnes**

**digital**

**aerospatiale**

**la cité**

**INSTITUT FRANÇAIS DU PETROLE**

**ORION**

**Groupe Bureau Veritas**

**THOMSON**

**BOILLORE TECHNOLOGIES**

**SEGIME INDUSTRIE**

**SECRE**

**FRAMATOME**

**SEXTANT AVIONIQUE**

**team**

**SINORG**

**CGI-Informatique**

**INTERTECHNIQUE**

**EDF**

**cnes**

**digital**

**aerospatiale**

**la cité**

**INSTITUT FRANÇAIS DU PETROLE**

**ORION**

**Groupe Bureau Veritas**

**THOMSON**

**BOILLORE TECHNOLOGIES**

**SEGIME INDUSTRIE**

**SECRE**

**FRAMATOME**

**SEXTANT AVIONIQUE**

**team**

**SINORG**

**CGI-Informatique**

**INTERTECHNIQUE**

**EDF**

**cnes**

**digital**

**aerospatiale**

**la cité**

**INSTITUT FRANÇAIS DU PETROLE**

**ORION**

**Groupe Bureau Veritas**

**THOMSON**

**BOILLORE TECHNOLOGIES**

**SEGIME INDUSTRIE**

**SECRE**

**FRAMATOME**

**SEXTANT AVIONIQUE**

**team**

**SINORG**

**CGI-Informatique**

**INTERTECHNIQUE**

**EDF**

**cnes**

**digital**

**aerospatiale**

**la cité**

**INSTITUT FRANÇAIS DU PETROLE**

**ORION**

**Groupe Bureau Veritas**

**THOMSON**

## Le Monde

Mardi 12 daté mercredi 13 septembre

### SUPPLÉMENT

ÉCONOMIE - EMPLOI - FORMATION

- Les fantasmes du recruteur.

### INGÉNIEURS, INFORMATIENS

### INGÉNIEURS COMMERCIAUX...

*Ces entreprises vous proposent*

*43 pages d'offres d'emploi*

Votre rendez-vous SECTEURS DE POINTE

dans ce supplément

PILE

diffusée avec le quotidien sans supplément de prix

iban, et trait des  
ment du  
e général  
tiques du  
3 prié les  
cur déci-  
ambassa-  
t déclaré  
capitale  
calme

ncais des  
ncé, ven-  
décidé  
aide de  
de 7 mil-  
outen à  
31 août  
tant de  
millions  
lars envi-  
surg ver-  
millions  
oyer au  
riture et

la suite  
l'experts  
aler les  
Le CEE  
e aide  
ictier à  
victimes  
mination  
- (AFP)

ad

3

l'aires de  
quipes de  
elle du  
chaleur  
dre de

he Inde-  
nier fait  
t estimé  
victimes  
point de  
Irak à  
bilan,  
n'aurait  
pour la  
as mem-  
e venus  
un dépôt

éens  
pte

étaient  
fourni  
lt. Selon  
en reste-  
soldats  
177, à la  
afin de  
alliées

art des  
nement  
tionales,  
tion du  
andredi,  
6 et  
division  
pris la  
rovence  
destinée  
obi, la  
eu lieu  
née au  
rebelles  
ucliques  
entre  
l'Ethio-

on de  
traffri-  
s cen-  
partis  
nés, le  
où ils  
secret  
e béri-  
par un  
renu à  
8 sep-  
nistré  
ncrace  
ner ni  
mant à  
était  
propos  
certain  
us cas  
s vers







# CAMPUS

lution de  
centrafricains  
sans cen-  
teux partis  
appellés, le  
ou où ils  
au secret  
pitale béri-  
dre par un  
parvenu à  
edi 8 sep-  
le ministre  
Pancrace  
nfirmier ni  
bormant à  
ête était  
l à propos  
un certain  
it que ces  
trades vers  
reso.)



# *Quand les chiffres prennent la parole.*

Informations financières  
internationales, rapports annuels  
internationaux, assemblée générale  
des actionnaires, publicité financière,  
les chiffres prennent la parole.

Sur l'échiquier planétaire,  
la communication financière est une  
des pièces maîtresses des entreprises  
à vocation internationale.

## **Le Monde**

a naturellement sa place dans cette  
évolution. Avec le concours du Centre  
Français du Commerce Extérieur,  
du MOCI et de FRANCE INFO,  
il crée les ECUS OR de  
l'Image Financière Internationale  
pour récompenser  
les entreprises qui auront le mieux  
communiqué dans ce domaine  
en 1989.

# LES ECUS OR

DE L'IMAGE FINANCIERE INTERNATIONALE

CFCE

FRANCE  
info

LE MOCI

POUR TOUTE INFORMATION COMPLEMENTAIRE ET OBTENTION D'UN DOSSIER DE PARTICIPATION POUR VOTRE ENTREPRISE, APPELEZ VALERIE CHRISTIN AU 45.5752.36.

CLA RIC Interne B 307 582 270

صلى الله عليه وسلم



## SOMMAIRE

■ La direction de Peugeot a annoncé, vendredi 8 septembre, d'un comité d'établissement à Mulhouse, une hausse générale des salaires de 1,5 % pour le personnel du groupe (lire page 29).  
■ Les industriels ouest-allemands, et en particulier ceux

du bâtiment, accueillent avec satisfaction les réfugiés est-allemands, une main-d'œuvre qualifiée et bon marché (lire ci-dessous).  
■ Assurées de trouver auprès de l'Etat des moyens de financement, les entreprises publiques

multiplient leurs acquisitions à l'étranger (lire page 29).  
■ Dans le cadre du deuxième « plan emploi », le gouvernement envisage une rémunération des TUC sur la base du SMIC horaire (lire page 29).

Alors que le boom économique se confirme outre-Rhin

## L'afflux de réfugiés est-allemands permettrait de surmonter la pénurie de main-d'œuvre en RFA

Entre quatre cent mille et six cent mille réfugiés en provenance des pays de l'Est devraient entrer cette année en RFA. L'arrivée massive de ces nouveaux venus n'est pas sans poser de problèmes à l'économie, même si elle doit permettre, à moyen et à long terme, de pallier le manque de main-d'œuvre qualifiée dans de nombreux secteurs, notamment le bâtiment, et de créer des emplois du fait du renforcement de la demande intérieure.

FRANCFORT  
correspondance

Pour M. Heinrich Franke, président de l'Office fédéral du travail de Nuremberg, l'insertion rapide des réfugiés en provenance de la RDA ne fait aucun doute. « Dans la mesure où ils arrivent avec des qualifications, leurs chances de trouver rapidement un emploi sont grandes. Particulièrement si la très bonne conjoncture actuelle en RFA se poursuit », précise-t-il. C'est surtout vrai pour les travailleurs manuels, qui font cruellement défaut en Allemagne de l'Ouest, comme d'ailleurs dans la plupart des autres pays occidentaux, de même que pour tous les secteurs touchant à l'hôtellerie et à la restauration.

En ce qui concerne les emplois spécialisés de l'industrie, demandant une plus grande qualification

technologique, ou les professions touchant à l'enseignement, au droit ou à la gestion, les perspectives sont moins encourageantes. Les différences économiques résultant d'une organisation « socialiste » de la société d'où viennent ces réfugiés rendent l'insertion en RFA plus difficile en raison d'un manque de qualification ou de diplômes équivalents.

Les citoyens de la RDA ont toutefois l'avantage sur les autres réfugiés en provenance du bloc de l'Est — beaucoup plus nombreux — de ne pas avoir le handicap de la langue. La grande majorité de ces réfugiés — 67 % — viennent de Pologne, et 90 % d'entre eux ne parlent pas l'allemand. Ce qui se traduit, en général, par une inactivité beaucoup plus longue, et donc par un coût plus important pour le contribuable ouest-allemand.

### Des fonds pour la formation

L'exode massif de réfugiés en provenance des pays de l'Est a commencé en 1988 avec 203 000 personnes. Depuis le début de l'année, ce chiffre s'est nettement accru. Selon les statistiques officielles, on comptait au 31 août environ 226 000 réfugiés de plus en RFA, auxquels il faut ajouter 75 500 citoyens de la RDA, ayant réussi à émigrer, légalement ou illégalement. Pour la même période, les dépenses consacrées aux aides à

cette population, sous forme d'allocations-chômage ou de compensations sociales, ont « substantiellement augmenté », atteignant 825 millions de DM (2,7 milliards de francs).

Toujours selon M. Franke, les fonds nécessaires à l'établissement de programmes de formation pour les réfugiés vont être prochainement déboussés. L'Office du travail a déjà déboursé 2 milliards de DM (6,6 milliards de francs) pour assurer des cours de langue aux nouveaux arrivants qui en auraient besoin. Les autorités fédérales comptent maintenant sur le secteur privé et l'industrie, qui sont le plus en manque de main-d'œuvre en raison du boom économique, afin de prendre le relais. Selon une récente enquête réalisée par la chambre de commerce et d'industrie de Coblenne auprès de cent trois petites et moyennes entreprises, l'arrivée massive d'immigrants, jeunes et réputés, de surcroît, pour leur ardeur au travail, est très bien perçue par les chefs d'entreprise.

### Petites annonces dans les camps

Dans un secteur comme le bâtiment, où les besoins sont énormes depuis la reprise de l'activité, qui s'est traduite par une croissance supérieure en 1988 à celle de l'FRG, c'est l'enthousiasme. L'Association centrale des constructeurs allemands, une organisation regroupant quarante-cinq mille petites et

moyennes entreprises, a fait savoir récemment qu'elle était prête à engager tout de suite au moins 100 000 personnes, plus 30 000 autres ensuite, afin de les former. Nombreuses sont les entreprises qui vont recruter directement dans les camps, plaçant même des annonces en russe ou en polonais, pour toucher les réfugiés dès leur arrivée. Dans le bâtiment, même si l'activité ralentit à partir de 1991, comme le prévoient les experts, l'afflux des réfugiés en provenance de l'Est garantit encore de beaux jours aux entreprises du secteur. Ces nouveaux venus ont, en effet, besoin avant tout de logements. A raison de cinq personnes par famille, c'est en moyenne deux cent mille nouveaux appartements qu'il faut construire par an.

Pris sans doute par surprise par l'ampleur de l'exode, le gouvernement de Bonn n'a prévu aucun poste particulier, pour l'instant, dans le prochain budget, en ce qui concerne les dépenses devant être affectées aux réfugiés en 1990. Il a, en revanche, consenti un effort substantiel en ce qui concerne la construction de logements sociaux. L'année dernière, la part du budget consacrée à ce secteur s'élevait à 3,30 milliards de deutschemarks; elle est passée cette année à 1,5 milliard de deutschemarks et devrait être maintenue à ce niveau en 1990.

C. HOLZBAUER-MADISON.  
(Lire nos autres informations page 32.)

## Bogota demande à Washington le retour à l'accord sur le café

Cocaïne ou café ? C'est de cette manière aussi abrupte que le chef de l'Etat colombien, M. Virgilio Barco, a mis le marché en main au président américain, M. George Bush, le 7 septembre. Il a insisté sur la responsabilité de Washington dans l'effondrement des prix de l'arabica dont Bogota est le second producteur mondial, derrière le Brésil. Depuis le 3 juillet, l'accord international sur le café qui empêchait, peu ou prou, la chute des cours par un système de quotas, a explosé, producteurs et consommateurs ne parvenant pas à s'entendre sur les modalités d'une nouvelle organisation du marché.

« L'un des problèmes majeurs était la participation des Etats-Unis : entre le département du commerce, opposé par principe libéral aux accords, et le département d'Etat, soucieux de la stabilité politique de l'Amérique latine, l'administration américaine hésitait et tergiversait », résume M. Philippe Chalmès dans la lettre du SEDEIS (1) du 15 août.

Washington a finalement laissé la situation pourrir, activant à la légère une crise violente sur le marché du café, qui reste la première recette d'exportation de la Colombie. Pour le seul mois de juillet, précise encore M. Chalmès, l'arabica colombien a cédé 52 cents par livre, la baisse d'un cent représentant une perte potentielle pour ce pays de 15 millions de dollars. Aux yeux du président Barco, l'appui de 90 millions de dollars promis par les Etats-Unis pour la lutte contre les trafiquants de cocaïne paraît bien dérisoire. « Si la tendance actuelle (des prix) se maintient, les producteurs de café perdront 4 milliards de dollars au cours des deux prochains mois », a-t-il dit jeudi à M. Bush, avant de lui proposer un plan « extraordinaire » visant à remettre en vigueur l'accord international et le système des quotas dès le 1<sup>er</sup> octobre.

Le président colombien, qui s'est fait fort d'être soutenu dans cette initiative par la CEE, a aussi demandé un renforcement des contrôles douaniers par les pays

importateurs, faisant allusion au développement de la contrebande du café de Colombie, notamment via le canal de Panama.

En manœuvrant pour encourager la discorde parmi les producteurs latino-américains, avec l'espoir de payer moins cher leurs achats de café, les Etats-Unis ont fait un mauvais calcul qui risque de ruiner l'impact de leur plan antidrogue. En 1983, l'armée américaine avait été mise en échec en Bolivie dans son offensive contre les trafiquants. Le pays subissait de plein fouet la crise de l'étaim, et les mineurs privés d'emploi épaulaient un exode massif des Andes vers la vallée tropicale du Chapare, où prospéraient les plantations de coca.

« Nous n'avons plus d'espoir de trouver un travail honnête », se lamentaient ces hommes de peine. La flambée des prix de la cocaïne a de quoi faire rêver les planteurs de café colombien.

E. F.

(1) Société d'études et de documentation économiques, industrielles et commerciales.

## CEE

### Le débat sur l'Europe sociale

## Le groupe socialiste du Parlement européen s'oriente vers un conflit avec la Commission

Bruxelles (Communautés européennes) : de notre correspondant

Le groupe socialiste du Parlement européen, de loin le plus nombreux de la nouvelle assemblée, est décidé à faire pression sur la Commission de Bruxelles pour qu'elle manifeste davantage d'audace sur le plan social. Ses dirigeants l'ont répété avec force le jeudi 7 septembre à M. Jacques Delors, le président de la Commission, qu'ils jugent trop prudent. Apparemment sans le convaincre, puisqu'ils considèrent un conflit avec la Commission comme probable.

Ce dossier des actions sociales à mettre en œuvre pour accompagner les libéralisations des échanges et la mise en place du marché unique en 1993 fera l'objet d'un important débat, le 13 septembre à Strasbourg, lors de la prochaine session plénière de l'Assemblée européenne. « Ce sera l'épreuve du feu pour le nouveau Parlement », a observé M. Jean-Pierre Cot, le président du groupe socialiste, qui compte bien qu'une majorité de progrès s'en dégagera pour appuyer cette position. Déjà, M. Christian de la Malène, le président du groupe où siègent les députés gaullistes, a posé une question écrite au conseil des ministres, où il demande : « Quelles mesures concrètes il entend prendre pour réaliser la dimension sociale du marché intérieur, maitres fois annoncées... » La Parlement européen pourrait mener une politi-

que d'obstruction s'il ne réussit pas à faire bouger la Commission », a averti M<sup>me</sup> Hienrich Salisch (RFA), qui, au sein du groupe socialiste, assure la coordination pour les affaires sociales. Elle a expliqué que le Parlement pourrait ainsi « choisir un secteur qui passe mal à la Commission, comme au conseil des ministres, par exemple la politique commune des télécommunications, et bloquer l'adoption des projets de directives ou de règlements qui sont sur la table ».

Pourquoi si vite une mobilisation aussi forte ? « Il n'est pas facile pour le Parlement de faire passer sa volonté », note M. Cot. « Les députés européens qui, souvent, ont fait campagne sur ce thème, sont à bout de patience et ne peuvent se contenter de promesses », souligne quant à elle M<sup>me</sup> Salisch. Le Parlement ne peut se contenter de la politique des petits pas, ni non plus accepter que la charte des droits sociaux fondamentaux se traduise par l'adoption de déclarations politiques sans effets juridiques contraignants.

Le groupe socialiste entend que le conseil européen qui se tiendra à Strasbourg en décembre approuve le projet de charte des droits sociaux fondamentaux proposé par la Commission, mais également un programme de travail et un calendrier afin que soient ensuite arrêtées les règles et directives nécessaires pour que cette charte soit effectivement appliquée.

PHILIPPE LEMAITRE.

## La Communauté rejette le plan américain de tarification des échanges agricoles

Le commissaire européen à l'agriculture, M. Ray MacSharry, a rejeté, le 7 septembre, le plan proposé par les Etats-Unis visant à transformer tous les obstacles non tarifaires du commerce agricole (quotas, protocoles, dérogations et prélèvements) en obstacles tarifaires, dans le cadre du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce). Le secrétaire américain à l'Agriculture, M. Clayton Yeutter, de passage à Bruxelles, a expliqué que ce plan visait à traduire en termes mesurables le maquis de ces barrières souvent difficiles à évaluer, afin d'effectuer un

premier pas dans la réduction des protections aux agricultures. Une fois la conversion d'obstacles non tarifaires en tarifaires faite, il serait plus aisé, selon les Etats-Unis, d'abaisser les entraves au commerce en diminuant les tarifs.

M. MacSharry a estimé que le schéma américain constituait « une inquiétude majeure ». Il a annoncé que la CEE proposerait sous peu son propre plan au GATT, celui-ci comprendrait la création de taxes sur les importations actuellement non imposées, comme le soja.

## FISCALITE

### La TVA sur les médicaments fixée à 2,1 %

La TVA sur les médicaments ne sera pas ramené au taux zéro en raison de la réglementation communautaire, a indiqué, jeudi 7 septembre, M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'Economie, des finances et du budget. En effet, la directive communautaire de mai 1977 n'accepte de TVA au taux zéro que dans les cas où cela existait déjà, comme en Grande-Bretagne (pour les produits de première nécessité, la pharmacie et la presse) et en Irlande. Le taux choisi par le gouvernement français serait celui de 2,1 %, comme pour la presse, les spectacles de théâtre et de cirque (pour les cent quarante premières représentations et les ventes d'animaux de boucherie à des personnes non assujetties à la TVA).

M. Bérégovoy a annoncé qu'il allait engager des conversations avec la Commission des Communautés européennes : il n'est prévu à terme que deux taux de TVA dans le cadre du marché unique européen : un normal et un réduit. Or le taux de 5,5 % appliqué actuellement aux médicaments est déjà un taux super réduit.

La suppression de la TVA sur les médicaments aurait représenté en 1990 un manque à gagner de l'ordre de 5 milliards de francs pour l'Etat et une économie de quelque 3 milliards de francs pour la Sécurité sociale (assurance-maladie) ; avec un taux de 2,1 %, le manque à gagner serait d'environ 1,9 milliard de francs, dont 1,2 milliard au bénéfice de la Sécurité sociale.

(Publicité)

### AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONALES

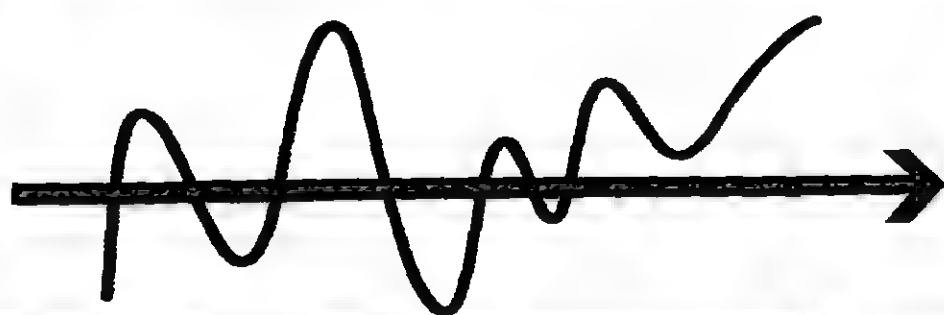
La société Burkinabé des fibres textiles (SOFITEX) lance deux appels d'offres pour la fourniture d'engrais, de produits insecticides et d'appareils de traitement phytosanitaire pour la campagne cotonnière 1990/91 au Burkina Faso.

Appel d'offres N° 1 Lot 1 17.000 tonnes engrais NPKSB  
Lot 2 6.000 tonnes urée

Appel d'offres N° 2 Lot 1 700.000 litres insecticides ULV  
Lot 2 100.000 litres insecticides E.C.  
Lot 3 8.000 appareils pulvérisateurs ULV

L'avis d'appel d'offres détaillé peut être obtenu gratuitement auprès de la C.F.D.T. 13, rue de Monceau 75008 Paris — Tél. 644 839 F (attention M. Beroud). Les cahiers des charges peuvent être retirés à la même adresse au prix de 1 500 FF pour l'appel d'offres N° 1 et 1 000 FF pour l'appel d'offres N° 2, ou au siège de la SOFITEX à Bobo Dioulasso. Date limite de dépôt des offres le 6 octobre au siège de la SOFITEX.

## Rien de tel qu'une ligne de crédit permanente pour faire face aux fluctuations de votre trésorerie.



## Créditable Professionnel

Supporter une charge exceptionnelle d'exploitation, exploiter une opportunité, financer un nouvel investissement : avec le Créditable Professionnel, vous disposez de l'outil qui vous permet de réagir immédiatement, chaque fois que vous en avez besoin. Avec le Créditable Professionnel, vous bénéficiez d'une source de financement souple et toujours disponible, spécialement adaptée à vos attentes. Garantie de maintien confirmée par écrit pour 2 ans minimum.

**BNP**

C'est gagner.

ban, et trait des

ment du e général ques du priés les sur déci-ambassa- déclaré capitale calme »

naïs des né, vend- décidé aide de de 7 mil- outera à : 31 août vant de millions lars envu- veyr mil- lions veyr au riture et

à la suite d'experts aluer les La CEE te aide fier à victimes mination - (AFP.

ad

S

ètres de équipe de éelle du a chœur rde de

The Inde- miter fait ait esse de victimes i point de d'Irak à ce bilan, n'aurait ta, pour la des mem- bres venus un dépôt

S

réens ypte

s étaient ni fourni rait. Selon é en resten- es soldats 1977, à la , afin de maliennees

écart des vernement régionales, ération du , vendredi, les 6<sup>e</sup> et 7<sup>e</sup> division st pris la a province dandine aïrobi, la a en lieu située au s rebelles a quelques oute entre le l'Ethio-

ntion de entrafr- ants cen- eux partis pelles, le vou où ils au secret itale béri- re par un s'arvenu à di 8 sep- e ministre Pancrace firmes ni bornant à éte était l à propos it que cas radés vers rasp.)



## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



CALOR. ROWENTA. SEB. TEFAL

## RÉSULTATS CONSOLIDÉS DU PREMIER SEMESTRE

## INTERNATIONALISATION

Le groupe SEB a enregistré au premier semestre, dans le cadre de l'objectif premier fixé pour 1989, une forte croissance de son activité internationale, particulièrement en Amérique du Nord et au Japon.

Aux Etats-Unis, les filiales T-FAL et ROWENTA ont connu un taux de progression des ventes en dollars supérieur à 70 %, rythme qui devrait se maintenir sur l'ensemble de l'année. Au Canada, ce taux a été d'environ 80 %.

L'usine mexicaine d'assemblage a démarré comme prévu et effectué ses premières livraisons pour le marché nord-américain.

Au Japon, la filiale SEB Japan a enregistré une croissance en yens de près de 20 % qui devrait se poursuivre au second semestre.

## RÉSULTATS SEMESTRIELS

(en milliers de francs)	NOUVEAU PÉRIMÈTRE (*) 30/06/1989	A PÉRIMÈTRE CONSTANT 30/06/1989	30/06/1988
VENTES	2 955 509	1 971 171	1 768 340
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL	773 202	152 199	162 950
RÉSULTAT FINANCIER	[76 688]	[17 259]	[34 635]
RÉSULTAT COURANT	96 511	134 940	128 325
RÉSULTAT AVANT IMPÔT	53 118	93 619	81 103
ET AMORTISSEMENT DE LA SURVIEUR	152 890	140 130	120 150
RÉSULTAT NET + AMORTISSEMENTS			

(\*) Y compris Rowenta acquis le 1<sup>er</sup> juillet 1988.

## PERSPECTIVES

Sur l'ensemble de l'exercice, nous prévoyons que les ventes atteindront 6,6 milliards de francs.

Le groupe, dans son ancien périmètre, réaliserait des ventes de 4,4 milliards et maintiendrait, malgré la forte hausse des matières premières, sa marge nette (bénéfice net/ventes).

ROWENTA réaliserait des ventes de 2,2 milliards et connaîtrait sur douze mois une première amélioration de sa marge nette. Le résultat courant couvrirait les frais de financement de son acquisition.

En consolidé, le bénéfice net demeurerait stable après l'annulation d'amortissement de la survieur (17 millions) et compte non tenu d'économies d'impôt futures nées sur l'exercice et qui ne seront comptabilisées qu'au cours d'exercices ultérieurs. La marge d'autofinancement progresserait d'environ 15 %, atteignant 450 millions de francs.

## Économie

## AGRICULTURE

Les conséquences de la sécheresse en milieu rural

## Une première enveloppe de 290 millions de francs sera destinée aux exploitants les plus touchés

Le ministre de l'agriculture, M. Henri Nallet, a annoncé jeudi 7 septembre la répartition prochaine de 290 millions de francs en faveur des agriculteurs les plus touchés par la sécheresse.

Plusieurs satellites américains et français vont permettre d'évaluer avec précision l'inten-

sité et la localisation exacte de ce phénomène, qui apparaît par endroits plus grave qu'en 1976.

Le ministre de l'agriculture envisage en outre de lancer en octobre un plan de mobilisation autour de la forêt afin de garantir son entretien par le débroussaillage obligatoire à la charge des propriétaires.

## Le ministre au four et au moulin

Une production de maïs en recul de 2 millions de tonnes, plus de 68 000 hectares de forêts dévorés par le feu, 300 000 agriculteurs touchés à des degrés divers par le manque de pluie dans une quarantaine de départements : ce bilan encore provisoire d'un été chaud oblige le ministre de l'agriculture, qui est aussi celui de la forêt, M. Henri Nallet, à accélérer la répartition de l'enveloppe de 580 millions de francs annoncée le 23 août.

Dans les prochains jours, 290 millions de francs, soit la moitié de la somme prévue, seront partagés entre les agriculteurs d'une douzaine de départements, principalement ceux des régions Midi-Pyrénées, Languedoc-Roussillon, Auvergne et Aquitaine.

Avant même que soit distribué le premier franc d'indemnisation, la profession agricole, par la voix de la FNSEA (Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles), ne cache pas sa mauvaise humeur.

Son président M. Raymond Lacombe, estime que, face à une sécheresse qui devient « catastrophique dans certaines régions », l'aide véritable des pouvoirs publics n'atteint que 120 millions de francs, le reste du soutien étant prévu sous forme d'avances de prêts.

Le ministre de l'agriculture a reconnu le 7 septembre que la sécheresse continuait et s'aggravait : « C'est une situation exceptionnelle, et par endroits plus grave qu'en 1976. » Les prêts spéciaux du gouvernement seront notamment accordés aux éleveurs dont la part du chiffre d'affaires en production animale est supérieure à 60 %.

Sur le terrain forestier, M. Nallet envisage de lancer le mois prochain un plan de mobilisation destiné à la fois à reconstruire et à entretenir ce patrimoine précieux mais fragile. « Si une forêt n'est pas entretenue par son propriétaire, l'Etat s'en chargera et lui présentera la facture », expliquait début août le ministre de l'agriculture. Le dossier,

dont l'urgence est manifeste, a des implications financières non négligeables. Les spécialistes de la forêt estiment à 7 000 F par an le coût de débroussaillage d'un hectare de forêt. Sur une surface plantée de 14 millions d'hectares, le prix à payer pour cette propriété atteint donc quelque 98 milliards de francs.

Le défi est d'autant moins aisé que la forêt française est pour 70 % de sa surface, soit 10 millions d'hectares, un espace morcelé entre 1,3 million de propriétaires. La bonne volonté du ministre risque aussi de se heurter à des impossibilités matérielles insolubles tant qu'une meilleure gestion du patrimoine boisé ne sera pas entreprise. Celle-ci passe sans nul doute par une revalorisation de métiers de la forêt qui se sont sensiblement précariés ces dernières années dans le domaine privé, précisément en proie à l'embroussaillage.

ERIC FOTTORINO.

# CE WEEK END, INVITATION A L'ESSAI.



BAISSE DE LA TVA  
Toutes les Renault moins chères  
dès aujourd'hui. Gamme VP.

## NOUVELLE RENAULT 21 CINQ PORTES: CE N'EST PAS LE MÊME VOYAGE.

Le Réseau Renault Ile-de-France sera ouvert le samedi 9 et dimanche 10 septembre.  
Il aura le plaisir de vous accueillir pour vous présenter et vous faire essayer les nouvelles Renault 21 cinq portes.

DANS TOUT LE RÉSEAU RENAULT  
PARIS ILE DE FRANCE.

RENAULT  
DES VOITURES  
A VIVRE

## Sous l'œil des satellites

En juillet dernier, le CEMA-GREF (Centre d'études du mécanisme agricole, du génie rural et des eaux et forêts) du ministère de l'agriculture a commandé à la société Géosys des cartes de la sécheresse à établir d'après les images envoyées par les satellites américains NOAA et Landsat et par le satellite français Spot. Le but de cette commande : d'une part, aider à évaluer les zones touchées par la sécheresse (à des degrés parfois très variables à l'intérieur d'un même département), d'autre part obtenir des informations statistiques sur l'agriculture.

Les satellites utilisés ont des capacités différentes. Spot a la définition la plus fine : 20 x 20 mètres dans le proche infrarouge et même 10 x 10 mètres pour le noir et blanc. Et, grâce à ses capteurs orientables, il peut « voir » à l'oblique ou à la verticale. Les deux NOAA ont plusieurs canaux dont les plus utilisés pour l'étude en cours sont celui de l'infrarouge thermique et ceux d'une partie du spectre visible de la lumière. Mais la résolution n'est que de l'ordre du kilomètre. Les deux Landsat « voient » dans certaines zones du spectre visible et dans plusieurs parties de l'infrarouge, et leur définition, selon les capteurs, est de 30 x 30 mètres ou de 80 x 80 mètres.

De plus, chaque passage de chaque satellite ne bénéficie pas forcément de bonnes conditions de « vision ». Les nuages peuvent empêcher toute prise d'image utilisable.

Géosys a donc élaboré des logiciels pour traiter et mixer toutes les images sous le contrôle technique du CEMA-GREF. Ensuite, ses spécialistes travaillent avec les directions départementales de l'agriculture pour s'assurer que l'interprétation des images est exacte et pour préciser les délimitations des terres touchées par la sécheresse. Ainsi arrive-t-on à un zonage à l'échelle du canton.

Les communes d'où seront parties les demandes de subventions seront traitées individuellement par comparaison avec les images reçues de Spot. Au besoin, certaines parcelles seront positionnées, pour contrôle, très précisément en se fondant sur le cadastre. Ce qui impose à Géosys de numériser beaucoup de données du cadastre qui ne l'est pas encore, surtout dans les campagnes. Tous ce travail de détail sera, bien entendu, compensé par des enquêtes de terrain qui recadreront les parcelles sur les images et permettront de distinguer les différentes cultures.

L'étude, commandée en juillet, n'est pas encore achevée puisqu'elle doit attendre la fin des récoltes des cultures d'été. Mais quelques images ont déjà été présentées au conseil des ministres du 23 août.

YVONNE REBEYROL.

صحنه من العمل











## Marchés financiers

## BOURSE DU 8 SEPTEMBRE

[illegible]

## Comptant (attention)

[illegible]**SICAV** (édition)[illegible]

### Cote des changes

[illegible]

## Marché libre de l'or

MORNAIRES ET DEVISES	COURS prix.	COURS \$/S
Or fin (le m barre)	71500	71500
Or fin (le lingot)	74450	74450
Or fin (le franc)	445	445
Pièces indiennes (10 \$)	335	335
Pièces indies (20 \$)	453	453
Pièces indies (20 \$)	448	443
Souverains	652	652
Pièces de 10 dollars	2530	2735
Pièces de 10 dollars	1362 50	1403
Pièces de 5 dollars	802 50	.....
Pièces de 50 pence	2825	2895
Pièces de 10 florins	451	451
Or Londres	.....	.....
Or Zurich	.....	.....
Or Hongkong	.....	.....
Argent Londres	.....	.....

## PUBLICITÉ FINANCIÈRE

**Renseignements :**

**45-55-91-82, poste 4330**

44-38861-521, page 4000

marché continu

\_\_\_\_\_

**Table 1**

— — —

<sup>a</sup>  $\chi^2 = 1.0$ ,  $df = 1$ ,  $p = .32$ .

© 2006 The Authors  
Journal compilation © 2006 Blackwell Publishing Ltd

100

100



ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 Le bilan des émeutes en Afrique du Sud. 4 La visite de M. Lech Wałęsa en RFA. 5 Les mouvements nationalistes en URSS. 6 Le sommet des non-alignés à Belgrade. — Colombie : le gouvernement s'attend à de nouvelles violences.	7 Tolié après les injures antisémites de M. Autant-Lara. 8 MM. Chirac et Juppé cherchent à redonner confiance à leur mouvement. — La préparation du congrès du PS : M. Poparen ménage toutes les hypothèses. — « Le journal d'un amateur » par Philippe Boucher.	10 Le projet de budget de la justice. 11 La crise de l'institution militaire. <b>SPORTS</b> 13 L'Open de tennis des États-Unis. — La Coupe du monde d'athlétisme à Barcelone.	19 Cinéma : Yves Robert tourne les souvenirs de Pagnol : l'année à Godard ; la 46 <sup>e</sup> Mostra de Venise. 20 Théâtre : Palais brûlés, de Sévén Burak — COMMUNICATION : vers de nouvelles réductions d'effectifs à la SFP.	27 Les conséquences économiques de l'afflux de réfugiés en RFA. 28 Les conséquences de la sécheresse en milieu rural. 29 Les restructurations dans le secteur public. 30-31 Marchés financiers.	Abonnements ..... 2 Annonces classées ..... 24 Campus ..... 25 Carnet ..... 24 Loto ..... 24 Météorologie ..... 25 Philatélie ..... 25 Radio-télévision ..... 14 Spectacles ..... 22	Tout sur la Bourse 3615 tapez LEMONDE  Les offres d'emplois du Monde 3615 tapez LM

## ÉTATS-UNIS : après sa diffusion par la chaîne de télévision PBS

### Polémique autour d'un film sur l'intifada

WASHINGTON  
correspondance

« J'espère que la projection du film mettra fin à la controverse », déclarait récemment Jo Franklin-Trou, réalisatrice de *Jours de rage*. Elle pèche par optimisme... En effet, le film sur l'intifada — le soulèvement palestinien dans les territoires occupés par Israël — projeté sur toutes les stations de la chaîne publique de télévision (PBS) n'a satisfait personne et entretient les rancœurs.

Bien entendu, les grandes organisations juives qui avaient fait le maximum pour dissuader PBS de programmer le film continuent de le dénoncer comme une « pure propagande ». Mais les auteurs du film et leurs amis sont récontents que PBS, après avoir reçu des milliers de lettres, ait jugé nécessaire d'apaiser les protestataires. D'abord par une note préalable indiquant que la chaîne était incapable de confirmer que le film avait été financé par la Fondation culturelle américano-arabe soutenue par le Koweït et d'autres États arabes (en fait, seuls les droits de distribution des cassettes de la production ont été partiellement payés par la fondation). Ensuite, en présentant au début et immédiatement après la projection deux petits courts métrages permettant aux Israéliens de rappeler l'action terroriste et les menaces pesant sur l'État d'Israël. Pour finir, la direction de la chaîne a organisé un débat entre les partisans et les

adversaires du film. Le directeur de l'institut arabo-américain a considéré comme une « insulte faite au peuple américain » d'avoir encadré le film par d'autres documents. « Après cinquante ans de propagande pour Israël, n'est-ce pas, les Palestiniens devraient pouvoir exprimer leurs vœux... »

Invitée, la réalisatrice a refusé de participer à la discussion, reprochant à PBS d'avoir cédé aux pressions du « lobby » juif. Le film, d'une médiocre qualité technique, n'est pas un documentaire prétendant à l'objectivité. Évitant les scènes de violence, il fait parler de nombreux Palestiniens, les jeunes notamment, sur les raisons de l'intifada, et les brutalités dont ils sont l'objet. L'armée israélienne ne s'est pas opposée aux interviews des jeunes Palestiniens qui se montrent relativement modérés dans leurs aspirations.

Evidemment, l'image des jeunes Palestiniens jetant des pierres contraste avec celle des soldats armés de fusils. « Falsification de l'Histoire... Mensonges », affirment les organisations juives et leurs amis. Mais pour M. Murphy, ancien secrétaire d'État adjoint pour le Proche-Orient, récemment à la retraite, *Jours de rage*, sans être « un témoignage impartial et équilibré sur l'intifada, n'en est pas moins un film impressionnant... »

HENRI PIERRE.

## En Hongrie

### La Croix-Rouge s'apprête à ouvrir de nouveaux camps pour les réfugiés est-allemands

La Croix-Rouge hongroise s'apprête à ouvrir de nouveaux camps pour les réfugiés est-allemands désireux de se rendre en RFA, a annoncé jeudi 7 octobre, à Budapest, le secrétaire général adjoint de l'organisation.

Dans les trois camps existants, où les conditions de vie sont de plus en plus difficiles en raison des pluies des derniers jours, certains réfugiés commencent à être démoralisés, notamment à la suite des déclarations de hauts responsables hongrois, selon lesquels leur départ dépendrait d'un accord entre Berlin-Est et Bonn (*Le Monde* du mercredi 6 septembre).

Les quelque cinq mille six cents réfugiés répartis dans les trois camps

se sont vu délivrer jeudi, par la Croix-Rouge, des papiers portant leurs noms, date de naissance et adresse, mais des dirigeants ouest-allemands et hongrois de l'organisation ont démenti que ce soit là le signal de leur départ.

Dans la nuit de mercredi à jeudi, une quarantaine d'Allemands de l'Est ont franchi illégalement la frontière austro-hongroise, indiquent-on de source officielle autrichienne, en ajoutant que « tous les préparatifs pour accueillir les réfugiés sont terminés ». Selon ces sources, une quarantaine de wagons de chemin de fer sont prêts à assurer leur acheminement.

Par ailleurs, un entretien sur la question des réfugiés est-allemands se trouvant dans les missions diplomatiques ouest-allemandes à Budapest, Prague et Berlin-Est a eu lieu jeudi entre responsables des deux États allemands, au ministère des affaires étrangères à Berlin-Est. — (AFP, Reuters.)

(Lire, page 27, les conséquences économiques de l'afflux des réfugiés en RFA.)

Le numéro du « Monde » daté 8 septembre 1989 a été tiré à 524 829 exemplaires

C'est vous qui avez raison.  
**EXIGEZ :  
"LA MODE  
ET  
L'ARGENT  
DE LA MODE"**

La Mode vous séduit, alors que les prix de la Mode vous hantent. Voyages, livres, sports, sorties, sollicitez assez votre « budget-modes ». Mais vous adorez la Mode, et la seule formule qui vous convienne, c'est... Beaucoup de Mode pour peu d'argent. Alors, avez-vous pensé aux Tissus Rodin ? Là, les prix n'ont plus rien à voir. A partir de 30 F le mètre, la Mode qui laisse votre budget intact au presque...  
**RODIN**  
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

## Le « mariage des éléphants »

### Le ministre de l'économie ouest-allemand autorise la fusion Daimler-Benz-MBB

BONN  
de notre correspondant

M. Helmut Haussmann, ministre ouest-allemand de l'économie, a annoncé vendredi 8 septembre qu'il autoriserait la fusion projetée entre le constructeur automobile Daimler-Benz et le groupe aéronautique Messerschmitt-Bölkow-Blohm (MBB), à la condition que chacune de ces deux entreprises abandonne ses activités dans le domaine de la construction navale et de l'armement.

L'objectif principal de ce « mariage des éléphants », comme il avait été qualifié par la presse ouest-allemande, négocié de longs mois entre le prédécesseur de M. Haussmann, M. Martin Bangemann, et le PDG de Daimler-Benz, M. Edzard Reuter, était de transférer vers l'industrie privée les risques financiers liés à la production des Airbus, risques qui étaient jusqu'à présent portés dans leur presque totalité par la puissance publique ouest-allemande, principale actionnaire de MBB.

Daimler-Benz, qui avait déjà pris le contrôle de deux importantes firmes aéronautiques ouest-allemandes, Dornier et MTU, avait réussi à obtenir de l'État fédéral qu'il garantisse, jusqu'en l'an 2000, les pertes de change liées aux variations du cours du dollar, monnaie dans laquelle s'effectuent les transactions aéronautiques. Le plan Reuter-Bangemann avait alors visiblement été critiqué par l'opposition. Le SPD et les Verts trouvaient exagéré le filet financier offert au futur groupe, qui pouvait, à terme, encaisser de juteux bénéfices liés à l'expansion attendue du marché de l'aéronautique civile, sans courir de risques trop importants. Ils mettaient aussi l'accent sur les dangers constitués par le monopole du nouveau groupe dans l'industrie d'arme-

ment, qui pouvait ainsi dicter sa loi au ministère de la défense. Le ministre de l'économie a, en partie, reconnu la validité de ces objections, puisqu'il a mis cinq conditions pour autoriser la fusion : 1) l'État fédéral abandonnera le 31 décembre 1996, au lieu de l'an 2000, la participation de 20 % à la Deutsche Airbus, qu'elle détiendrait par l'intermédiaire de l'Institut du crédit pour la reconstruction ; 2) Daimler-Benz et MBB devront, avant deux ans, abandonner leur participation dans des activités de construction navale ; 3) MBB devra, avant un an, se défaire des parts qu'elle détient dans Krauss Maffei, principal producteur allemand de chars de combat ; 4) avant deux ans, MBB et Daimler-Benz devront se défaire de sociétés de services travaillant pour l'armement qu'elles contrôlent ; 5) à l'avenir, le groupe ne devra prendre aucune participation dans d'autres entreprises travaillant dans le domaine de l'armement.

LUC ROSENZWEIG.

## En RFA

### L'épouse d'un militaire britannique assassinée par l'IRA

L'épouse d'un soldat britannique, circulant à bord d'une voiture immatriculée en Grande-Bretagne, a été tuée par balles, jeudi soir 7 septembre à Unna dans l'ouest de la RFA, par un commandant de l'Armée républicaine irlandaise (IRA). Selon un porte-parole de la police, trois hommes, circulant à bord d'une Peugeot, ont tiré à plusieurs reprises sur la femme.

Dans la nuit du vendredi 1<sup>er</sup> au samedi 2 septembre, un autre attentat avait été perpétré dans des conditions similaires à Münster. Deux soldats britanniques avaient été grièvement blessés par balles. Les militaires avaient été apostrophés devant leur caserne par les occupants d'une Audi 80 qui leur demandaient la direction de la ville de Dortmund. Alors que les soldats s'apprêtaient à leur répondre, un des passagers avait ouvert le feu à l'arme automatique. L'attentat commis jeudi soir est le dixième perpétré par l'IRA en RFA depuis le printemps 1987. — (AFP.)

## MACINTOSH PLUS

10 900 F HT !

1 Mo de mémoire centrale  
Lecteur de disquette 800 K

Garantie Apple 1 an

+  
Garantie KA 1 an

= 2 ans !

chez **KA**

l'informatique douce

14, rue Magellan - 75008 Paris

Tél. (1) 47 23 72 00 - Tx 611 869

Ouvert du lundi au vendredi.

## LA BOURSE EN DIRECT

LE MONDE DE LA BOURSE

Suivez en direct l'évolution des cours de la Bourse

BOURSE

36.15 LEMONDE

A B C D E F G H

## Sur le vif

### Baguée

Je l'ai, moi, figurez-vous, la fameuse bague de Daniele Gilbert. Enfin, je l'ai eue, je l'ai plus, je l'ai revendue. Je l'avais achetée d'occasion à une de mes copines. Un jour elle m'appelle : — Tiens, toi qui es couverte de grigris, de poils d'éléphant, de chouettes en fer-blanc et de porte-clés porte-bonheur, je vais te refiler un anneau magique qui va changer ta vie.

— Comment tu sais ?

— C'était marqué dans le journal. La bague de Ré, un truc génial, magnétique et tout. Garanti par la « Grande Duduche ». Ils l'ont trouvée dans la tombe d'un pharaon, et ils en ont déjà distribué 450 000 exemplaires. Elle m'a coûté 200 francs.

— Alors, pourquoi tu la gardes pas ?

— Elle me colle de l'acné.

— Ben, t'es qu'à la renvoyer à l'expéditeur avant trente jours. Il te la rembourse.

— Tu crois au Père Noël, ou quoi ? Non, je préfère te la céder à moitié prix. J'y perdrais moins.

Bon, OK, affaire conclue. A peine je me l'étais mise au doigt, cette foutue bague, que les casus me dégringolaient sur la tête. Fureur de ma part. J'aurais mieux fait de m'adresser à un voyant numérotique qui me promettait un avenir radieux plus un cadeau gratuit dans *France-Dimanche*. Surtout qu'à ce moment-là j'avais l'horoscope en compte rapport à Neptune qui mettait la Lune au carré en plein dans mon décan.

Et puis, juste avant de partir en vacances, qu'est-ce que je trouve au courrier ? Un appel au secours, une lecture désespérée : Vous qui êtes journaliste, vous qui avez un pouvoir extraordinaire, aidez-moi à surmonter le terrible malheur qui me frappe. J'ai perdu mon fils, mon mari, ma mère, mon frère et mon beau-père en l'espace de quatre mois. Le sort s'acharne... Conjurez-le !

J'ai pas hésité, je lui ai fourgué la bague pour 200 balles. Elle, je sais pas si elle s'en est remise, mais moi j'ai doublé ma mise. Sur le marché de l'illusion, c'est une bonne opération.

CLAUDE SARRAUTE.

**TRÉCA cad**  
à commande automatique  
permet de relever la tête et les jambes SANS AUCUN EFFORT (toutes dimensions)  
**CAPELOU**  
37, AV. DE LA RÉPUBLIQUE 75011 PARIS TEL. 4357 16 35 - MÉTRO PARMENTIER

## SVM SCIENCE & VIE MICRO

GUIDE 1990 DE LA MICRO :

**120**

**ORDINATEURS  
SUR MESURE  
CHOISISSEZ LE VÔTRE.**

ÉGALEMENT AU SOMMAIRE DE SEPTEMBRE :

- Reportage : La première internationale des pirates informatiques.
- Lotus 1.2.3. version 3 arrive en France.
- Essai : IBM PS 2 transportable.

N° 1 DE LA PRESSE INFORMATIQUE

## ENTRAÎNEMENT CARNegie®

Expression Orale et Relations Humaines



**Sachez mieux communiquer**

- Augmentez votre maîtrise en entretien, en réunion et en public.
- Améliorez votre qualité de contact, votre influence, votre rayonnement.

## CONFÉRENCES D'INFORMATION

de 19h précises à 20h45  
PARIS :  
11, 12, 13, 14 et 15 Septembre  
90 CHAMPS-ÉLYSÉES

à noter :

Entraînements Dale Carnegie®  
Lecteur mondial de la Famille Contre  
Présente en France par G. & O. Weyre  
25, Boulevard 75150 Le Chesnay  
Tél. 01 39 24 10 10

صحنه من الامل